

FÊTE DE L'INDÉPENDANCE ET DE LA JEUNESSE

Le Président Tebboune reçoit les vœux des présidents de plusieurs pays

P. 24

ALGÉRIE-RUSSIE

Appel téléphonique de Vladimir Poutine au Président Tebboune

P. 24

GOVERNEMENT

Le Premier ministre en visite de travail dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès

P. 4

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

La relance économique à l'ordre du jour

Le Président de la République, M. Abdelmajid Tebboune, a présidé, dimanche, la réunion périodique du Conseil des ministres, tenue par visioconférence. Cette réunion revêtait un caractère exceptionnel dans la mesure où devaient être annoncées des mesures de grande importance pour la relance économique du pays. Certaines de ces décisions doivent être appliquées à court terme, à moyen terme, et d'autres avec effet immédiat.

P.p 3-6-10
APS



RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Le mandat présidentiel et le rôle de l'armée au centre d'une contribution de Abdelaziz Rahabi

P. 4

CONFINEMENT À TIPASA

Le wali exclut l'élargissement à d'autres communes

P. 8

MOUDJAHIDINE-DÉCÈS

Le moudjahid Mohamed Rahal n'est plus

P. 8

SANTÉ

INTOXICATIONS ALIMENTAIRES

Comment les éviter pendant l'été

P.p 12-13

FOOTBALL

FAF

Des stages de formation pour l'obtention des licences CAF A et CAF B

P. 21



COMMUNICATION

Belhimer : «les médias publics doivent se réorganiser "de manière profonde"»

P. 16

MDN

ANP

Installation du Général-major Omar Tlemsani à la tête de la 4^{ème} Région militaire

P. 24

WILAYA D'ALGER

Accès interdit aux camions de transport du bétail, la vente d'ovin et du fourrage non permise en dehors des points autorisés



Le wali d'Alger, Youcef Cherfa a annoncé, dimanche, l'interdiction d'accès à la capitale des camions et véhicules de transport du bétail et de vente du bétail et du fourrage en dehors des points de vente autorisés, indique un communiqué des services de la wilaya. Dans le cadre du renforcement des mesures sanitaires et préventives visant à contenir la propagation de la pandémie du coronavirus, d'autant que certaines activités économiques et commerciales attirent le public et constituent un risque de propagation de la contamination du virus, le wali d'Alger a décidé d'interdire l'accès des camions et véhicules de transport du bétail, sous peine des sanctions prévues par la loi, lit-on dans le communiqué publié sur la page Facebook de la wilaya d'Alger.

"La vente du bétail et du fourrage est formellement interdite en dehors des points de vente autorisés", ajoute la même source. "Ces mesures excluent le transport du bétail destiné aux abattoirs, sur présentation d'un certificat vétérinaire", selon le communiqué.

Le wali a mis l'accent, enfin, sur l'impératif du respect rigoureux des mesures sanitaires et préventives, appelant les citoyens à se conformer aux règles d'hygiène et à l'obligation du port du masque préventif pour éviter la propagation de la pandémie.

CONSTANTINE

Incendie dans un cimetière de la cité El Guammass (protection civile)

Un incendie s'est déclaré durant la nuit de samedi à dimanche dans un cimetière de la cité El Guammass, implantée au chef-lieu de wilaya de Constantine, a-t-on appris dimanche auprès des services de la protection civile.

L'incendie a touché une superficie d'herbes sèches au-dessus des tombes, a précisé le chargé de l'information et de la communication de ce corps constitué le lieutenant Nourreddine Tafer.

"Aucune tombe n'a été endommagée par cet incendie dont les causes ne sont pas encore déterminées", selon la même source.

Une enquête a été ouverte par les services sécuritaires compétents afin de déterminer les circonstances de l'incendie, a-t-on signalé.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

4 morts et 88 blessés ce week-end en zones urbaines (Sûreté nationale)

Quatre personnes ont trouvé la mort et 88 autres ont été blessées dans 67 accidents de la route survenus ce week-end en zones urbaines, a indiqué dimanche un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents, précisent les données communiquées par les services compétents de la Sûreté nationale.

Dans ce cadre, la DGSN invite, une nouvelle fois, les usagers de la route à faire montre de la prudence et au respect du code de la route, rappelant le numéro vert 15-48 et le numéro de secours 17 mis à la disposition des citoyens 24h/24, conclut la source.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

M'sila : 2 employés d'une direction de wilaya en détention provisoire pour trafic d'influence

Deux (2) employés d'une direction de la wilaya de M'sila ont été placés en détention provisoire, alors qu'un troisième a été mis sous contrôle judiciaire, suite à leur implication dans une affaire de trafic d'influence et de contrefaçon de documents fonciers, ont rapporté dimanche, les services de la sûreté de wilaya.

La même source a indiqué que les personnes incriminées dans cette affaire ont été inculpées par le tribunal de M'sila pour "abus de fonction, faux et usage de faux de documents sous-seing privé et utilisation frauduleuse d'un titre attaché à une profession réglementée par l'autorité publique, escroquerie et fraude".

Selon les services de la sûreté de wilaya, cette affaire intervient suite à une plainte déposée par un expert foncier de M'sila faisant état de l'implication de trois employés d'une direction locale, dont les services concernés ont refusé de dévoiler l'identité, pour abus de fonction et falsification de documents fonciers ayant fait 36 victimes. Ces mêmes services ont, dès lors, enclenché une enquête qui a abouti au renvoi des trois employés devant le procureur de la République près le tribunal de M'sila, lequel les a renvoyés à son tour devant le juge d'instruction qui a décidé de placer deux d'entre eux en détention provisoire et de mettre le troisième sous contrôle judiciaire.

SKIKDA

Le directeur de la CACOBATPH mis sous mandat de dépôt dans des affaires de corruption

Le juge d'instruction près le Tribunal de Skikda a ordonné, dimanche, la mise sous mandat de dépôt du directeur central de la Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, travaux publics et hydrauliques (CACOBATPH) pour des chefs d'accusation liés à des affaires de corruption et de détournement. Il a également ordonné le placement sous contrôle judiciaire de la secrétaire du directeur et de 7 autres individus, a précisé la même source.

Le directeur de la CACOBATPH est poursuivi pour détournement de deniers publics, abus de fonction, manipulation frauduleuse des systèmes de traitement automatisés de données, alors que sa secrétaire est accusée de participation au détournement de deniers publics et pour les mêmes chefs d'accusation.

Les sept autres individus sont poursuivis pour "recel volontaire d'une partie des revenus obtenus par le détournement de deniers publics et participation au détournement de deniers publics". Le directeur de la CACOBATPH et sa secrétaire accédaient au système de traitement automatisés de données et faisaient des déclarations complémentaires de salaires pour d'indus bénéficiaires et des proches, notamment des commerçants et des artisans, comme étant des employés déclarés auprès de la Caisse.

L'ensemble des inculpés sont accusés du détournement de 7.290.000 DA.

Le procureur de la République près le Tribunal de Skikda a requis la mise sous mandat de dépôt de tous les inculpés.

ALGER

Secousse tellurique de magnitude 3,2

Une secousse tellurique de magnitude 3,2 sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée lundi à 08h22 dans la wilaya d'Alger, indique le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 15 km au nord-ouest d'Aïn Benian dans la même wilaya, précise la même source.



JUSTICE CONSTANTINE

1 an de prison dont 6 mois avec sursis pour l'auteur de la vidéo attentatoire au CHU-Dr Benbadis

Le tribunal de Ziadia à Constantine a condamné, dimanche soir, à un an de prison dont 6 mois avec sursis, l'auteur de la vidéo attentatoire au Centre hospitalo-universitaire, CHU-Dr Benbadis. L'inculpé, S. D., âgé de 32 ans était poursuivi pour "publication et diffusion d'informations tendancieuses susceptibles de porter atteinte à l'ordre public et à l'intérêt national par l'usage d'un réseau social". L'affaire remonte à fin juin dernier quand, le mis en cause avait diffusé une vidéo sur Facebook montrant des cercueils dans la cour de service de la morgue du CHU, avec un commentaire "prétendant que ces cercueils renfermeraient des corps exposés au soleil", rappel-t-on. La direction du CHU de Constantine avait rapporté dans un communiqué rendu public, un démenti catégorique affirmant "qu'il s'agissait de cercueils vides entreposés dans la cour pour les utiliser en cas de besoin" et avait déposé plainte contre l'auteur de cette vidéo.

FORÊTS

Massifs forestiers du nord-est de Médéa : plus de 36 hectares de couvert végétal détruits dans des incendies

Les massifs forestiers du nord-est de Médéa ont été la proie de plusieurs départs de feu, durant les dernières 72 heures, provoquant la destruction de plus de 36 hectares de couvert végétal, et la perte de parcelles de plantations arboricoles, a-t-on appris dimanche auprès de la protection civile.

Les incendies les plus violents ont été signalés à Baata, Maghraoua et El-Haoudine, où la protection civile fait état de la destruction de 18 hectares de plantations sylvicoles, suite à un incendie qui s'est déclaré, jeudi, en fin d'après-midi, à El-Khemsine Melailia, dans la commune de Baata, à 57 km de Médéa.

Une parcelle composée de 315 arbres fruitiers a été réduite en cendre lors de cet incendie, maîtrisé après plusieurs heures d'intervention, a-t-on indiqué.

Dix autres hectares de pin d'Alep et de chêne ont été détruits, selon la même source, dans un incendie, survenu, la nuit de vendredi à samedi, au maquis de "Taghezef", commune de Maghraoua, à 107 km au nord-est, alors qu'il est déploré la perte de sept hectares de forêts dans un incendie similaire, localisé à "Es-Sahridj", commune d'El-Haoudine, à 105 km au nord-est du chef-lieu de wilaya. Par ailleurs, 1,5 hectares de plantations fruitières ont été perdues dans un incendie, enregistré, samedi, à "Bekkar", dans la même commune d'El-Haoudine, ainsi que la destruction de petites parcelles de couvert végétal, a ajouté la protection civile.

ELECTRICITÉ

Coupe programmée aujourd'hui dans cinq communes d'Alger-Est

L'alimentation en électricité sera interrompue mardi, de 4h00 à 7h30, dans cinq communes de la région Est d'Alger, en raison des travaux de maintenance effectués par le gestionnaire du réseau transport électrique "GTRE", a indiqué lundi un communiqué de la Direction de distribution d'El Harrach, relevant de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG, filiale du groupe Sonelgaz).

Cette coupe programmée affectera en particulier le centre-ville de Bordj El-Bahri, le centre militaire ENETA, Azur et Mer, Cité Djamilia Aras, Terre familiale, Cité LPP Faizi, Cité de la Protection civile, Cité 1.000 logements Bartigec (commune de Bordj El-Bahri), Diar El Gherb, Dermouche, Hai Chouhada Serkouf, Cité plateau d'Ain Taya, Cité LPP Sufrene, El Kadous, Déca Plage, base de vie de la SNVI "Les Canadiennes" (commune d'Ain Taya), précise la même source.

Elle concernera également le centre-ville de Heuraoua, Cité 762 logements AADL, Cité 668 logements, Cité 752 logements (Commune de Heuraoua), Cité 1.540 Souachette (commune de Rouiba), le centre-ville d'El Marsa, Cité la Carrière et le centre-ville de la Pérouse (commune d'El Marsa).

Pour toute information complémentaire, les clients de la SADEG peuvent contacter le numéro du centre de contact 3303 joignable 24h/24 et 7j/7, selon le communiqué.

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

La relance économique à l'ordre du jour

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, dimanche, la réunion périodique du Conseil des ministres, tenue par visioconférence, indique un communiqué de la Présidence de la République, dont voici le texte intégral:

"Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, ce jour dimanche 12 juillet 2020, la réunion périodique du Conseil des ministres, tenue par visioconférence.

Cette réunion revêtait un caractère exceptionnel dans la mesure où devaient être annoncées des mesures de grande importance pour la relance économique du pays. Certaines de ces décisions doivent être appliquées à court terme, à moyen terme, et d'autres avec effet immédiat.

Cette session du Conseil est intervenue au lendemain de la réunion de travail, tenue le 9 du mois courant, sous la présidence de Monsieur le Président de la République, en présence du Premier ministre et des ministres des Finances, de l'Énergie, de l'Industrie, des Mines, du Commerce et de l'Agriculture, ainsi que du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la Prospective, et consacrée à l'examen du projet de Plan national de relance socio-économique avec pour finalité l'édification d'une nouvelle économie nationale sous-tendue par la diversification des sources de croissance, l'économie du savoir et la gestion rationnelle des richesses nationales.

À l'ouverture de la séance, le Président de la République a donné des instructions pour la mise en place d'une commission présidée par le Premier ministre et regroupant les partenaires sociaux et les opérateurs économiques. Cette commission de sauvegarde aura pour objectif d'évaluer les incidences causées par la pandémie du Coronavirus sur l'économie nationale. Elle fera rapport comme premier point à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil des Ministres.

Le second point à cet ordre du jour concernera le secteur de la micro entreprise et des start-up auquel le président de la République accorde la plus haute importance en raison de son impact sur la jeunesse du pays. Un point de situation précis et chiffré de ce qui a été fait devra être présenté à cette occasion avec, en particulier, des précisions sur la mise en œuvre du Fonds spécial qui leur a été dédié.

Le Conseil des ministres a d'abord entendu une communication sur la feuille de route du secteur de l'énergie où étaient mis en exergue les défis à relever concernant la stabilisation des réserves et les capacités de production d'hydrocarbures à court et moyen termes 2020/2024.

Le Conseil des ministres a également entendu une communication du Ministre de l'Industrie qui a exposé les priorités immédiates du secteur et les actions ayant un impact à moyen et long termes sur la politique industrielle. La relance et le développement du secteur des mines était aussi à l'ordre du jour de la réunion du Conseil des ministres avec la présentation d'un plan d'action visant à permettre au secteur de contribuer substantiellement à la croissance nationale.

Le Conseil des ministres a entendu, également, une communication sur la relance et le développement du secteur de l'Indus-

trie Pharmaceutique dont la gestion et le suivi ont été récemment confiés à un département ministériel autonome. Au terme des débats, le Président de la République a donné des instructions précises à chacun des ministres concernés à l'effet d'établir, sous l'égide du Premier Ministre, une évaluation rigoureuse de l'impact financier de chacune des mesures proposées et d'élaborer un calendrier précis pour la mise en œuvre des différentes actions dont ils seront comptables aux échéances fixées.

Passant en revue l'ensemble des secteurs ayant exposé leurs feuilles de route, le Président de la République a d'abord instruit Messieurs les ministres chacun pour ce qui concernait son secteur d'activité. Concernant le secteur de l'Énergie Abordant la feuille de route du secteur de l'énergie, le Président de la République a tenu à relever la stagnation dans laquelle se trouve ce secteur depuis des décennies, empêtré dans les schémas de production classiques et perdant de vue les énormes potentialités que recèle le pays.

Le Chef de l'Etat a, ensuite, donné des instructions précises en faveur de la relance des activités de prospection des réserves non exploitées à travers des études précises et documentées. Il a rappelé que de nombreux gisements existent à cet effet aussi bien sur le territoire national qu'au large des côtes, en off-shore, où les potentialités sont réelles comme l'indique le travail de prospection déjà réalisé. Un autre axe de travail devrait être organisé dans le secteur autour de la récupération des réserves existantes pour parvenir à relever, à brève échéance, le taux de récupération au-delà de 40%. a insisté le Président de la République qui a ordonné qu'au premier trimestre 2021, devrait être arrêtée toute importation de carburant et de produits de raffinage.

Les autres décisions prises à cette occasion relatives au secteur de l'énergie ont concerné :

- La poursuite des processus de raccordements locaux, notamment ceux des exploitations agricoles pour renforcer la production et créer des emplois,

- Le transfert de la réalisation de la ville de Hassi Messaoud au Ministère de l'Habitat,

- La remise de l'Institut algérien du Pétrole (IAP) sous l'autorité du Ministère de l'Enseignement supérieur.

Le Président de la République a donné instruction pour qu'un audit profond soit engagé au niveau de SONATRACH pour :

- Une évaluation de son patrimoine,

- La réduction du nombre de ses représentations à l'étranger,

- La diminution des postes de responsabilités qui ne sont pas liés au rendement ou à la rentabilité de l'entreprise,

- Le passage d'une gestion qui date d'une époque révolue vers une comptabilité analytique saine.

Concernant le secteur de l'Industrie, s'agissant de la feuille de route pour la relance et le développement du secteur de l'Industrie, le Chef de l'Etat a observé, avec regret, qu'on continue à accorder encore trop de temps au secteur marchand de l'Etat qui a



connu plusieurs réformes sans donner de résultats probants, alors qu'il ne représente guère plus de 20% du secteur industriel global du pays au détriment de 80% du secteur. Il a ainsi instruit le ministre de l'Industrie à l'effet de :

- Libérer les cahiers des charges avant le 22 juillet prochain qui concernent :
- le secteur de la construction automobile,
- la production d'électroménagers,
- la production de pièces détachées,
- l'importation de véhicules neufs,
- l'importation d'usines usagées.

S'agissant du cahier des charges qui concerne l'importation des véhicules neufs, celui-ci doit intervenir obligatoirement avec la mise en place d'un réseau de service après-vente au niveau de tout le territoire national et qui soit géré par des professionnels du secteur.

- Libérer les entreprises du secteur de l'électroménager qui présentent un taux d'intégration de 70%.

- Donner la priorité aux secteurs de la transformation,

- Donner la même priorité aux start-up et passer jusqu'au système déclaratif pour leur création. Le registre de commerce ne sera exigé que lorsque la création aura été réalisée.

- Mettre en place, dans les plus brefs délais, un vrai guichet unique qui aura toute l'autorité pour engager et guider l'investissement au lieu et place des anciennes structures. Concernant le secteur des Mines

Le Président de la République a, ensuite, réitéré ses instructions concernant l'exploitation optimale et transparente de toutes les potentialités minières dont dispose le pays et des richesses naturelles nationales, en insistant particulièrement sur la mise en exploitation, dans les plus brefs délais, de la mine de fer de Gara Djebilet, dans la wilaya de Tindouf, du gisement de Zinc et plomb d'Oued Amizour (W. Béjaïa) et la relance du projet de fabrication de produits phosphatés à El Aouinet (W. Tébessa).

Le Président de la République a :

- demandé d'établir immédiatement la carte géologique de tous les gisements exploitables en terres rares, en tungstène, en phosphates, en barite et autres matériaux,

- encouragé la proposition du ministre visant à entamer la confection des textes autorisant

l'exploitation des gisements arifères de Djanet et de Tamanrasset par les jeunes, pour la partie non exploitable industriellement, et lancer un partenariat pour les grands gisements.

Concernant l'Industrie pharmaceutique, le Président de la République a donné instruction :

- Pour que soit placées, avec effet immédiat, toutes les unités de production pharmaceutique et parapharmaceutique sous la tutelle du ministère de l'Industrie pharmaceutique,

- Accélérer la mise en production des nouvelles unités dont le nombre est de 40.

Le Président a enregistré avec satisfaction l'annonce faite par le Ministre d'arriver à l'horizon 2021 à économiser près d'un milliard de dollars d'importation de produits pharmaceutiques.

Le Chef de l'Etat a instruit, par ailleurs, le ministre de l'Industrie pharmaceutique à l'effet d'amorcer rapidement la mise en œuvre du programme arrêté en donnant la priorité à l'entrée en production des unités déjà prêtes et favoriser ainsi le développement d'une industrie pharmaceutique orientée vers la satisfaction des besoins nationaux, à hauteur de 70% au moins, mais également qui soit capable de dynamiser, à brève échéance, le secteur des exportations.

Concernant le secteur des Finances, le Président de la République a donné des instructions à l'effet : - d'accélérer l'ensemble du processus de réforme du secteur notamment en ce qui concerne la réforme du système bancaire qui devient plus urgente que jamais,

- d'accorder une attention toute particulière à la numérisation et à la modernisation des secteurs des impôts, du cadastre et des douanes,

- de poursuivre le processus de mise en place de la finance islamique pour dynamiser la collecte de l'épargne et créer de nouvelles sources de crédits,

- de réduire le niveau des importations notamment les services et le transport maritime de marchandises pour préserver les réserves de change,

- de récupérer l'argent disponible dans le marché informel et réintégrer ce dernier dans le circuit officiel,

- de récupérer également dans les réserves d'or du pays, les fonds gelés depuis des décennies au niveau des douanes et des saisies au niveau des

- ports et des aéroports, pour les intégrer aux réserves nationales. Avec toutes ces mesures, l'Algérie

devra économiser, à la fin de l'année en cours, près de vingt milliards de dollars.

Le Président de la République a noté avec satisfaction l'annonce faite par le ministre des Finances que le pays pouvait injecter immédiatement pour l'investissement et la relance économique l'équivalent de mille milliards de dinars auxquels s'ajoutent dix milliards de dollars disponibles qui viendront s'ajouter aux économies susceptibles d'être faites sur les dépenses inhérentes aux services et autre études. Cela viendra en appui aux mesures visant l'élimination de la surfacturation et la récupération de l'argent disponible dans le marché informel.

Par ailleurs, le Ministre des Affaires étrangères a rendu compte au Conseil des ministres des résultats de sa visite de travail en République d'Italie, à l'invitation de son homologue italien, pour faire part de l'offre italienne consistant à partager avec l'Algérie son expertise en matière de développement des start-up, initiative pour laquelle le gouvernement italien a mis en place un fonds important.

Le Président de la République a ordonné aux deux ministres en charge de la micro-entreprise et des start-up d'organiser, en coordination avec le ministre des Affaires étrangères, un séjour en Italie pour la signature d'une convention avec le gouvernement italien dans le domaine d'aide aux start-up.

Il a également instruit le ministre des Affaires étrangères, en accord avec le ministre de l'Industrie, de prospecter auprès des partenaires européens pour l'acquisition d'unités de production usagées à l'étranger qui doivent impérativement remplir les conditions de fonctionnement avec les intrants locaux, dont l'âge ne dépasserait pas les 5 ans et qui soient directement opérationnelles.

Le Conseil des Ministres a examiné et adopté un projet de décret

présidentiel portant approbation d'un projet d'avenant n 2 au contrat du 28 juillet 2015 pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures sur le périmètre dénommé « In Salah II » (blocs : 338 a, 340 b, 342 et 343 a), conclu à Alger le 2 avril 2020 entre l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (AL-NAFT) et la Société nationale « SONATRACH-S.P.A ».

La feuille de route du ministre de l'Agriculture sera examinée lors du prochain Conseil des ministres et concernera :

- l'augmentation de la production céréalière, - la substitution de la production nationale aux produits importés, comme le sucre et le maïs,

- la délimitation du zoning de la production des rustiques notamment dans les Hauts Plateaux pour tout ce qui est des fruits secs et de l'huile d'argan.

Avant de clôturer ses travaux, le Conseil des Ministres a examiné et approuvé des décisions individuelles portant nomination et fin de fonctions à des emplois supérieurs de l'Etat".

GOUVERNEMENT

Le Premier ministre en visite de travail dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a entamé lundi une visite de travail dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, au cours de laquelle il inspectera plusieurs projets économiques et sociaux en cours de réalisation et présidera une cérémonie de distribution de logements toutes formules confondues.

Accompagné d'une délégation ministérielle, M. Djerad se rendra dans la commune de Sidi Ali Benyoub, où il inaugurerait une usine de transformation du marbre et du granit. Fruit d'un investissement privé, l'usine est considérée comme la plus grande à l'échelle africaine.

Dans la commune de Tabia, le Premier ministre se rendra à une exploitation agricole d'arboriculture et de vignobles dont l'irrigation est assurée par le système du goutte à goutte économisant l'utilisation de l'eau.

M. Djerad procédera, en outre, au niveau du village Djouaher, dans la commune de Sidi Lahcen, à la mise en service du réseau d'alimentation en gaz naturel au profit des habitants de ce village considéré comme zone d'ombre. Sur place, il suivra un exposé sur le projet de réalisation d'un réseau d'assainissement au profit de cette agglomération, et un autre sur le programme de prise en charge des zones d'ombre de la wilaya.

Cette visite sera également marquée par le baptême du nouveau site des



logements de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) au nom du chahid Berichi Amar. Sur place, un aperçu sur les programmes du secteur de l'habitat au niveau de la wilaya sera présenté au Premier ministre.

Par ailleurs, le centre anti-cancer du chef-lieu de wilaya sera baptisé au nom du défunt moudjahid Tidjani Hadam. Les responsables du secteur de la santé feront un point de situation

sur la prise en charge de la crise sanitaire liée à la pandémie de coronavirus (Covid-19). A la fin de sa visite de travail, M. Djerad présidera une cérémonie de remise des clés de logements au profit de 1.607 souscripteurs aux programmes d'habitat de différentes formules ainsi que 20 décisions d'aide à l'habitat rural. Il est prévu également la distribution de 20 bus scolaires et 10 camions hydro-cureurs au profit de l'office national de l'assainissement (ONA).

RÉVISION DE LA CONSTITUTION Le mandat présidentiel et le rôle de l'armée au centre de la contribution de Abdelaziz Rahabi au débat sur l'avant-projet de Constitution

L'ancien diplomate algérien, Abdelaziz Rahabi a apporté sa contribution au débat sur l'avant-projet de Constitution qui a porté sur plusieurs questions, dont notamment celles concernant les mandats présidentiels et le rôle de l'armée.

La contribution, rendue publique dimanche, porte essentiellement sur l'opportunité et le contexte du débat sur le projet, les propositions sur les principes généraux, la question de la réélection du président de la République ainsi que sur la représentation populaire dans les pouvoirs et de l'Etat de droit, et l'adaptation des forces armées aux processus de transformation des questions de maintien de l'ordre, de la paix et de la sécurité internationales.

Dans sa contribution, M. Rahabi s'est interrogé : "Sommes-nous aujourd'hui à un moment de rupture et/ou à un niveau de maturation historique de nature à nous permettre de faire un saut qualitatif ?", tout en estimant qu'"il y a autant d'éléments positifs que d'éléments contraignants". Il a souligné aussi que "la question qui se pose alors d'elle-même c'est celle de savoir si ce projet de loi suprême s'inscrit dans l'esprit de ses rédacteurs et de ses promoteurs dans la perspective de mettre l'Algérie en rapport avec le temps réel, de faire entrer le pays dans la modernité institutionnelle, de mettre les fondements d'un Etat de droit ou alors d'une opération de stabilisation d'un système politique ébranlé par le Hirak". Notant que le document soumis au débat "a le mérite de n'avoir pas cédé à la tentation populiste et aventurière des différents animateurs du débat sur l'identité", M. Rahabi a proposé la dénomination du pays dans la Constitution "Algérie" ou "République Algérienne" car, a-t-il expliqué, la dénomination actuelle (République Algérienne Démocratique et Populaire) est "le produit d'une réalité historique donnée, des rapports de forces du moment et de la conjonction internationale marquée par la division idéologique du monde". "Notre pays s'accommoderait mieux d'une dénomination qui n'altérerait en rien son ordre politique ou moral, marquerait la période du début d'un nouvel ordre constitutionnel et valoriserait davantage son nom propre", a-t-il argué. Concernant la réélection du président de la République, M. Rahabi propose que le mandat présidentiel soit "unique et d'une durée de 6 ans". Pour ce qui est de la représentation populaire dans les pouvoirs et de l'Etat de droit, M. Rahabi a fait remarquer que "le Conseil supérieur de la Magistrature ne peut être envisagé ni comme un prolongement de l'Exécutif ni comme un syndicat de magistrats mais comme une Autorité au service de la loi et du justiciable", proposant que les anciens présidents de la République fassent partie de la composante de la Cour constitutionnelle. Par ailleurs, il a plaidé, dans sa contribution, pour la suppression du Conseil de la nation. Pour l'adaptation des forces armées aux processus de transformation des questions de maintien de l'ordre, de la paix et de la sécurité internationales, l'ancien diplomate a estimé que l'adaptation aux nouvelles réalités internationales "requiert en conséquence un haut degré de maîtrise et de professionnalisation des forces armées". "Les conflits ont changé de nature, de guerres classiques à guerres irrégulières, de guerre froide à conflits d'intérêt économique, pour aboutir aujourd'hui à une sorte d'administration internationale des zones de crises. La géopolitique, dans toute sa complexité, s'impose aujourd'hui de façon implacable aux Etats comme la représentation des rapports de puissance", a-t-il fait savoir, soulignant qu'"à ce stade de l'état du monde, notre pays présente quelques particularités, des atouts et des contraintes". "Cette réalité géopolitique du pays confère certes des atouts mais réclame notamment, en raison du caractère transfrontalier des nouvelles menaces, une adaptation à de nouvelles missions de participation des troupes militaires dans des opérations humanitaires, d'observation et de paix qui ne sont pas prévues explicitement dans notre ordre constitutionnel", a ajouté M. Rahabi, soulignant que "ces opérations, du fait d'être soumises à la satisfaction de préalable institutionnel interne contraignant et à un mandat Organisation des Nations Unies, de l'Union Africaine ou de la Ligue des Etats Arabes, consacrent le principe du contrôle populaire sur les actions des forces armées hors des frontières nationales".

"Soutien total de l'Etat aux investisseurs dans les industries de transformation"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a affirmé, lundi à Sidi Bel-Abbès, le soutien total de l'Etat aux investisseurs dans les industries de transformation, eu égard à leur importance et leur capacité à contribuer à réduire la dépendance aux hydrocarbures. M. Djerad a déclaré, lors de l'inauguration d'une usine de transformation du marbre et du granit dans la commune de Sidi Ali Benyoub, la plus grande du genre au niveau africain, que le développement des industries de transformation fait partie de la stratégie du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui "accorde un soutien total aux investisseurs activant dans le domaine de l'industrie de transformation", a-t-il dit. "L'industrie de transforma-

tion est très importante pour notre pays qui recèle des ressources naturelles, à l'instar des domaines miniers et de l'agriculture. Elle nous permettra de renforcer progressivement le secteur industriel et de réduire la dépendance à la rente pétrolière et gazière". Il a souligné le Premier ministre, M. Djerad, qui a eu droit à des explications sur le processus de transformation de la matière brute (pierre) en marbre et en granite, a exhorté le propriétaire de cette usine à la formation des jeunes dans ce créneau ainsi que la création d'emplois. Il a insisté, également, sur l'encouragement et l'accompagnement de la création de petites et moyennes entreprises autour de cette usine pour permettre aux jeunes d'investir dans ce

genre d'industrie "importante", appelant les investisseurs algériens à l'achat d'usines européennes en arrêt d'activité, notamment celles proposées à des prix raisonnables, relevant l'importance de telles opérations pour "soutenir l'industrie en Algérie". Implantée sur une superficie de 64.542 mètres carrés, cette usine est dotée d'une capacité de production de 10.000 mètres carrés de différents types de marbre et de granite et offre actuellement de plus de 400 postes d'emploi direct. Selon les explications fournies sur place, la matière première (pierre) provient de quatre carrières des régions de Tamanrasset et d'Aïn Guetzam, pour une capacité de transformation estimée à près de 12.000 tonnes par mois. Cette usine

qui fonctionne selon les standards internationaux assure la couverture des besoins nationaux en la matière. Le Premier ministre poursuit sa visite de travail dans la wilaya par l'inspection d'une exploitation agricole d'arbres fruitiers dans la commune de Tabia et la mise en service d'un réseau de gaz de ville au profit des habitants du village "Djouaher" dans la commune de Sidi Lahcen. Il devra s'enquérir également de la prise en charge des malades atteints du coronavirus et présider une cérémonie de remise des clés de 1.607 logements de différentes formules, ainsi que 20 décisions d'aide à l'habitat rural, 20 bus de transport scolaire et 10 camions au profit de l'office national d'assainissement.

Le Premier ministre inspecte la nouvelle cité 1200 logements AADL à Sid Bel Abbès

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a inspecté, lundi, dans le cadre de sa visite dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, la nouvelle cité 1.200 logements, située au chef-lieu de wilaya et livrée près d'une année avant les délais impartis.

Sur place, après avoir suivi les explications données sur ce site et sur les programmes d'habitat dont a bénéficié la wilaya de Sidi Bel-Abbès, M. Abdelaziz Djerad a souligné la nécessité de respecter les délais de réalisation des projets d'habitat et d'impliquer les habitants dans la préservation du site, de l'environnement et du cadre de vie.

Réalisée dans le cadre des programmes de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), cette nouvelle cité a été baptisée, à cette occasion, au nom du chahid Berichi Amar. La livraison de ce site était prévue, selon les enga-



gements de l'entreprise réalisatrice pour le mois de mars 2021. Les efforts des parties intervenantes dans le projet ont permis la livraison du chantier bien avant la date prévue.

La cité chahid Berichi Amar est composée d'appartements de type F3 et F4, répartis sur 47 blocs, selon la fiche technique du site. La wilaya de Sidi Bel Abbès a bénéficié d'un programme de 9.150 logements inscrits dans le cadre des programmes AADL dont 5.000 unités ont été déjà achevées.

Selon les responsables locaux du secteur de l'habitat, 4.150 logements restent à livrer. Les travaux sont toujours en cours pour la réalisation de 2.900 unités, alors que les travaux de 1.250 autres n'ont pas encore été lancés, a-t-on indiqué.

MOISSON-BATTAGE

Plus de 292.000 Qx de céréales engrangées à ce jour à Ghardaïa

La production engrangée des céréales dans la wilaya de Ghardaïa, a atteint jusqu'à ce jour les 292.310 quintaux (QX) dont 88% constituée de blé dur, a-t-on appris lundi auprès des responsables de la direction des services agricoles (DSA).

Ces premiers résultats de l'actuelle campagne moisson-battage (saison 2019/2020) réalisés sur une superficie de 7.753 hectares parmi les 8.098 hectares emblavés "sous pivot" s'annoncent "favorables", particulièrement pour la production du blé dur, a estimé le responsable des statistiques à la DSA, Khaled Djebrit.

Le rendement moyen à l'hectare pour le blé dur est de 50 QX et 40 QX pour l'orge au niveau de la majorité des surfaces céréalières de la wilaya, circonscrites dans la wilaya déléguée d'El Meneaa (270 km au sud de Ghardaïa). Près de 91% de ces graminées (292.310 Qx dont 257 561 Qx blé dur, 8 064 Qx blé tendre et 26 684 Qx orge) engrangées

ont été livrées à la Coopérative Céréalière et Légumes Secs (CCLS) de Laghouat qui a mobilisée les moyens nécessaires pour la réussite de la campagne de moisson qui s'achève à au début du mois d'août, a précisé le même responsable.

La surface sous pivot consacrée à la production céréalière dans cette wilaya a connu une courbe ascendante, estimée à plus de 400% depuis 2009, passant de 1.150 hectares à 8.098 hectares en 2020, a fait savoir M. Djebrit.

Sur les 8.098 hectares à moissonner, 6.957 hectares de terres arables ont été consacrés au blé dur et 188 hectares au blé tendre et 953 hectares pour l'orge dont plus de 2.000 hec-



tares emblavés de blé dur sont destinés à la multiplication (semence sélectionnée), a-t-on précisé. La céréaliculture dans la région de Ghardaïa, circonscrite précisément au sud dans la wilaya déléguée

d'El Meneaa riche en potentiel hydrique, où se poursuivent des programmes de mise en valeur dans le cadre des concessions agricoles, repose sur l'irrigation à partir de forages et pivots.

TÉBESSA

Mobilisation de 145 lits supplémentaires pour la prise en charge des malades du coronavirus

Au total, 145 lits supplémentaires ont été mobilisés, répartis sur plusieurs établissements sanitaires de la wilaya de Tébessa pour la prise en charge des cas confirmés de coronavirus (Covid-19), a indiqué dimanche, le chef de l'exécutif local, Moulati Atallah. Ces lits supplémentaires sont répartis sur quatre nouveaux services de référence, ouverts dans les grandes Dairas de la wilaya pour la prise en charge des malades atteints du coronavirus et devront atténuer la pression sur l'hôpital de référence "Bouguerra Boulaares" de Bekkaria, saturé, avec l'augmentation du nombre des cas confirmés contaminés au Covid-19", a précisé le même responsable lors de son passage sur les ondes de la radio locale. Dans les détails, le même responsable a indiqué que 50 lits ont été mobilisés à l'hôpital

d'El-Aouinet et 50 autres à l'hôpital de Ouenza (Nord du chef lieu) alors que 38 lits sont disponibles à l'hôpital de Chérea (Sud-ouest de Tébessa) et 7 autres à Bir El-Ater (Sud de la wilaya), outre les 120 lits de l'hôpital de Bekkaria. Il a souligné que la direction locale de la santé et de la population (DSP) a adopté cette distribution des lits en fonction de la propagation géographique du virus dans la wilaya, concentré en particulier dans les communes du Nord de cette wilaya frontalière. Ce nombre de lits mobilisés par la DSP reste "insuffisant" face à "la propagation inquiétante du virus", a ajouté le responsable, soulignant qu'une décision a été prise pour mobiliser ces lits uniquement pour les "cas critiques", tandis que les autres cas bénéficieront du protocole de traitement et du suivi médical en restant

chez eux. A cet effet, le même responsable a rappelé que plusieurs décisions ont été prises au cours de la semaine dernière visant à réduire la contamination au coronavirus, notamment la suspension temporaire de la délivrance des actes de mariage, l'interdiction de tous les regroupements et cérémonies familiales, la fermeture de tous les marchés et points de vente du bétail et la suspension de certaines activités commerciales. M. Moulati Atallah a souligné que la situation épidémiologique liée au nouveau coronavirus dans la wilaya de Tébessa est "inquiétante et dangereuse" avec l'augmentation des cas confirmés et suspects, appelant les citoyens au respect "strict" des mesures de prévention, notamment le port obligatoire de masques et la distanciation physique pour endiguer la propagation du virus.

M'SILA

La vidéo sur l'hôpital de Sidi Aïssa vise à nuire à cet établissement

Les services de la wilaya de M'sila ont indiqué dimanche que la vidéo sur l'établissement public hospitalier, EPH-Kouici Belaïche de Sidi Aïssa, diffusé samedi sur le réseau social Facebook et présentant le cadavre d'un homme jeté sur le sol du couloir de l'hôpital "vise à nuire à cet établissement".

Dans un communiqué dont une copie a été remise à l'APS, les mêmes services ont précisé "qu'il s'agit en fait de cinq (5) personnes, entrées de force à l'hôpital en sautant par-dessus la clôture, qui étaient armées de bâtons et avaient menacé les staffs médical et paramédical et le médecin de permanence avant de lever la personne décédée de son lit pour le jeter par terre puis de déverser sciemment, à ses côtés, des ordures dans l'intention de nuire à la situation de la personne morte et à l'hôpital". "Après ouverture d'une enquête sur l'incident, une des personnes suspectées a été identifiée et interpellée et les investigations se poursuivent pour parvenir à arrêter les autres personnes impliquées et les présenter à la justice", ont ajouté les services de la wilaya. Le communiqué a indiqué que la wali de M'sila, Cheikh El Ardja a présidé samedi dans la soirée, une réunion d'urgence au sein de l'établissement hospitalier de Sidi Aïssa avec les staffs dirigeant, médical et paramédical ainsi que les chefs des services et représentant de la société civile qui ont exprimé diverses préoccupations et requêtes déjà émises lors du mouvement de contestation mené fin juin passé par les personnels de l'établissement et qui "seront prises en charge dans les prochains jours". Le communiqué termine en affirmant que "les pouvoirs publics déploient de gros efforts pour améliorer les prestations sanitaires et assurer une meilleure prise en charge de tous les malades notamment ceux atteints du nouveau coronavirus et considèrent que la préservation de la dignité de la personne relèvent de la responsabilité de tous".

BOUIRA

Plusieurs opérations réalisées pour renforcer le réseau électrique



Plusieurs opérations ont été réalisées pour renforcer le réseau électrique à Bouira dans le cadre du programme d'amélioration de la qualité du service, a indiqué dimanche la chargée de la communication de la société de distribution de l'électricité et du gaz (SDC), Mlle Ouidad Benyoucef.

Lancées dans le cadre de l'amélioration de la qualité et la continuité de service, ces opérations ont porté notamment sur la réalisation de 44 postes transformateurs et 111 km de lignes électriques, selon les détails fournis à l'APS par Mlle Benyoucef.

"Des efforts considérables ont

été déployés pour satisfaire notre clientèle lui permettant ainsi de bénéficier du confort de l'électricité, une commodité vitale pour améliorer ses conditions de vie", a expliqué la même responsable.

"Ces projets ont été réalisés pour un montant global de l'ordre de 1829 millions de dinars", a-t-elle précisé. Par ailleurs, d'autres projets de réalisation de postes et lignes électriques sont confrontés à des oppositions de diverses origines, tandis que d'autres nécessitent des assiettes foncières pour l'implantation de post es électriques. Les oppositions concernent le passage de lignes devant

raccorder deux postes ACC (Postes transformateurs sur supports électriques) au niveau de Ikadachen dans la commune d'Ait Laâziz et Mergueh à Ain Turk.

Le manque du foncier freine également le lancement des travaux de génie civil au village agricole de Said Abid, ainsi qu'à la cité des 338 logts, et à Ouled Bou-toula dans la commune de Bouira, selon les explications données par Mlle Benyoucef.

Le taux de couverture en matière d'électricité a dépassé les 98 % grâce à une longue série de projets réalisés ces dix dernières années dans la wilaya de Bouira.

ALGER-PLACE DE LA GRANDE-POSTE
60% de taux d'avancement des travaux de réaménagement de 22 locaux commerciaux au sous-sol

Le taux d'avancement des travaux de réaménagement de 22 locaux commerciaux en sous-sol de la Grande-Poste dans la commune d'Alger-Centre, a atteint 60 %, a indiqué, dimanche, le président de cette Collectivité locale.

Dans une déclaration à l'APS, M. Abdelhakim Bettache a indiqué que les travaux de réaménagement des locaux commerciaux se trouvant au sous-sol de la Grande-Poste de la commune d'Alger-Centre, ont atteint un taux d'avancement de 60 %, soulignant que la cadence de réalisation a connu un arrêt, pendant les cinq derniers mois, du fait de la crise de Coronavirus (Covid-19).

Lancés il y a trois ans, les travaux de réaménagement de 22 locaux commerciaux, ont accusé un retard dû, selon le même responsable, à certaines difficultés et problèmes techniques liés à ce site, tels l'humidité et les infiltrations d'eau. Des problèmes qui ont été réglés par la pose de systèmes d'étanchéité en sous-sol et la réfection du revêtement de

sol, a-t-il ajouté. Les travaux sont actuellement à la phase d'installation du système de climatisation et de ventilation, a fait savoir M. Bettache qui indique, en outre, que l'opération de réaménagement, dotée d'un budget de 7 milliards de centimes, s'est faite "avec l'aval des services de contrôle technique de construction (CTC)", d'autant plus que le site, de par son emplacement stratégique, connaît une circulation piétonne dense.

Le même responsable a, par ailleurs, affirmé que les 22 locaux, formeront "un centre commercial moderne répondant aux normes internationales, devant abriter de grandes marques mondiales. Un projet ambitieux, précise M. Bettache, d'autant que la commune draine près d'un (01) million de visiteurs, par jour, venant de toutes les communes de la capitale et du reste des wilayas. Doté de prestations modernes et de structures de qualité, ce centre commercial devra être réceptionné, en entier, fin 2020, indique M. Bettache.

RÉSERVES ÉNERGÉTIQUES Le Président Tebboune ordonne l'exploitation de tous les gisements

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a donné instruction lors de la réunion des gisements existants dans le pays et pour relancer les activités de prospection des réserves non exploitées.

L'instruction a été donnée lors de la réunion périodique du Conseil des ministres, tenue dimanche par visioconférence, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. Le Chef de l'Etat a ainsi donné des instructions précises en faveur de la relance des activités de prospection des réserves non exploitées à travers des études précises et documentées. Il a rappelé, dans le même cadre que de nombreux gisements existent à cet effet aussi bien sur le territoire national qu'au large des côtes, en off-shore, où les potentialités sont réelles comme l'indique le travail de prospection déjà réalisé. Le Président de la République a souligné qu'un autre axe de travail devrait être organisé dans le secteur autour de la récupération des réserves existantes pour parvenir à relever, à brève échéance, le taux de récupération au-delà de 40%. Le Chef de l'Etat a ordonné dans le même sillage qu'au premier trimestre 2021, devrait être arrêtée toute importation de carburant et de produits de raffinage. S'agissant du secteur des Mines, le Président de la République a donné des instructions concernant l'exploitation optimale et transparente de toutes les potentialités minières dont dispose le pays et des richesses naturelles nationales. Il a insisté particulièrement sur la mise en exploitation, dans les plus brefs délais, de la mine de fer de Gara Djebilet, dans la wilaya de Tindouf, du gisement de Zinc et plomb d'Oued Amizour (Béjaia) et sur la relance du projet de fabrication de produits phosphatés à El Aouinet (Tebessa). Le Président de la République a également demandé d'établir immédiatement la carte géologique de tous les gisements exploitables en terres rares, en tungstène, en phosphates, en barite et autres matériaux tout en encourageant la confection des textes autorisant l'exploitation des gisements aurifères de Djanet et de Tamanrasset par les jeunes, pour la partie non exploitable industriellement, et lancer un partenariat, pour les grands gisements. D'autres décisions ont été prises, par ailleurs par le Président de la République, relatives au secteur de l'énergie concernant la poursuite des processus de raccordements locaux, notamment ceux des exploitations agricoles pour renforcer la production et créer des emplois. Il a également décidé le transfert de la réalisation de la ville de Hassi Messaoud au ministère de l'Habitat et la remise de l'Institut Algérien du Pétrole (IAP) sous l'autorité du ministère de l'enseignement supérieur.

ENERGIE

Sonatrach : le Président Tebboune ordonne l'engagement d'un "audit profond"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a donné instruction pour qu'un audit "profond" soit engagé au niveau du Groupe Sonatrach.

L'instruction a été donnée lors de la réunion périodique du Conseil des ministres, tenue dimanche par visioconférence, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République, rendu public à l'issue de ce Conseil des ministres. Le Chef de l'Etat a ordonné cet audit pour une évaluation du patrimoine de Sonatrach, ainsi que la réduction du nombre de ses représentations à l'étranger.

Cette décision vise aussi la diminution des postes de responsabilités "qui ne sont pas liés au rendement ou à la rentabilité de l'entreprise", ainsi que "le passage d'une gestion qui date d'une époque révolue vers une comptabilité analytique saine".

ENERGIES RENOUVELABLES

Signature d'un protocole d'entente entre l'Université de Tlemcen et le groupe germano-suisse "Terra Sola"

L'Université "Abou Bekr Belkaid" de Tlemcen a signé dimanche au siège de son rectorat un protocole d'entente avec le groupe mondial germano-suisse "Terra Sola", développeur et investisseur dans les énergies renouvelables, portant sur la formation et le transfert du savoir et de la technologie dans le domaine au profit des étudiants algériens.

Signé par le recteur de l'Université de Tlemcen, Bouchrit Kebir et le Directeur général des médias du groupe, Zohir Meziane, le protocole d'entente comporte, entre autres, l'octroi de bourses à des étudiants de l'université pour étudier dans le domaine des énergies renouvelables grâce aux partenaires du groupe "Terra Sola" en Allemagne et en Europe, a-t-on fait savoir. Il donnera, en outre, la priorité aux diplômés algériens de l'univer-

sité de Tlemcen pour intégrer le projet du groupe suisse-allemand en Algérie, a-t-on ajouté. Selon les termes du protocole d'entente, le groupe "Terra Sola" s'engage à recruter pour son projet des diplômés algériens dans les domaines des énergies renouvelables, en plus de leur assurer une formation dans ses usines et centrales électriques en Algérie ou par le biais de ses partenaires technologiques allemands et européens.

De son côté, l'Université de Tlemcen veillera à la conception d'un programme d'enseignement approprié dans les domaines des énergies renouvelables en consultation avec les experts du groupe suisse-allemand, ainsi qu'à différents niveaux de programme allant des formations de courte durée aux formations d'études supérieures. Des protocoles

similaires seront signés avec d'autres universités du pays abritant des pôles industriels ainsi que celles du Sud algérien, a annoncé pour sa part le Directeur général des médias du groupe, précisant que "cette action du groupe Terra Sola est proposée comme démarche imprégnée du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour développer les énergies renouvelables". Un financement de 5 milliards de dollars est suggéré par le groupe pour prendre en charge le parachèvement de l'implémentation de ce programme intégré, a-t-il expliqué, soulignant que "le remboursement de l'investissement se fera par la vente de l'énergie produite grâce à la garantie de performance délivrée par des assurances mondiales qui font partie du partenariat Terra

Sola". Pour assurer l'intégration locale industrielle et technologique, le groupe "Terra Sola" financera pour un montant de 10 millions de dollars US un programme de développement du capital humain pour l'Algérie.

Ce programme sera destiné à former et qualifier 10.000 Algériens sur une période de 10 ans, dont 500 seront formés en qualité d'élites universitaires dans des universités et académies allemandes certifiées et de références mondiales.

Un système de transfert des connaissances et de technologies certifiées a déjà été mis en place et sera régulièrement mis à jour grâce à un fonds de Terra Sola supporté par le gouvernement allemand d'un montant de 10 millions de dollars US, a-t-on fait savoir.

APS

FINANCES - RÉFORME

Président Tebboune : "accélérer la réforme financière pour économiser 20 mds USD en 2020"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a instruit le gouvernement, lors d'une réunion du Conseil des ministres tenue dimanche, d'accélérer la réforme financière, à travers plusieurs mesures qui permettraient à l'Etat d'économiser 20 milliards de dollars à la fin de l'année en cours.

Outre ces économies escomptées, le ministre des Finances, M. Aïmen Benabderrahmane, a annoncé, lors de la réunion, que le pays était prêt à injecter "immédiatement" pour l'investissement et la relance économique l'équivalent de 1.000 milliards de dinars, auxquels s'ajoutent 10 milliards de dollars "disponibles", une annonce accueillie avec satisfaction par le président Tebboune.

Ces montants s'ajoutent aux "économies susceptibles d'être faites" sur les dépenses inhérentes aux services et autres études, souligne un communiqué de la Présidence de la République.

Ils viendront également en appui aux mesures visant "l'élimination de la surfacturation" et la "récupération de l'argent disponible dans le



marché informel", selon le communiqué.

Parmi les axes de la réforme financière, dont l'accélération on devrait faire économiser au pays 20 milliards de dollars en 2020, M. Tebboune a insisté sur la réforme bancaire, fiscale et douanière, la maîtrise des

importations et la récupération de l'argent de l'informel. Il a ainsi donné des instructions à l'effet d'accélérer la réforme du système bancaire qui devient, selon lui, "plus urgente que jamais", d'accorder une attention toute particulière à la numérisation et à la modernisation des sec-

teurs des impôts, du cadastre et des douanes et de poursuivre le processus de mise en place de la finance islamique pour dynamiser la collecte de l'épargne et créer de nouvelles sources de crédits.

Il a également instruit les départements concernés de réduire le niveau des importations notamment les services et le transport maritime de marchandises, pour préserver les réserves de changes, et de récupérer l'argent disponible dans le marché informel pour le réintégrer dans le circuit officiel.

Il a enfin donné des instructions pour la récupération, dans les réserves d'or du pays, des fonds gelés depuis des décennies au niveau des douanes et des saisies au niveau des ports et des aéroports, pour les intégrer aux réserves nationales.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

M. Tebboune ordonne de promulguer les cahiers des charges avant le 22 juillet

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a ordonné la promulgation, avant le 22 juillet en cours, des cahiers des charges relatifs à l'industrie automobile, à l'électroménager et aux pièces détachées ainsi qu'à l'importation des véhicules et d'usines usagées.

Intervenant lors du conseil des ministres qu'il a présidé dimanche, M.

Tebboune "a instruit le ministre de l'industrie à l'effet de libérer les cahiers des charges avant le 22 juillet, concernant le secteur de la construction automobile, la production d'électroménagers, la production de pièces détachées, l'importation de véhicules neufs et l'importation d'usines usagées", a indiqué un communiqué de la présidence de la République.

Dans ce sens, le Président a souligné que le cahier des charges relatif à l'importation des véhicules neufs doit intervenir "obligatoirement" avec la mise en place d'un réseau de service après-vente au niveau de tout le territoire national, géré par des professionnels du secteur. Le ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham, avait expliqué récemment que le cahier des charges fixe les conditions et modalités d'exercice des activités de concessionnaires de véhicules neufs, exigera, outre la possession des capacités

nécessaires pour exercer cette activité notamment en matière de showrooms, d'ateliers de services après-vente et du personnel qualifié, d'avoir au préalable une commande du client avant de lancer l'opération d'importation.

Quant au nouveau cahier de charges relatif à l'activité de production de véhicules, il aura pour objectif principal d'asseoir une véritable industrie mécanique en Algérie, en exigeant un niveau minimum d'intégration de composants locaux de 30% ainsi que la fabrication de la carrosserie localement, selon le ministre.

Electroménagers: libérer les opérateurs avec un taux d'intégration de 70%

S'agissant de la feuille de route pour la relance et le développement du secteur de l'industrie, M. Tebboune a observé, lors du conseil des ministres, "avec regret", qu'on continue à accorder encore trop de temps au secteur marchand de l'Etat, lequel a connu plusieurs réformes sans donner de résultats probants, alors qu'il ne représente guère plus de 20% du secteur industriel global du pays au détriment de 80% du secteur. Le Président Tebboune a ainsi ordonné de libérer les

entreprises du secteur de l'électroménagers qui présentent un taux d'intégration de 70%, donner la priorité aux secteurs de la transformation, donner la même priorité aux start-ups et passer jusqu'au système déclaratif pour leur création.

Ainsi, le registre de commerce ne sera exigé que lorsque la création aura été réalisée. Dans le volet investissement, il a ordonné la mise en place, "dans les plus brefs délais", d'un vrai guichet unique qui aura toute l'autorité pour engager et guider les investissements au lieu et place des anciennes structures. Le Président Tebboune a, d'autre part, instruit le ministre des Affaires étrangères, en accord avec le ministre de l'Industrie, de prospecter auprès des partenaires européens pour l'acquisition d'unités de production usagées qui doivent impérativement remplir les conditions de fonctionnement avec les intrants locaux, dont l'âge ne dépasserait pas les cinq (5) ans et qui soient directement opérationnelles.

Pour rappel, il est autorisé, à l'exception des équipements de transport de personnes et de marchandises, le dédouanement pour la mise à la consommation, les chaînes et équipements de production renouvelés, et ce, en vertu de la loi de finances complémentaire pour l'année 2020.

PÉTROLE

Le Brent à 42,7 dollars

Les prix du pétrole cédaient du terrain lundi devant la perspective d'une hausse de la production des membres de l'Opep+ au mois d'août et l'avancée de la pandémie de Covid-19, notamment aux Etats-Unis.

En début d'après-midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait 42,70 dollars à Londres, en baisse de 1,25% par rapport à la clôture de vendredi.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois d'août abandonnait 1,58%, à 39,91 dollars.

"Le pétrole commence la semaine dans le rouge car l'offre des membres de l'Opep+ devrait augmenter à partir du mois d'août, tandis que le nombre de cas de Covid-19 aux Etats-Unis et dans d'autres pays interroge sur le rythme de la reprise de la demande mondiale", a estimé Louise Dickson, analyste de Rystad Energy.

Les 13 membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs 10 partenaires, rassemblés sous le terme Opep+, se



retrouvent en milieu de semaine par webcams interposées pour évaluer, comme il est prévu chaque mois, "les conditions du marché de l'énergie, les niveaux de production et de conformité" à l'accord en vigueur, selon l'organisation. L'Opep+ s'est

engagé e en avril à réduire sa production de 9,7 millions de barils par jour (mbj) en mai et juin et a reconduit cet effort au mois de juillet.

La hausse de la production doit ensuite se faire de manière progressive: la coupe ne sera plus que de 7,7 mbj

d'août jusqu'à décembre, puis de 5,8 mbj de janvier 2021 à avril 2022.

Les observateurs et acteurs de marchés essayent d'anticiper l'appréciation, par l'Opep et ses alliés, de la vitesse de la reprise économique qui peut influencer sur la marche programmée des coupes.

Les cours risquent par conséquent "d'être très volatils cette semaine car le marché est sujet à plusieurs rumeurs" autour de cette réunion, a expliqué Naeem Aslam, d'Avatrade.

Ils suivent aussi de près l'évolution de la pandémie: si une étude montrant une relative efficacité de l'anti-viral remédiesir pour combattre le Covid-19 a soutenu les cours vendredi, les chiffres de contaminations aux Etats-Unis, premier consommateur d'or noir, ont plutôt tendance à les plomber lundi.

LIBYE - PÉTROLE

Les terminaux pétroliers de nouveau bloqués

La société publique libyenne du pétrole (NOC) a annoncé lundi que les activités d'exportation de pétrole ont de nouveau été suspendues. "Les exportations libyennes de pétrole brut sont une fois de plus suspendues, car le port pétrolier d'Es

Sider fait l'objet d'une force majeure depuis dimanche", précise la même source dans un communiqué. Ceci intervient alors que la semaine dernière, le port d'Es Sider a rouvert et enregistré l'exportation d'une cargaison de brut, la première

en six mois. Cela avait d'ailleurs affecté le prix du baril qui a chuté de 4%. L'arrêt des exportations est le résultat des blocus imposés depuis janvier. Cette situation a déjà entraîné une perte de plus de 6,5 milliards de dollars pour le pays nord-africain.

GB - BREXIT

Londres va investir près de 788 millions d'euros pour fluidifier le trafic frontalier

La Grande-Bretagne va investir 705 millions de livres (788 millions d'euros) dans le développement des infrastructures frontalières pour assurer la fluidité des échanges après l'expiration, à la fin de l'année, de la période de transition convenue avec l'Union européenne, a annoncé dimanche Michael Gove.

"Nous mettrons en place des infrastructures spécifiques afin de fluidifier le trafic", a déclaré le ministre du bureau du cabinet au micro de la BBC.

Sur les 705 millions de livres, 470 mil-

lions seront consacrés à la construction d'installations portuaires et intérieures, notamment dans le sud-est de l'Angleterre, pour les échanges avec la France. Le gouvernement britannique, qui est toujours en discussions avec l'Union européenne sur les termes d'un accord commercial post-Brexit, a promis de présenter prochainement ses projets au sujet du dispositif frontalier.

Dans une lettre divulguée par Business Insider, la secrétaire au Commerce international Liz Truss

exprime des doutes quant à la légalité du projet et dit redouter que les ports ne soient pas prêts à temps.

"Je suis absolument certain que tout ce que nous faisons est conforme à la loi, que c'est conçu pour garantir non seulement le respect de la loi et la sécurité des personnes, mais pour faciliter le commerce", a poursuivi Michael Gove.

"Il y a des signes d'espoir, mais je ne voudrais pas être trop enthousiaste", a-t-il ajouté, évoquant les négociations avec Bruxelles.

CHINE - FRANCE

Trafic aérien: la France limite les compagnies chinoises à un vol hebdomadaire

La France limite désormais à un seul vol hebdomadaire la desserte de son territoire par des compagnies aériennes chinoises, au nom de la "réciprocité" vis-à-vis d'Air France, a annoncé lundi l'ambassade de France à Pékin.

La Chine, premier pays touché par le Covid-19, a drastiquement réduit fin mars ses liaisons avec le reste du monde par crainte de nouvelles contaminations. Le pays autorise cependant depuis le 8 juin plusieurs compagnies étrangères, dont Air France, à assurer une liaison par semaine depuis et vers son territoire. En revanche, les trois principales compagnies chinoises (Air China, China Eastern, China Southern) pouvaient jusqu'ici effectuer chacune un vol hebdomadaire Chine-France -- soit trois au total. Les autorités françaises cherchent à garantir pour Air France les mêmes droits, avec trois liaisons hebdomadaires avec la Chine.

Désormais, et "en l'absence de progrès (...), nous appliquons la réciprocité stricte depuis vendredi dernier", a assuré l'ambassade de France.

Concrètement, cela revient à supprimer deux vols par semaine pour les compagnies chinoises. Les vols China

Southern et China Eastern prévus cette semaine à destination de la France ont été annulés, selon les horaires publiés en ligne. Un vol Air China Pékin-Paris était toujours annoncé pour lundi.

Début juin, la Chine a annoncé une reprise très limitée des vols internatio-

naux, après une menace de Washington de suspendre des vols de compagnies chinoises aux Etats-Unis.

Dans les faits, les compagnies étrangères doivent au préalable obtenir le feu vert de la ville d'arrivée, ce qui complique les procédures.

FRANCE
430 milliards d'euros dans la relance de l'économie

L'Etat français a investi 430 milliards d'euros dans le cadre du plan de relance des activités économiques mises à mal par la crise du coronavirus, a déclaré dimanche le porte-parole du Gouvernement, Gabriel Attal. S'exprimant sur l'antenne de la chaîne BFMTV, M. Attal a indiqué que l'Etat français a déjà investi 430 milliards d'euros dans le cadre du plan de relance des activités économiques mises à mal par la crise du corona-

virus. Prié de dire pourquoi le nouveau gouvernement formé par Jean Castex attendait le mois de septembre pour mettre en œuvre le plan de relance, Gabriel Attal a répondu que "le gouvernement français n'a pas du tout attendu septembre pour le plan de relance". "Le plan de relance, il a démarré dès le début de la crise. Près de 430 milliards d'euros ont été dépensés pour faire face à la crise et pour relancer l'économie du pays", a-t-il pour-

suivi, évoquant la prise en charge du chômage partiel, les prêts accordés aux entreprises garantis par l'Etat, le fond de soutien et de solidarité et les mesures qui ont été annoncées dans différents secteurs.

"Je pense à l'aéronautique, à l'automobile, au livre, à l'hôtellerie, à la restauration, à la culture (...). La relance, heureusement qu'elle a commencé parce c'est des secteurs entiers qui auraient été rayés de la carte.

AUSTRALIE

Une 2^e vague de Covid-19 pourrait coûter 100 milliards de dollars à l'économie australienne

Une deuxième vague de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) pourrait coûter 100 milliards de dollars à l'économie australienne au cours des deux prochaines années et faire tomber sa croissance à son plus bas niveau depuis la récession des années 1980, averti le cabinet d'audit et de conseil, Deloitte, alors que le pays-continent a isolé son deuxième Etat le plus peuplé, aux prises avec une propagation incontrôlée du nouveau coronavirus. "Une deuxième vague serait une catastrophe qu'elle soit ou non accompagnée de deuxième vagues importantes dans d'autres pays", a souligné le cabinet de conseils Deloitte dans un rapport publié lundi. "L'économie australienne devrait perdre plus de 100 milliards de dollars de sa croissance sur les deux prochaines années en raison de la pandémie de COVID-19, outre l'impact néfaste sur l'emploi. Les enjeux sont vraiment, vraiment élevés", a estimé l'auteur principal du rapport, Chris Richardson. Alors que le médecin-chef adjoint de l'Australie, Michael Kidd, a affirmé que la flambée des cas de coronavirus dans l'Etat du Victoria ne constitue pas encore une deuxième vague, la menace et les mesures prises pour en prévenir sont graves. Supposant que l'Australie ne se dirige pas vers une deuxième vague, Deloitte s'attend toujours à ce que l'économie australienne se contracte de 0,1% cette année et de 0,4% l'année prochaine, marquant la plus longue contraction depuis la récession des années 1980. Tout en prévoyant un rebond de 5,3% et 4% au cours des deux prochaines années, M. Richardson prévient que la reprise ne sera pas facile pour le citoyen australien moyen. "Les familles sont aux prises avec le trio toxique d'endettement élevé, de chômage élevé et de faible confiance. Les rangs des chômeurs seront gravement gonflés pendant un certain temps", a-t-il déclaré. Le taux de chômage moyen devrait s'établir autour de 8,2% au cours des douze prochains mois, prévoit le cabinet de conseil, ajoutant que ce taux ne reviendra pas à 5,1% avant 2025.

L'Australie s'achemine pour la première fois depuis trente ans vers la récession, après une contraction de 0,3% de son PIB au premier trimestre, et une "chute bien plus grave" attendue au deuxième. Les restrictions mises en place pour lutter contre le nouveau coronavirus (Covid-19) ont aggravé la situation économique de l'Australie, déjà durement impactée par une sécheresse prolongée et des feux de forêts dévastateurs. Le mois dernier, le taux de chômage s'est élevé à 7,1 %, soit son plus haut niveau depuis dix-neuf ans. L'économie australienne perdant environ 222.000 postes après la perte de plus de 600.000 emplois en avril, selon des statistiques officielles.

INDE - USA

Les Etats-Unis, premier partenaire commercial de l'Inde en 2019-2020

Les Etats-Unis sont le premier partenaire commercial de l'Inde pour la deuxième année consécutive, ce qui montre une intensification des liens économiques entre les deux pays, a indiqué un communiqué du ministère indien du Commerce. En 2019-2020, le volume du commerce bilatéral entre les Etats-Unis et l'Inde s'élevait à 88,75 milliards de dollars contre 87,96 milliards de dollars en 2018-2019, a précisé la même source. Le déficit commercial entre les deux pays s'élevait à 17,42 milliards de dollars en 2019-2020 contre 16,86 milliards de dollars en 2018-2019 au profit de l'Inde, selon les données du ministère indien. Des experts économiques indiens estiment que la tendance croissante des liens commerciaux entre New Delhi et Washington se poursuivra dans les années à venir en ce sens que les deux parties se sont engagées à approfondir davantage les liens économiques. Ils ont également noté qu'en raison du sentiment anti-chinois, plusieurs entreprises américaines explorent d'autres destinations comme l'Inde ce qui devrait aider considérablement l'Inde à augmenter ses exportations vers les Etats-Unis.

L'Inde souhaite assouplir le régime des visas américain, l'exonération des droits élevés imposés par les Etats-Unis sur certains produits, et un meilleur accès aux marchés pour ses produits dans des secteurs tels que l'agriculture, les composants automobiles et l'ingénierie. Par ailleurs, les Etats-Unis cherchent un meilleur accès au marché indien pour leurs produits agricoles et manufacturiers, les produits laitiers, les dispositifs médicaux en plus de la réduction des droits d'importation sur certains produits des technologies de l'information et de la communication.

TÉBESSA L'association Nadjda lance son projet "Chifa" au profit des malades des régions enclavées

Le bureau de wilaya de l'association nationale "Nadjda" a lancé dimanche à Tébessa son nouveau projet "Chifa" offrant des examens médicaux aux malades à travers les régions enclavées et les zones d'ombre, a indiqué son président Salim Meradi.

"Ce projet de solidarité vise à fournir des consultations médicales spécialisées aux patients dans les régions éloignées de la wilaya dans l'impossibilité de se déplacer vers les établissements hospitaliers", a précisé la même source à l'APS, soulignant que "l'initiative a été prise suite aux constats faits lors des différentes caravanes médicales organisées tout au long de l'année".

"Les membres de l'association, médecins généralistes et spécialistes, pharmaciens, biologistes et paramédicaux, ont lancé cette initiative au cours du mois de Ramadan dernier et l'idée a vu l'adhésion d'hommes d'affaires et des bienfaiteurs dont la contribution financière a permis d'acquérir d'importants équipements médicaux", a ajouté la même source.

"Un électrocardiogramme (ECG), un détecteur à ultra sons, des lecteurs de glycémie, des otoscopes, des thermomètres, des tensiomètres, ainsi que des tables d'examen médical ont été acquis pour permettre à l'équipe médicale d'effectuer des examens, analyses et radiologies", a fait savoir le président de l'association, relevant qu'une quantité importante de médicaments a été acquise au profit de la population ciblée.

A noter que le bureau local de l'association nationale "Nadjda", créé en 2019, comprend plus de 50 praticiens de la santé et vise à aider les habitants des régions éloignées et les zones d'ombre en leur offrant également des colis de vêtement et alimentaires.

TIZI-OUZOU - COVID-19 La nécessité de remobilisation de Tajmaat face à la pandémie soulignée

La remobilisation des comités de villages "Tajmaat" à travers la wilaya de Tizi-Ouzou est un "élément important" face à la recrudescence de la propagation de la pandémie de coronavirus, a considéré dimanche le Docteur Bacha Hacène.

S'exprimant lors de la journée de sensibilisation organisée sur les ondes de la radio locale avec des intervenants de différents secteurs, le Dr Bacha, a considéré que "la remobilisation des villages est un élément important pour faire face à cette pandémie".

Rappelant la dynamique d'organisation observée à travers les villages de la wilaya à l'apparition de la pandémie en mars dernier, le Dr Bacha a considéré qu'"il faut adapter les moyens de prévention aux spécificités locales et mettre à profit cette organisation sociale pour aider à lutter contre la propagation de cette pandémie".

"L'aspect socio-culturel de la région permet à tajmaat de jouer un rôle important dans l'organisation de la vie du village et elle doit jouer ce rôle pour contribuer à diminuer la propagation de cette pandémie", a soutenu le Dr Bacha, premier soignant atteint par ce virus au niveau de la wilaya.

La semaine passée, le wali Mahmoud Djamma qui donnait, en compagnie du corps médical, le coup d'envoi d'une campagne de sensibilisation placée sous le signe "aidez-nous à vous aider" avait appelé la population à faire preuve d'un comportement responsable et conscient pour venir à bout de cette pandémie".

Soutenant l'effort du personnel soignant, il avait souligné que "chacun est responsable devant face à cette pandémie".

Dans ce sillage, le comité du village Taza, dans la commune d'Iboudrarène, au Sud de Tizi-Ouzou, a informé dimanche ses habitants, dans un communiqué, de l'interdiction de tout rassemblement ou manifestation, les appelant à éviter les déplacements inutiles dans d'autres agglomérations et de veiller au respect des précautions d'usage édictées par les spécialistes de la santé.

COVID-19 - TIPASA L'élargissement du confinement à d'autres communes "exclu à l'heure actuelle"

L'élargissement du confinement sanitaire à d'autres communes de la wilaya de Tipaza, au-delà des dix déjà concernées par cette mesure "est exclu en la conjoncture actuelle", a indiqué dimanche le wali, Hadj Omar Moussa.

"L'évolution actuelle de la situation épidémiologique ne nécessite pas un élargissement du confinement sanitaire à d'autres ou aux reste des communes", de la wilaya, a indiqué le wali dans une déclaration à l'APS, invitant les citoyens à l'"impératif du respect des mesures de prévention, pour préserver la santé publique", a-t-il dit.

Selon une décision précédente du wali, une dizaine de communes de Tipaza sont actuellement soumises au confinement partiel, suite à l'enregistrement dans ces mêmes localités d'une hausse des cas de Covid-19, rappelle-t-on. S'agissant des structures affectées à l'accueil et la prise en charge des cas d'infection par le Covid-19, le chef de l'exécutif a fait part de la mobilisation de l'hôtel "La Corne d'or", relevant de l'entreprise de gestion touristique de Tipaza "pour sa mise à la disposition de la direction locale et de la santé et de la population, en cas de besoin", a-t-il dit. M. Hadj Omar Moussa a ajouté que la wilaya dispose actuellement de quatre services Covid-19 respectivement à Koléa, Tipasa, Nadhor et Sidi Ghiles, qui sont dédiés à la prise en charge des cas positifs qui sont soit admis à l'hôpital, soit orientés à suivre, chez eux, le protocole thérapeutique, adopté par le ministère de tutelle, avec un suivi assuré tout au long du



traitement", a-t-il encore expliqué.

Il a signalé, en outre, l'intensification des campagnes de sensibilisation et des opérations de désinfection et de nettoyage, avec la distribution, à titre indicatif, de près de 500.000 bavettes, dans la wilaya, depuis la déclaration de cette pandémie.

Le wali a rassuré que "les autorités publiques sont mobilisées pour garantir la meilleure prise en charge pour chaque cas d'infection", soulignant la "disponibilité de 12 établissements hôteliers qui peuvent être mis à la disposition de la direction de la santé en cas de besoin".

Il a rappelé, à ce titre, les "pleines prérogatives accordées par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, aux walis, pour accompagner et renforcer les struc-

tures sanitaires en moyens de prévention et trouver les solutions adéquates en temps opportun". Sur un autre volet il a indiqué que "les autorisations exceptionnelles accordées précédemment au titre des mesures du confinement, ont été prorogées automatiquement", a-t-il, par ailleurs, ajouté.

Concernant les personnes dont la situation professionnelle requiert un déplacement hors wilaya, vers Alger, Blida, ou Aïn Defla, les "autorisations les concernant sont du ressort des chefs des daïras", a-t-il informé.

Au volet transport, M. Hadj Omar Moussa a affirmé la mobilisation des services de la wilaya, depuis la déclaration de la pandémie, pour garantir les moyens de transport aux employés des administrations et organismes publics, et autres structures du secteur de la santé.

A noter que la wilaya compte 595 cas de Covid-19. Suite aux enquêtes épidémiologiques réalisées, il a été décidé d'imposer des mesures de confinement partiel au niveau de dix communes enregistrant une hausse des cas d'infection.

Cette décision de confinement, fixé à partir de 13h00 jusqu'à 5h00 du matin, pour une dizaine de jours, concerne les communes de Hattatba, Koléa, Bou Ismail, Khemisti, Ain Taguourait, Tipasa, Hadjout, Bourguigua, Merad et Nadhor.

RADIO ALGÉRIENNE Journée de sensibilisation et de mobilisation contre la Covid-19

La Radio algérienne a organisé dimanche une journée de sensibilisation et de mobilisation contre la Covid-19 à travers ses 48 Radios locales et ses chaînes nationales pour faire prendre conscience aux citoyens des dangers du non-respect des mesures barrières, a indiqué le directeur général de la Radio algérienne, Djamel Senhadri.

Dans une déclaration à l'APS, M. Senhadri a précisé que cette Journée de sensibilisation et de mobilisation contre la Covid-19 "fait suite aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui avait mis en avant jeudi, lors de la séance de travail sur la situation sanitaire dans le pays, le rôle d'accompagnement devant être assuré par les Radios locales afin de sensibiliser les citoyens sur ce virus mortel et leur faire pren-

dre conscience des dangers du non-respect des mesures barrières". Cette Journée de mobilisation associe les 48 Radios locales, les chaînes nationales, toutes langues confondues, qui diffusent les différents programmes de l'événement, notamment la chaîne I en arabe, la chaîne II en tamazight et la chaîne III en français, ainsi que les chaînes thématiques comme Radio Coran et Jil FM, a-t-il ajouté.

A travers cette Journée de sensibilisation, la Radio algérienne se veut "une passerelle entre le citoyen et les pouvoirs publics", a affirmé M. Senhadri. Les auditeurs ont d'ailleurs pu partager leurs expériences, donner leur avis, dire s'ils observent ou non les gestes barrières, notamment le port du masque, et même faire des propositions pour endiguer la propagation de l'épidémie de

nouveau coronavirus. Depuis le coup d'envoi de cette Journée de mobilisation à 6h, les Radios locales diffusent des programmes et des reportages poignants visant à inciter les auditeurs à adhérer aux efforts de lutte contre l'épidémie en respectant les gestes barrières et les mesures sanitaires prises par les autorités sanitaires et publiques.

Cette initiative "s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action élaboré par l'administration générale" qui s'étalera jusqu'à la sortie de la crise", a-t-il précisé, indiquant que les stations radiophoniques et les principales chaînes s'adaptent aux changements imposés par la pandémie, et ce tout au long de la période estivale en présentant des programmes de jeux et des émissions culturelles, artistiques et de sensibilisation. Jusqu'à ce

soir 21:00, plusieurs spécialistes de la santé, des économistes, des psychologues, des sociologues ainsi que des éducateurs, des sportifs, des hommes de culture et des artistes interviendront sur les ondes de ces stations pour transmettre un seul message, à savoir le respect de la distanciation sociale et des mesures préventives ainsi que l'hygiène des mains.

Au studio de la chaîne I, les programmes qui se poursuivent en cette journée de sensibilisation, pour mettre en avant les méthodes de prévention, mettre l'accent sur la nécessité de protéger l'économie nationale et jeter la lumière sur les causes de la recrudescence des contaminations, en citant l'expérience des sportifs et artistes ayant contracté le virus.

MOUDJAHIDINE - DÉCÈS Le moudjahid Mohamed Rahal n'est plus

Le moudjahid Mohamed Rahal est décédé dimanche à l'âge de 77 ans, a-t-on appris auprès du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit.

Un des invalides de la guerre de libération, le défunt a rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) en qualité de soldat dans la région M'Chouneche dans la première wilaya historique, puis a été promu au grade de caporal-chef avant de s'implanter dans les frontières algéro-tunisiennes (Base est) où il a été chargé de collecter les cotisations et denrées pour les faire parvenir aux moudjahidine.

Feu Mohamed Rahal a également pris part à plusieurs batailles contre le colonisateur inique toujours dans la pre-

mière wilaya, lors desquelles il a fait montre de grandes capacités et hautes performances qui lui ont valu la confiance et le respect de ses responsables mais également de ses frères moudjahidine. Il participa, durant la même époque, à nombre d'opérations et d'attaques contre les camps de l'ennemi, à l'instar des casernes de Ouenza et El Meridj et a été grièvement blessé.

Au lendemain de l'indépendance, le défunt a été désigné en qualité de responsable des armes et des équipements de Tamanrasset, puis à Laghouat et Ouargla jusqu'à 1972 lorsqu'il prit sa retraite.

C'est à ce moment-là qu'il prit la décision d'adhérer à l'Association des Grands invalides de l'ALN, et participa à plu-

sieurs manifestations et activités historiques en revenant, du reste, sur son parcours révolutionnaire et le lourd fardeau que les Algériens ont eu à payer afin de recouvrer leur liberté dérobée.

Des interventions qui ont traduit la conviction du révolu du devoir de préserver la mémoire historique et la transmettre aux générations montantes. En cette douloureuse circonstance, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Tayeb Zitouni a adressé à la famille du défunt et à ses compagnons d'armes, ses sincères condoléances et son entière compassion, priant le Tout-Puissant de l'accueillir en Son vaste paradis et de prêter à ses proches patience et courage.

SRI-LANKA - CORONAVIRUS

Fermeture des écoles une semaine après leur réouverture

Le Sri Lanka a ordonné lundi la fermeture des écoles, une semaine seulement après leur réouverture, en raison d'une recrudescence de cas de coronavirus dans l'île d'Asie du Sud.

Le pays de 21 millions d'habitants ne compte à ce jour que 11 morts sur 2.617 cas déclarés de la maladie Covid-19 mais les autorités sont soucieuses suite à la découverte d'un cluster dans un centre de désintoxication proche de la capitale Colombo.

Près de la moitié des 1.100 résidents et membres du personnel de la structure ont été testés positifs au nouveau coronavirus la semaine dernière, et certains visiteurs ont pu être contaminés, a indiqué le chef de l'armée Shavendra Silva. Au moins 16 autres cas ont aussi été détectés dans des villages à tra-



vers l'île, principalement dans la province du Centre-Nord, ont rapporté des responsables. Dans ce contexte, "sur recommanda-

tion des autorités sanitaires, il a été décidé de fermer les écoles cette semaine", a annoncé le ministère de l'Éducation dans un communiqué, encourageant les établissements privés à faire de même. "Nous ferons le point sur la situation la semaine prochaine", a ajouté le ministère.

La crise sanitaire a aussi poussé Colombo à reporter la réouverture de son aéroport international, initialement prévue pour le 1er août.

Le programme qui a permis de rapatrier jusqu'à présent quelque 12.000 Sri Lankais est par ailleurs suspendu.

BAHREÏN

2 individus accusés du meurtre d'un policier condamnée à la peine capitale

La Cour de cassation de Manama a confirmé lundi la condamnation à la peine capitale de deux Bahreïnais pour le meurtre d'un policier en 2014 après avoir examiné l'affaire pour la deuxième fois à la suite d'accusations de "torture". La Cour de cassation, la plus haute juridiction du royaume de Bahreïn, avait confirmé, une première fois,

la condamnation à mort de Mohammed Ramadan et Hussein Moussa, en 2015. Ce verdict a été annulé après l'apparition d'un rapport médical du ministère de l'Intérieur qui n'avait pas été divulgué auparavant et qui "semble corroborer, selon Human Rights Watch, des allégations de torture". Mais la Cour d'Appel a rétabli les peines en janvier

2020. Lundi, Haroun al-Zayani, un responsable du bureau du procureur général a déclaré que "la Cour de cassation a confirmé aujourd'hui la condamnation à mort de deux accusés pour le meurtre d'un policier et tentative de meurtre d'autres policiers (...) lors d'un guet-apens en 2014 pendant lequel a été utilisé un engin explosif".

ÉTATS-UNIS - COVID-19

De nombreux New-Yorkais commencent à quitter la ville

Le traumatisme de la pandémie de Covid-19 a déjà poussé de nombreux New-Yorkais à quitter définitivement la ville au plus vite, laissant de nombreux appartements vides et faisant flamber les prix de l'immobilier autour de la métropole, rapportent des médias.

"Je n'étais pas prêt à partir", a dit Nick Barnhorst.

A 41 ans, à New York depuis 11 ans, il songeait bien à un déménagement, mais pas avant un an au moins.

La semaine prochaine, Nick devrait signer l'acte de vente d'une maison située à Mamaroneck, ville cossue au nord de New York. "J'avais toujours imaginé que partir serait un déchirement", dit ce Californien d'origine, cité par l'AFP, "mais

aujourd'hui, je suis au summum de l'enthousiasme." Le gouverneur Andrew Cuomo et le maire Bill de Blasio comparent souvent la situation actuelle avec celle qui a suivi le 11-Septembre, l'autre grand traumatisme qu'a connu la ville, promettant le même rebond. A New York, en ce début juillet, les camions de déménagement pullulent en journée. Dans le bas de Manhattan, plus de 5% des appartements sont vacants, du jamais vu depuis dix ans que le cabinet immobilier Miller Samuel publie ces statistiques.

Pour sa part, un agent immobilier, Richard Stanton, compare la conjoncture actuelle à la période 2003-2005, qui avait vu une vague de New-Yorkais poussés dehors par la hausse des loyers. Il évoque

aussi les années 70, marquées par une dégradation des services publics et une augmentation de la criminalité, qu'avaient fuies beaucoup de ceux qui en avaient les moyens.

Mais cette fois, outre l'effet coronavirus, "il y a une tendance plus lourde liée au fait qu'il va y avoir plus de gens qui travailleront de chez eux", analyse Richard Stanton.

Dans de nombreux cas, "on aura une semaine au bureau plus courte".

Ce mouvement pourrait même faire retomber la fièvre immobilière à New York et permettre à une nouvelle génération de s'installer dans une ville qui leur aurait été, sans cela, inaccessible, imagine l'agent immobilier.

BANGLADESH - ENVIRONNEMENT

Course pour sauver des tortues prises dans une marée géante de plastiques

Une marée de déchets plastiques sans précédent à Cox's Bazar, au Bangladesh, a envahi l'une des plus longues plages du monde, déclenchant dimanche une course pour sauver des tortues marines, on indiqué les autorités. Environ 50 tonnes de déchets plastiques se sont répandus sur une dizaine de kilomètres de cette plage, sur le golfe du Bengale dans le Sud-Est du pays.

C'est la première fois, selon le département bangladais des

Forêts, qu'une telle quantité de plastiques est ramenée par la mer sur cette plage.

"Il s'agit d'un cas unique d'invasion de plastiques" et c'est "un signal de grand danger pour la biodiversité marine", a déclaré Moazzem Hossain, un responsable d'une organisation locale de défense de l'environnement. Save the Nature Bangladesh. La quantité annuelle de déchets produits par des navires et les pays environnants qui flotte dans le golfe

du Bengale représente habituellement quelque 26 tonnes, selon lui. Des habitants ont observé dès samedi soir des vagues transportant des bouteilles en plastique, filets de pêches et bouées. Dimanche ma tin, ils ont trouvé des carcasses de tortues sur le sable. "Des centaines d'habitants se sont rués sur la plage depuis tôt ce matin pour sauver les tortues blessées" prisonnières des déchets, a déclaré un porte-parole du département des Forêts, Sohail Hossain.

"Nous avons enterré les tortues mortes et tentons de remettre à l'eau celles qui ont été sauvées". Des bénévoles de Plastik Bank Bangladesh ont retrouvé et enterré une vingtaine de tortues olivâtres, une espèce classée vulnérable par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). "Je n'ai jamais vu de ma vie autant de tortues mortes sur la plage ni autant de déchets plastiques flottant au bord", a déclaré à un pêcheur, Jashim Uddin.

Le Soudan autorise la consommation d'alcool aux non-musulmans interdite depuis 1983

Le Soudan a décidé d'autoriser la consommation d'alcool aux non-musulmans, interdite depuis 1983 dans le pays, où la législation demeure très conservatrice plus d'un an après la chute de l'ex-président Omar el-Béchir. Samedi soir, le ministre de la Justice Nasreddine Abdelbari a annoncé la suppression de l'article 126 du code pénal traitant de l'apostasie, qui rendait notamment la consommation d'alcool passible de

la peine de mort. Un "amendement autorise les non-musulmans à consommer de l'alcool hors de l'espace public, tant qu'ils ne causent pas de dérangement", a-t-il déclaré, lors d'un entretien avec la chaîne de télévision publique. La consommation d'alcool reste néanmoins interdite aux Soudanais de confession musulmane. Les non-musulmans représentent environ 3% de la population soudanaise, selon les chiffres officiels.

L'interdiction de l'alcool avait été introduite dans le pays en 1983 par l'ancien président Gaafar Nimeiri.

Arrivé au pouvoir en 1989 par un coup d'Etat soutenu par les islamistes, Omar el-Béchir a encouragé une stricte pratique de l'islam dans le pays. Il a été destitué en avril 2019, quatre mois après le début d'un mouvement de contestation populaire déclenché par le triplement du prix du pain.

CÔTE D'IVOIRE

Au moins 6 morts dans le chavirement d'une pirogue

Une pirogue à moteur transportant des villageois a chaviré dimanche à Guessabo, dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, faisant au moins six morts, a indiqué dimanche une source sécuritaire. La pirogue a heurté une roche au milieu du fleuve Sassandra avant de chavirer et cinq enfants et une femme sont morts par noyade. Les secours dépêchés sur les lieux ont sorti des corps de l'eau, et poursuivi des recherches en vue de retrouver d'autres corps ou d'éventuels survivants.

Plusieurs habitants font état de surcharges régulières effectuées par les pirogues sur le fleuve, ces embarcations traditionnelles transportant non seulement plusieurs personnes, mais aussi des lots de bagages.

FRANCE-NATURALISATIONS

Plus de 112 000 étrangers naturalisés en 2019

En 2019, plus de 112 000 étrangers sont devenus Français dont 27.000 ont été naturalisés suite à un mariage avec un ressortissant français, indique le journal Le Figaro.

Selon Le Figaro, les cas de refus sont rares quand il s'agit d'une acquisition par mariage.

Au total, 75 personnes ont vu leur demande rejetée l'année dernière. Ce chiffre n'est pas loin de ceux des années précédentes : en 2017, 2018 et 2019, le gouvernement s'est opposé, respectivement, 83, 66 et 75 fois à l'acquisition de la nationalité française par le conjoint étranger d'un Français, selon la même source qui cite un courrier officiel adressé au député Eric Ciotti qui s'interrogeait sur ces faibles taux de refus.

« La France n'est pas assez exigeante sur les conditions d'acquisition de la nationalité ».

Ces chiffres en sont la démonstration implacable », a dénoncé le député Eric Ciotti.

Une accusation que le ministère de l'Intérieur réfute : Le ministère de l'Intérieur traite deux familles de procédures : d'un côté, les naturalisations par décret, pour des personnes établies, qui représentent 80 % du volume global de demandes, sur lesquelles l'Etat dis pose d'un large pouvoir d'appréciation, de l'autre, les naturalisations par déclaration, principalement à la suite d'un mariage. Et dans ce cas, la jurisprudence administrative rend ces demandes recevables quasiment automatiquement, sauf opposition de l'Etat par un décret spécifique ».

INDE

44 morts dans des inondations au nord de l'Inde

Le bilan des inondations et des fortes précipitations qui s'abattent sur les Etats de l'Assam et du Bengale-Occidental dans le nord-est de l'Inde est passé à 44 morts, ont déclaré dimanche les autorités locales.

Il s'agit également de plus de 1,3 million de personnes qui ont été touchées par ces intempéries, ainsi que des milliers d'hectares de cultures endommagées, des maisons détruites et des milliers d'animaux domestiques qui ont été emportés par les crues, rapporte la même source. Des centaines de réfugiés ont été aménagés pour abriter les personnes touchées par les inondations dans les Etats du nord-est du pays. De même, des centres de distribution de denrées alimentaires ont été mis en place pour venir en aide aux habitants, selon l'Autorité de gestion des catastrophes de l'Etat de l'Assam.

Cependant, le Département météorologique indien a mis en garde contre davantage d'averses et des pluies torrentielles dans les deux prochains jours. En Inde, les pluies de mousson (juin-septembre) sont attendues chaque année pour refaire le plein des réserves en eau, mais elles coûtent aussi la vie à des centaines de personnes.

S A N T É - A L G É R I E

COVID-19 - DISPOSITIONS

Plaidoyer pour une implication plus significative des EPSP dans la lutte contre Covid-19

Des spécialistes et médecins impliqués dans la lutte contre le Covid-19 du CHU d'Oran ont plaidé, dimanche à Oran, pour une implication plus significative et plus efficace des établissements publics de santé de proximité (EPSP) dans la lutte contre le virus pour soulager les personnels médicaux et paramédicaux déjà mobilisés depuis près de 5 mois. "Tout le personnel médical et paramédical des services impliqués dans la lutte contre Covid-19 est fatigué, saturé et submergé. Ils ont besoin d'un répit, d'un repos de guerrier pour revenir plus forts.

Nous sommes vraiment exténués", a résumé la situation, Pr Nadjet Mouffok, cheffe de service des maladies infectieuses lors d'une rencontre ayant regroupé les responsables de l'établissement et différents services, en présence du wali, Abdelkader Djellaoui et du directeur de la santé et de la population, dans le but d'évaluer les besoins en moyens et équipements et cerner les problèmes.

"La fatigue commence à se ressentir et tous les gens impliqués dans cette lutte, des chefs de services jusqu'aux agents de soutien passant par le personnel paramédical ont réellement besoin de repos.

Il nous faut vraiment du soutien", a-t-elle souligné.

A ce titre, elle a fait savoir que le CHUO est chargé des cas graves de coronavirus nécessitant une hospitalisation en urgence.

Les autres cas asymptomatiques ou avec des symptômes sans gravité peuvent être pris en charge par les médecins aux niveaux des EPSP ne serait ce que pour le tri et l'orientation, a-t-elle suggéré, ajoutant que "la charge est très forte sur le personnel en charge du Covid-19. Il faut reconnaître que nos équipes ont fait un travail remarquable depuis le début de la pandémie avec plus de 600 guérisons du Covid-19".

A ce titre, le directeur de la Santé de la wilaya d'Oran, Nacer Bouda a indiqué que dans le cadre de réajustement de la stratégie de lutte contre le Covid-19, "les EPSP seront directement impliqués dans cette lutte contre Covid-19. Le tri des cas suspects et l'orientation et même la prescription du traitement si nécessaire se feront à leur niveau", a-t-il informé. Des médecins qualifiés et expérimentés seront à la disposition des citoyens aux niveaux des neuf EPSP de la wilaya d'Oran. Les patients dont la plupart ne nécessite pas d'hospitalisation ne sont pas obligés de se déplacer à l'hôpital pour se faire dépister ou se faire délivrer un traitement. L'hôpital sera exclusivement réservé aux grands malades, a-t-il fait savoir.

Une réunion prévue demain lundi regroupera les spécialistes et les responsables du secteur pour discuter des modalités de l'application de cette décision sur le terrain, selon le même responsable.

A ce titre, le wali a souligné que tous les moyens nécessaires à même de faciliter la mission des équipes médicales et paramédicales en lutte contre le Covid-19 seront mis à leur disposition.

"Tous les moyens dont vous avez besoin pour accomplir votre mission seront mis à votre disposition. Vous n'avez plus à vous soucier du manque de lits, de respirateurs et d'oxygène et autres.

C'est à nous de vous fournir les moyens pour que vous puissiez travailler convenablement et avec efficacité", a-t-il déclaré. Parmi les mesures prises dans ce sens, il a cité la proposition de consacrer 300 millions DA du budget de la wilaya pour l'acquisition de tous les moyens et équipements dont le corps médical a besoin, ainsi que le rattachement de l'hôpital des grands brûlés d'une capacité de 120 lits au CHU d'Oran pour pallier à la saturation des services prenant en charge le Covid-19. Plusieurs propositions et revendications ont été émises par les professionnels de la santé pour une meilleure prise en charge de cette pandémie dont celle de la centralisation des soins dans un seul bâtiment, en l'occurrence le pavillon 14 spécialisé dans la chirurgie générale.

A ce propos, il a été décidé lors de cette rencontre de consacrer ce pavillon exclusivement au Covid-19 et de répartir ses malades sur les services d'ORL et de neurochirurgie. Par la même occasion, les médecins ont demandé au wali de consacrer un établissement pour le confinement du personnel médical et paramédical, "de plus en plus touché par le virus".

En réponse, il a décidé de mettre à leur disposition l'établissement hôtelier "Jasmine".

Pour le manque de kits de dépistage abordé par des médecins présents, Abdelkader Djellaoui a souligné "qu'il faut voir avec les fournisseurs sur le marché algérien pour acquérir ces kits indispensables pour le dépistage du Covid-19", assurant que les moyens financiers sont disponibles.

494 nouveaux cas, 276 guérisons et 7 décès durant les dernières 24h

Quatre-cent-quatre-vingt-quatorze (494) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 276 guérisons et 7 décès ont été enregistrés dans les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué lundi à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 19689, soit 1,1 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1017 alors que le nombre des patients guéris est passé à 14019, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19. Fourar a également fait savoir que 73% des décès représentent la catégorie d'âge de 60 ans et plus. En outre, 31 wilayas ont enregistré un taux inférieur à la moyenne nationale, tandis que 10 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas positif au coronavirus durant les dernières



24 heures, alors que 15 autres ont enregistré entre 1 et 5 cas, et 23 wilayas ont notifié plus de 6 cas chacune. Par ailleurs, 61 patients sont actuellement en soins intensifs, à également fait savoir Dr Fourar. Enfin, le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et observation des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port des masques. Il a aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées, notamment celles souffrant de maladies chroniques.

MÉDICAMENTS - PRODUCTION

Président Tebboune : "accélérer la mise en production de 40 nouvelles unités pharmaceutiques"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a donné instruction pour accélérer la mise en production d'une quarantaine de nouvelles unités de production pharmaceutique. L'instruction a été donnée, dimanche lors de la réunion périodique du Conseil des ministres tenue par visioconférence, selon un communiqué de la Présidence de la République. Le Président Tebboune a également donné instruction pour que

soit placées, avec effet immédiat, toutes les unités de production pharmaceutique et parapharmaceutique sous la tutelle du ministère de l'Industrie pharmaceutique.

Il a, dans le même cadre, enregistré avec satisfaction l'annonce faite par le ministre du secteur d'arriver à l'horizon 2021 à économiser près d'un milliard de dollars d'importation de produits pharmaceutiques. M. Tebboune a instruit, par ailleurs, le ministre de

l'Industrie pharmaceutique à l'effet d'amorcer rapidement la mise en œuvre du programme arrêté en donnant la priorité à l'entrée en production des unités déjà prêtes et favoriser ainsi le développement d'une industrie pharmaceutique orientée vers la satisfaction des besoins nationaux, à hauteur de 70% au moins, mais également qui soit capable de dynamiser, à brève échéance, le secteur des exportations.

EPIDÉMIE - UNIVERSITÉ D'ANNABA

L'étudiant Imad Mezghache remporte le 1^{er} prix de la meilleure idée innovante pour la lutte contre la Covid-19

Le premier prix du concours, lancé en avril dernier, par de l'université Badji Mokhtar d'Annaba, de la meilleure idée innovante dans la cadre de la lutte contre le coronavirus (Covid 19), a été décerné dimanche, à l'étudiant Imad Mezghache de la faculté des sciences de l'ingénierie (spécialité électronique) a-t-on appris du recteur de cet établissement de l'enseignement supérieur. Selon l'exposé présenté au siège de l'université

en présence des cadres de l'université, des responsables du complexe Sider El Hadjar et des étudiants participants à l'occasion de l'annonce des vainqueurs du concours, Imad Mezghache a été récompensé pour avoir proposé la confection d'une carte d'étudiant intelligente qui assure par le biais du traçage une meilleure protection contre les maladies contagieuses. Le prix d'encouragement a été attribué à l'étudiante Manel Naili et

récompense l'idée de la contribution de la géomatique répondant aux besoins de la sécurité civile et appliquée dans le cas de la gestion du Covid-19. Le troisième prix d'honneur a été remis au groupe « Koun Wai » (Sois conscient) qui a imaginé et mis en place toute une campagne de sensibilisation aux risques encourus face à la pandémie. Au total, 13 projets ont été proposés lors de ce concours récompensant les meilleures idées inno-

vantes relatives à la lutte contre cette pandémie et la prise en charge des malades en explorant plusieurs thématiques telles que la géomatique, l'informatique, l'automatique et l'informatique industrielle, la médecine et l'odontologie, la mécanique et l'électronique, la sociologie et la psychologie. Ce concours a été organisé par l'université Badji Mokhtar d'Annaba en collaboration avec son partenaire industriel Sider El Hadjar.

COVID-19 - BLIDA

Le wali : "près de 65% des contaminations ont eu lieu dans le milieu familial et géographique"

Le wali de Blida a affirmé, dimanche, que près de 65% des cas d'infections de la Covid-19 accueillis au niveau des services hospitaliers de la wilaya, depuis la déclaration de la pandémie, ont eu lieu dans le milieu familial et géographique.

M. Kamel Nouisser, qui intervenait à l'ouverture de la 1^{ère} session ordinaire de l'APW, pour l'exercice 2020, a souligné que les enquêtes épidémiologiques réalisées par le service prévention, ont révélé que près de 65% des cas confirmés de Covid-19 "ont été heureusement contaminés dans leur milieu familial et géographique", a-t-il

indiqué. "Les 35% restants ont été contaminés hors de ces familles, et dans diverses régions de la wilaya", a-t-il ajouté, affirmant, par là, que le "virus est toujours confiné dans des quartiers et familles bien déterminés, et ne s'est pas propagé à travers tout le territoire de la wilaya".

Un fait jugé "positif" selon le wali de Blida, qui a estimé que cela peut "contribuer à endiguer la pandémie, si les citoyens appliquent les mesures de prévention", a-t-il assuré.

"Le nombre des équipes en charge de des enquêtes épidémiologiques a été porté à 24 actuellement, contre deux

au début de la pandémie", a fait savoir le chef de l'exécutif, signalant l'engagement de ce type d'enquêtes, "après chaque cas de confirmation par le Covid-19, pour déterminer le lieu et la source de contamination", a-t-il expliqué.

Les premiers cas de Covid-19 à Blida, considérée comme la première wilaya du pays où s'est déclaré cette pandémie, ont été enregistrés au chef lieu de wilaya, avant le déplacement du foyer de contamination vers l'Ouest, puis l'Est de la région, a, encore, informé le wali.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

BILAN DANS LE MONDE

Près de 12.800.000 cas et plus de 566.000 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 566.075 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre, selon un bilan établi à partir de sources officielles dimanche à 19h00 GMT.

Plus de 12.798.410 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 196 pays et territoires depuis le début de l'épidémie, dont au moins 6.811.600 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations.

Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées.

Depuis le comptage réalisé samedi à 19h GMT, 4.442 nouveaux décès et 202.975 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès sont le Brésil avec 1.071 nouveaux morts, les Etats-Unis (636) et l'Inde (551). Les Etats-Unis, qui ont



recensé leur premier décès lié au coronavirus début février, sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 135.066 décès pour 3.282.554 cas.

Au moins 995.576 personnes ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le

Brésil avec 71.469 morts pour 1.839.850 cas, le Royaume-Uni avec 44.819 morts (289.503 cas), l'Italie avec 34.954 morts (243.061 cas), et le Mexique avec 34.730 morts (295.268 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore

le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 84 décès pour 100.000 habitants, suivi par le Royaume-Uni (66), l'Espagne (61), l'Italie (58), et la Suède (55).

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 83.594 cas (7 nouveaux entre samedi et dimanche), dont 4.634 décès et 78.634 guérisons.

L'Europe totalisait dimanche à 19h00 GMT 202.502 décès pour 2.831.366 cas, les Etats-Unis et le Canada 143.884 décès (3.390.143 cas), l'Amérique latine et les Caraïbes 143.316 décès (3.329.791 cas), l'Asie 42.916 décès (1.737.064 cas), le Moyen-Orient 20.314 décès (919.184 cas), l'Afrique 13.006 décès (579.499 cas), et l'Océanie 137 décès (11.371 cas).

INDE

500 nouveaux décès enregistrés en 24h

Le ministère indien de la Santé a déclaré lundi que 500 nouveaux décès dus au COVID-19, outre 28.701 cas positifs, ont été signalés au cours des 24 dernières heures dans l'ensemble du pays, portant le bilan des morts à 23.174 et le nombre total de cas à 878.254. Il s'agirait de la plus forte hausse du nombre de cas jamais enregistrée en un jour dans ce pays.

"A 08h00 heure locale (02H30 GMT) lundi, 23.174 décès liés au nouveau coronavirus ont été enregistrés dans le pays", selon le bulletin d'information publié par le ministère.

Dimanche, le nombre de cas de COVID-19 dans le pays était de 849.553, tandis que celui de décès était de 22.674. D'après les responsables du ministère, 553.471 personnes sont jusqu'à présent sorties de l'hôpital après amélioration de leur état.

"Le nombre de cas actifs dans le pays est actuellement de 301.609", a indiqué le bulletin d'information.

IRAN

La barre des 13.000 morts dépassée

L'Iran a franchi la barre des 13.000 décès liés au nouveau coronavirus, a annoncé lundi le ministère de la Santé iranien, appelant au respect des règles sanitaires.

Avec 203 décès supplémentaires annoncés lundi, "le nombre total de victimes a atteint 13.032", a indiqué Sima Sadat Lari, la porte-parole du ministère de la Santé. Mme Lari a également annoncé 2.349 nouvelles personnes testées positives au virus au cours des dernières 24 heures, portant le nombre total des cas confirmés à 259.652 cas.

La porte-parole du ministère de la Santé a de nouveau appelé toute la nation à respecter la distanciation sociale, à se laver les mains et à utiliser des masques. "Plus vous passez de temps dans un endroit surpeuplé, plus vous êtes susceptibles de contracter la maladie", a souligné Mme Lari.

L'Iran fait face depuis plusieurs semaines à une hausse des nouveaux cas confirmés et des décès, ce qui a incité les autorités à rendre le port du masque obligatoire depuis le 4 juillet dans les lieux publics fermés, notamment les transports en commun.

La télévision d'Etat, dont les présentateurs arborent désormais ostensiblement un masque, a indiqué lundi que la police de la capitale empêchera les voyageurs sans masques d'entrer dans le métro où l'application de cette nouvelle mesure semblait difficile selon les autorités.

Le directeur de la gestion des crises de la ville de Qom (centre) a déclaré lundi à l'agence Tasnim que les autorités renforceront le contrôle sur les banques et les bureaux administratifs afin d'assurer la mise en oeuvre des protocoles, notamment le port de masques. Pour lutter contre la propagation de l'épidémie, les autorités ont d'abord annulé les rassemblements et fermé écoles et commerces non essentiels en mars, avant de lever progressivement les restrictions à partir d'avril pour tenter de ranimer l'économie du pays étouffée par les sanctions américaines.

KENYA

Plus de 10.000 cas de COVID-19

Le nombre de cas de COVID-19 au Kenya a franchi dimanche la barre des 10.000, tandis que le ministère de la Santé intensifiait ses efforts pour contenir la propagation de cette maladie respiratoire. Mutahi Kagwe, secrétaire de cabinet au ministère de la Santé, a déclaré que 379 personnes avaient été testées positives au COVID-19 sur les 7050 échantillons testés au cours des dernières 24 heures, portant le total des cas à 10.105 à travers le pays.

Dans un communiqué publié à Nairobi, M. Kagwe a annoncé que 376 Kényans et trois ressortissants étrangers âgés de 2 à 97 ans avaient été testés positifs pour la maladie. Une personne a par ailleurs succombé au virus, ce qui porte le nombre total de décès à 185 dans le pays. M. Kagwe a indiqué que 49 patients avaient par ailleurs pu quitter divers établissements de santé du pays, portant le nombre total de guérisons à 2.881. A ce jour, le Kenya a pratiqué 215.037 tests de dépistage dans divers laboratoires, a-t-il ajouté.

APS

ETATS-UNIS

La Floride enregistre un record de 15.000 nouveaux cas en 24 heures

La Floride a enregistré 15.299 nouveaux cas de coronavirus en 24 heures, selon des chiffres publiés dimanche, un record pour un Etat américain, jusqu'ici détenu par la Californie. Le total publié dimanche par le département de la Santé de Floride représente quasiment une hausse de moitié (47%) par rapport au nombre de nouveaux cas constatés lors de la journée précédente. L'Etat de l'extrême sud-est des Etats-Unis a égale-

ment connu 45 nouveaux décès liés au coronavirus. En cinq jours, la Floride a enregistré 55.842 cas positifs. Jusqu'ici, le record de nouveaux cas sur 24 heures dans un Etat était propriété de la Californie, avec 11.694 annoncés mercredi, suivi par l'Etat de New York, avec 11.571 personnes reconnues positives le 14 avril. Le gouverneur républicain de Floride Ron DeSantis avait décidé d'entamer la sortie progressive du confine-

ment dès le 4 mai, avant la plupart des Etats du pays. Jeudi, le directeur de l'Institut américain des maladies infectieuses, Anthony Fauci, a estimé publiquement que la Floride était sortie du confinement avant que tous les indicateurs de santé publique ne le justifient.

Ron DeSantis a contesté ce diagnostic, affirmant que sa décision était basée sur les chiffres de contamination de l'époque.

ESPAGNE

200.000 personnes reconfinées en Catalogne

Les autorités de la région de Catalogne, dans le nord-est de l'Espagne, ont pris la décision dimanche de reconfiner à domicile 200 000 habitants de la zone située autour de la ville de Lérida, en raison d'une forte hausse du nombre des cas de Covid-19, a indiqué un responsable local.

"La population devra rester chez elle", a annoncé la responsable régionale de la Santé Alba Verges au cours d'une conférence de presse.

La zone concernée, comptant plus de 200.000 habitants, avait déjà été isolée du reste de la Catalogne samedi dernier. C'est la première fois

depuis la fin du confinement le 21 juin qu'une telle décision est prise en Espagne. Comme lors du confinement extrêmement strict imposé mi-mars, les personnes vivant dans cette zone auront le droit de sortir de chez elles notamment pour aller travailler, se faire soigner ou acheter à manger. Sont par ailleurs interdites les réunions de plus de dix personnes.

Après une baisse drastique du nombre des cas et des décès dans l'un des pays d'Europe les plus affectés par la pandémie, plus de 70 nouveaux foyers sont actifs en Espagne. La zone de Lérida,

dans l'intérieur des terres de Catalogne, est l'une des zones qui inquiètent le plus les autorités. Selon les autorités, ce foyer de contagions est lié aux mouvements de travailleurs saisonniers agricoles qui participent en ce moment aux récoltes de fruits dans le nord de l'Espagne.

Dans la banlieue de Barcelone, la ville de l'Hospitalet de Llobregat a aussi vu bondir le nombre de cas, passés de 31 à 107 en une semaine selon la mairie.

D'autres foyers se trouvent en Galice (nord-ouest), ainsi qu'au Pays Basque dans la ville d'Ordizia. Dans ce contexte, plusieurs régions

ont décidé de renforcer le port obligatoire du masque.

Son port est déjà obligatoire dans toute l'Espagne dans les espaces publics fermés et sur la voie publique, lorsqu'il n'est pas possible de maintenir une distance de sécurité d'un mètre et demi avec les autres personnes.

Mais la Catalogne a décidé jeudi de l'imposer à tout moment, même quand la distance de sécurité peut être respectée.

L'archipel des Baléares renforcera lui aussi le port du masque à partir de lundi et d'autres régions comptent le faire, comme l'Andalousie (sud) et l'Aragon (nord).

RUSSIE

Les essais du vaccin développé se sont achevés avec succès

Les essais du vaccin contre le Covid-19 développé par le Centre d'épidémiologie et de microbiologie russe Gamaleïa, entamés le 18 juin à l'université Setchenov, se sont achevés avec succès, a annoncé le directeur de l'Institut de pharmacie et de médecine translationnelle de l'université, Vadim Tarassov.

"L'université Setchenov a achevé avec succès les essais sur des volontaires du premier vaccin contre le coronavirus au monde", a-t-il fait savoir à l'agence sput-

nik. Alexandre Loukachov, directeur de l'Institut de parasitologie médicale et de maladies tropicales et transmissibles de l'université Setchenov, a signalé que l'objectif, à cette étape, consistait à prouver que le vaccin ne présentait pas de danger pour la santé humaine. Ce qui a été fait. Les volontaires ont été divisés en deux groupes. Le premier a reçu une dose de vaccin, l'autre deux doses.

"Outre une hausse de la température les premiers jours après la vaccination, aucune autre réaction négative n'a été

constatée. Tous les volontaires se portent bien", a-t-il souligné. Vadim Tarassov a pour sa part précisé que les volontaires étaient restés isolés pendant longtemps et que leurs contacts avec le monde extérieur avaient été limités avant le début des essais pour exclure la contamination. Il a indiqué que ce long isolement avait eu un impact sur leur état psychologique. Des tensions entre eux ont donné lieu à des situations conflictuelles et il a fallu recourir à l'aide de psychologues.

LISTÉRIOSE

LES BONS RÉFLEXES POUR PRÉVENIR CETTE MALADIE BACTÉRIENNE

*La listériose est une maladie bactérienne provoquée par la bactérie *Listeria monocytogenes*. Pendant la grossesse, elle peut être responsable d'une fausse couche. Explications.*

La listériose est une maladie bactérienne provoquée par la bactérie *Listeria monocytogenes*. "Cette bactérie est résistante et très répandue puisqu'elle se développe naturellement dans les sols, dans l'eau et dans les végétaux", explique le Dr. Christophe Bastid, gastro-entérologue. *Listeria monocytogenes* pénètre dans l'organisme par voie orale (via un aliment contaminé, dans l'immense majorité des cas), arrive dans le tube digestif, passe la barrière digestive puis se retrouve dans la circulation sanguine : "si les bactéries sont suffisamment nombreuses, elles sont alors responsables d'une septicémie, c'est-à-dire d'une infection généralisée du sang" explique le Dr. Bastid. À noter, la listériose reste une maladie rare puisqu'on n'enregistre que 5 à 6 cas par million d'habitants par an. En 2015, près de 350 cas de listériose ont été recensés sur le territoire métropolitain.

SYMPTÔMES : QUELS SONT LES SIGNES DE LA LISTÉRIOSE ?

Chez une personne en bonne santé, l'infection bactérienne à *Listeria monocytogenes* passe généralement inaperçue puisque l'agent pathogène est rapidement détruit par le système immunitaire : il n'y a donc aucun symptôme.

En revanche, chez une personne âgée et/ou immunodéprimée (c'est-à-dire souffrant d'une maladie chronique comme le diabète, la cirrhose ou encore l'obésité, ou atteinte d'un cancer, ou sous traitement immunosuppresseur), la bactérie se multiplie dans la circulation sanguine et on peut observer :

- Une détresse respiratoire : une respiration irrégulière et bruyante, un rythme cardiaque accéléré, des maux de tête importants, des lèvres et des extrémités bleutées (doigts, oreilles), des maux...
- Des symptômes neurologiques traduisant une méningo-encéphalite : des troubles du comportement, une photophobie (gêne importante à la lumière), une raideur de la nuque...
- Un choc septique : confusion, agitation, forte fièvre (supérieure à 38°C), éruption cutanée...

INCUBATION : QUEL EST LE TEMPS D'INCUBATION DE LISTÉRIOSE ?



RIA ? Le temps d'incubation de la bactérie *Listeria monocytogenes* (c'est-à-dire : le délai entre la contamination et l'apparition des premiers symptômes de la maladie) est assez variable : il est généralement compris entre quelques jours et deux mois (7-8 semaines). Il est à noter que, dans les cas les plus sévères (formes septicémiques et neurologiques), les premiers symptômes de la listériose peuvent apparaître très rapidement, en quelques jours.

GROSSESSE : QUELS SONT LES RISQUES DE LISTÉRIOSE CHEZ LA FEMME ENCEINTE ?

Pendant la grossesse, l'infection bactérienne à *Listeria monocytogenes* peut avoir des conséquences gravissimes sur la santé et le développement de l'enfant à naître. "La bactérie passe la barrière placentaire et peut être responsable d'un décès in utero ou d'un avortement spontané (fausse couche)" précise le Dr. Bastid. Si la maladie est, en

général, sans conséquence pour la mère, l'enfant peut naître prématurément et présenter une infection sévère à la naissance combinant une septicémie, une infection pulmonaire, une atteinte neurologique neurologique et/ou une atteinte cutanée.

Le conseil du médecin : "chez une femme enceinte, une fièvre inexpliquée (supérieure à 38°C) doit absolument faire l'objet d'une consultation médicale car il s'agit d'un signe pouvant évoquer une listériose" recommande le Dr. Bastid.

DIAGNOSTIC : COMMENT DIAGNOSTIQUÉ-T-ON LA LISTÉRIOSE ?

Le diagnostic de la listériose se compose d'une prise de sang (sérologie) puis d'une hémoculture : "le sang est "cultivé" en laboratoire pour mettre en évidence la présence de la bactérie" développe le gastro-entérologue. La maladie peut également être confirmée

après analyse microbiologique du placenta, du liquide céphalo-rachidien, du liquide d'ascite, de ponction articulaire ou des prélèvements périnataux. La listériose est une maladie à déclaration obligatoire depuis 1998 : cela signifie que le médecin ou le laboratoire d'analyses médicales doit informer les autorités sanitaires (Agence Régionale de Santé) lorsqu'il détecte un cas de listériose.

TRAITEMENT : COMMENT SOIGNE-T-ON LA LISTÉRIOSE ?

Bonne nouvelle : la listériose n'est pas une bactérie antibiorésistante. "Le traitement de la maladie repose sur l'administration d'antibiotiques (ampicilline et/ou gentamicine)" explique le gastro-entérologue.

Sans surprise, le traitement de l'infection à *Listeria monocytogenes* est d'autant plus efficace qu'il est administré précocement - y compris chez la femme enceinte, pour limiter l'impact sur le fœtus.

ALIMENTATION : QUELS SONT LES ALIMENTS À ÉVITER PENDANT LA GROSSESSE ?

Le meilleur traitement contre la listériose, c'est la prévention. Les personnes fragiles (âgées ou immunodéprimées) ainsi que les femmes enceintes doivent donc éviter les aliments crus - "attention, la bactérie *Listeria monocytogenes* peut être présente dans les aliments végétaux comme dans les aliments animaux" précise le Dr. Bastid. Voici la liste des aliments à éviter :

- Les rilletes et pâtés,
- Le foie gras,
- Les fromages au lait cru : Pont l'Évêque, maraillais, camembert...
- Les fromages à pâte molle : Dr. Bastid, Coulommiers, Munster...
- Les poissons fumés : saumon, truite...
- Les poissons crus : sushis, sashimis...
- Le surimi,
- Le tarama,
- Les viandes crues
- Les coquillages crus : huîtres...
- Les graines germées crues.

Attention ! "La bactérie *Listeria monocytogenes* ne modifie pas le goût des aliments : il n'est donc pas possible de différencier un aliment contaminé d'un aliment non contaminé au goût ou à l'odeur" note le Dr. Bastid.

À noter, la bactérie *Listeria monocytogenes* est détruite après une cuisson de 30 minutes à 60°C.

PRÉVENTION : COMMENT SE PROTÉGER ET ÉVITER LA LISTÉRIOSE ?

Pour prévenir la listériose, quelques bons réflexes (inspirés du bon sens) s'imposent, notamment en cuisine :

- Bien laver les fruits et les légumes avant consommation,
- Nettoyer régulièrement son réfrigérateur à l'eau savonneuse, idéalement une fois par mois,
- Vérifier régulièrement la température du réfrigérateur : elle doit être d'environ 4°C afin de limiter la prolifération des bactéries, parmi lesquelles *Listeria monocytogenes* recommande le Dr. Bastid,
- Respecter les dates limites de consommation (DLC) des dates de péremption des aliments, Se laver les mains régulièrement et bien nettoyer les ustensiles de cuisine - couteaux...

Grossesse : surtout plus de fromage à pâte molle dès le 1er trimestre

Les femmes enceintes savent qu'elles doivent éviter les fromages à pâte molle à cause des risques de listériose. Une nouvelle étude confirme que ces fromages peuvent provoquer une fausse couche dès le premier trimestre de grossesse.

Une nouvelle étude de l'université du Wisconsin (Etats-Unis) vient confirmer que les femmes enceintes doivent absolument éviter de consommer des fromages à pâte molle (brie, camembert, brillat-savarin...) au cours de leur grossesse. Selon les chercheurs, cette éviction devrait être impérative dès les premières semaines de grossesse en raison du risque de fausse couche.

LA LISTÉRIOSE PEUT PROVOQUER UN AVORTEMENT SPONTANÉ

Les fromages à pâte molle peuvent contenir la listériose, une bactérie très répandue dans les produits d'origine animale. Attraper une listériose peut provoquer un avortement spontané ou un accouchement prématuré. "C'est pourquoi on conseille aux futures mamans de ne consommer que des fromages à pâte dure. Mais ce que notre étude révèle c'est que ce risque est particulièrement accru et grave en début de grossesse" explique le Dr Ted Colos, professeur d'obstétrique à l'université du Wisconsin et principal auteur de l'étude.

LA LISTÉRIE À L'ORIGINE DE FAUSSES COUCHES INEXPLIQUÉES

Pour cette étude, quatre femmes macaques enceintes ont été nourries avec des doses de listéria comparables à celles que l'on peut trouver dans un aliment contaminé. Aucune d'entre elles n'a montré de symptômes jusqu'à ce qu'elles fassent une fausse couche.

En analysant les tissus, les chercheurs ont découvert que la bactérie avait envahi le placenta, alors que celui-ci est supposé servir de barrière pour les infections extérieures, ainsi que l'endométrie (la muqueuse de l'utérus). "Nous pensons que les tentatives du système immunitaire de la mère pour éliminer la bactérie du placenta entraînent des dommages collatéraux qui empêchent la protection du fœtus", souligne le médecin.

Ce dernier souligne que la listériose est sans doute à l'origine de nombre de fausses couches inexplicables, étant donné que la maladie provoque rarement de symptômes chez la future maman. "L'existence des antibiotiques efficaces disponibles. Malheureusement, comme la listériose est asymptomatique, le fœtus est touché avant que l'on se rende compte que la maman a développé la maladie".

100 personnes

INTOXICATIONS ALIMENTAIRES COMMENT LES ÉVITER PENDANT L'ÉTÉ

Les intoxications alimentaires sont liées à la contamination des aliments au cours des diverses manipulations. En été, nous ne sommes pas à l'abri de symptômes désagréables. Petite révision des gestes à faire pour les éviter.

Salmonellose : elle aime l'été

La salmonellose est une maladie infectieuse très répandue qui connaît une nette recrudescence pendant l'été. Elle est provoquée par une bactérie, la salmonelle, qui vit dans le tube digestif des animaux et des volailles. Il en existe plus de 2200 souches différentes, parmi lesquelles figure la salmonelle de type "enteritidis" qui est à l'origine de nombreuses gastro-entérites alimentaires, entraînant diarrhées aiguës et fièvre (38°C).

Certaines épidémies peuvent être de grande ampleur : aux États-Unis, en 1994, environ 224 000 personnes furent intoxiquées après avoir consommé de la glace contaminée. On trouve la salmonelle dans les volailles, mais comme on les consomme très cuites, leur ingestion n'a pas de conséquences néfastes sur la santé. On la rencontre également dans les œufs, la viande hachée... Ces aliments sont contaminés par des matières fécales, soit au moment de l'abattage des animaux ou plus tard, à la suite de manipulations par des porteurs de germes.

Les conseils de prévention

Seule la cuisson à 70°C pendant cinq à six minutes permet de se débarrasser de la salmonelle. La bactérie ne se multiplie pas quand elle est conservée au réfrigérateur, c'est-à-dire à la température de 4°C. Comme il faut en absorber une certaine quantité pour tomber malade, la plupart des personnes en bonne santé ne sont pas menacées, à condition de respecter la chaîne du froid.

En revanche, il est conseillé aux personnes vulnérables d'éviter la consommation d'œufs crus ou peu cuits, ainsi que les steaks hachés. Attention donc aux steaks tartares ou même saignants, aux mousses au chocolat, aux mayonnaises maison et aux crèmes anglaises préparées à trop faible température.

Listériose : attention en cas de grossesse

La listériose est une maladie rare (environ 300 cas par an) mais dont certaines formes sont sévères. Moins franchement saisonnière que la salmonellose, elle connaît malgré tout un petit pic en été.

La listériose se reconnaît à des fièvres isolées, parfois associées à des maux de tête ou des atteintes neurologiques. Elle est provoquée par la bactérie "Listeria" capable de se multiplier entre 1 et 45°C (c'est-à-dire même au réfrigérateur). Ce germe présent dans le tube digestif des animaux et des humains, est très résistant. Il n'est détruit ni par



le sel ni par le vinaigre et il se trouve dans l'environnement, ce qui explique que de multiples aliments puissent être contaminés. Il est détruit par une cuisson équivalente à la pasteurisation; le risque est donc plus élevé si l'on consomme des aliments crus.

Les conseils de prévention

La prévention concerne uniquement les personnes à risque (c'est-à-dire les femmes enceintes, les personnes âgées et les sujets immunodéprimés, chez qui la maladie peut être mortelle. Elle consiste à éviter les aliments susceptibles de contenir des germes : fromage au lait cru ou râpé, poissons fumés, coquillages crus, charcuterie (des rilletes sont très souvent incriminées), langue en gelée... Il faut enlever la croûte des fromages (qui peut être contaminée par l'environnement), laver soigneusement les légumes crus et les plantes aromatiques. Il faut aussi cuire à cœur les viandes, poissons ou lardons et tout particulièrement les steaks hachés.

Maladie du hamburger : elle aime les barbecues

Cette intoxication alimentaire est provoquée par "Escherichia coli", une bactérie très virulente, responsable de gastro-entérites hémorragiques de gastro-entérites hémorragiques très graves et que certains chercheurs pensent responsables du cancer du côlon. Aux États-Unis, environ 7500 personnes sont contaminées chaque

année, le plus souvent par de la viande hachée mal cuite. En France, le nombre de cas reste minime mais le risque d'émergence préoccupe les responsables de la santé publique - Escherichia coli est un germe présent dans l'intestin des animaux et des hommes. Lors de l'abattage, des selles peuvent souiller la viande.

Les symptômes sont spectaculaires : crampes abdominales, diarrhées sanglantes, violentes maux de tête... Ils peuvent aussi donner lieu à des complications rénales aiguës, parfois mortelles.

Les conseils de prévention

Attention aux enfants, grands amateurs de hamburgers, mais qui sont particulièrement vulnérables. La prévention passe par la cuisson à cœur de tous les aliments qui contiennent du bœuf haché. La viande ne doit plus présenter aucune partie de couleur rosée. Évitez aussi le lait cru, qui peut être contaminé au moment de la traite.

Botulisme : des cas très rares

Le botulisme est une maladie est très rare (on recense une vingtaine de cas par an en France). Il s'agit d'une infection grave qui entraîne des paralysies dues à une bactérie, "Clostridium botulinum" qui produit une toxine.

Les aliments le plus fréquemment contaminés par cette toxine sont les charcuteries, comme le jambon cru et les poissons fumés, de fabrication industrielle ou familiale. Les

conserves maison, incriminées autrefois n'entraînent aujourd'hui presque plus d'intoxications.

Les conseils de prévention

Respectez scrupuleusement les règles d'hygiène et de stérilisation lors de la préparation de vos conserves ou des charcuteries.

Intoxications alimentaires : pour-quoi en été ?

L'été est la saison de prédilection des intoxications alimentaires car les bactéries s'épanouissent lorsque la température ambiante s'élève et que la vigilance des vacanciers s'émousse.

Généralement sans gravité, les intoxications alimentaires peuvent cependant se révéler dangereuses lorsqu'elles touchent des nourrissons, des personnes âgées ou des malades, dont l'organisme est plus vulnérable. Mais la plupart des cas d'intoxication alimentaire passent inaperçus des services de surveillance sanitaire en raison de la banalité de symptômes. De plus, si les salmonelles sont traquées depuis une trentaine d'années, d'autres bactéries ne font pas l'objet d'études aussi suivies, alors qu'elles sont sans doute tout aussi fréquentes.

Si les gastro-entérites provoquent des symptômes identiques, elles ne sont pas toutes dues aux mêmes bactéries. Voici donc les principales intoxications alimentaires sévissant en France et les gestes à faire pour les éviter.

TROUBLES AU MALI

Les représentants de l'UA, Cédéao, Onu et UE appellent à "la retenue"

Les représentants de l'Union africaine, de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), de l'ONU et de l'UE au Mali ont exprimé leur "préoccupation" devant les troubles au Mali et appelé à "la retenue". Dans un communiqué commun publié dans la nuit de dimanche à lundi, ils se disent "très préoccupés" et "condamnent avec vigueur toute forme de violence comme moyen de règlement de crise" et "invitent toutes les parties prenantes à la retenue et leur demandent de toujours privilégier le dialogue". Les représentants au Mali des quatre organisations se disent "persuadés" que les conclusions d'une récente mission de bons offices de la Cédéao "posent les bases d'une solution appropriée".

Cette mission avait évoqué la "nécessité" de mettre en place un "gouvernement consensuel d'union nationale". Elle prônait l'organisation de législatives partielles dans des circonscriptions dont la Cour constitutionnelle a invalidé les résultats après les élections de mars-avril. Des tensions se sont intensifiées à Bamako depuis les législatives de mars-avril.

Une "coalition hétéroclite de leaders religieux, de personnalités du monde politique et de la société civile" s'est agglomérée autour de l'imam Dicko pour "porter la protestation". Le mouvement de contestation réclame "la dissolution du Parlement, la formation d'un gouvernement de transition dont il désignerait le Premier ministre, ainsi que le remplacement des neuf membres de la Cour constitutionnelle", accusée de "collusion avec le pouvoir". Samedi soir, le chef de l'Etat malien, Ibrahim Boubacar Keïta, a annoncé la dissolution de la Cour suprême. Certains des neuf membres de la Cour ont déjà démissionné. M. Keïta a aussi ouvert la voie à des législatives partielles là où la Cour a invalidé les résultats, suivant en cela les recommandations de la mission de bons offices des Etats ouest-africains.

RD CONGO

Manifestation à Kinshasa contre le choix d'un nouveau président de la Commission électorale

Des milliers de personnes se sont rassemblées lundi à Kinshasa en République démocratique du Congo (RDC) pour une marche interdite par les autorités contre le choix d'un nouveau président de la Commission électorale, quatre jours après des affrontements qui ont fait cinq morts, rapportent les médias.

Les manifestants ont envahi le boulevard Lumumba, en présence de l'ancien chef de guerre Jean-Pierre Bemba, un des leaders de l'opposition, selon les médias.

Ailleurs dans le pays, des rassemblements ont été dispersés à Bukavu (est) et Kananga (centre) à coup de gaz lacrymogènes, selon les mêmes sources.

Ces marches sont organisées pour protester contre le choix du nouveau président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), accusée par les opposants de "fraudes électorales à chaque scrutin".

La marche de lundi est organisée par la principale coalition des partis de l'opposition Lamuka. La manifestation a été "reportée" dans la deuxième ville Lubumbashi, ont indiqué les organisateurs, qui redoutent des incidents provoqués par des "infiltrés" pour mettre en cause un des leaders de Lamuka, Moïse Katumbi. Des marches semblables avaient été organisées jeudi par le parti présidentiel Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS). Cinq manifestants avaient alors été tués (deux à Kinshasa et trois à Lubumbashi), selon un bilan du ministre de l'Intérieur. De plus, 20 policiers ont été blessés à Kinshasa dont deux grièvement, selon ce même bilan qui ne confirme pas une rumeur assurant qu'un policier avait été lynché par la foule dans la capitale.

En Conseil des ministres, le président congolais, Félix Tshisekedi, a indiqué qu'il "peut comprendre" ces réactions face aux "irrégularités" dans le choix du nouveau président de la Commission électorale, mais qu'"il condamne" les violences. C'est le président qui doit valider en fine le choix du nouveau président de la Commission électorale. Il a été entériné par l'Assemblée nationale, sur proposition de la société civile. Les autorités justifient l'interdiction des marches par l'état d'urgence sanitaire face à la pandémie de Covid-19. Une troisième marche est prévue dimanche prochain à l'appel d'un collectif catholique et de mouvements citoyens.

APS

SAHARA OCCIDENTAL

Espagne : séville accueille une imposante manifestation de soutien au peuple sahraoui

Une imposante manifestation a été organisée à Séville, en Espagne, en soutien à la cause sahraouie et au droit du peuple sahraoui à l'indépendance, lors de laquelle les participants ont appelé l'Etat espagnol à assumer sa responsabilité historique vis-à-vis du Sahara occidental en tant qu'ancienne puissance coloniale.

Depuis Séville, capitale de la région autonome d'Andalousie (Espagne), un groupe de représentants politiques, membres de la société civile et des amis de la cause sahraouie ont réitéré leur engagement en faveur de l'indépendance du Sahara occidental, occupé par le Maroc depuis plus de 40 ans.

Dans un "manifeste" sanctionnant leur action de solidarité, les participants ont souligné l'urgence que le Conseil de sécurité des Nations Unies assume définitivement sa responsabilité liée à la défense et la protection des droits de l'Homme dans les territoires occupés du Sahara occidental".

"Nous exigeons que les passages à tabac de la population civile dans les territoires occupés cessent", lit-on dans le document.

Les auteurs du document exigent que "le Maroc quitte le Sahara occidental, cesse d'exploiter ses ressources naturelles et libère sans délai" les prisonniers politiques sahraouis.

Les signataires dénoncent en outre et rejettent les accords de pêche entre le Maroc et l'Union euro-



péenne (UE). Le document rappelle, à ce titre, la décision de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) qui avait statué en février 2018 que l'accord de pêche UE-Maroc n'est pas applicable au Sahara occidental.

De ce fait, soutient-on : "Le Maroc ne peut inclure les eaux sahraouies dans aucun accord sur leur exploitation comme s'ils faisaient partie de son territoire, et l'Union européenne ne peut pas non plus signer de traités à leur sujet".

"Les zones de pêche sahraouies ne sont pas des eaux marocaines, leurs seuls administrateurs légitimes sont les représentants politiques

sahraouis", insiste-t-on, exigeant de l'UE de "prendre les mesures nécessaires pour qu'aucun produit du Sahara occidental ne fasse partie des accords et traités commerciaux avec le Maroc".

Sur un autre chapitre, les participants à la manifestation soulignent l'importance que "le gouvernement espagnol agisse une fois pour toutes sur la question inachevée de la décolonisation du Sahara occidental et empêche ainsi que ne se produisent des choses qui n'attendent pas seulement à la loi, à la justice d'une personne ou d'un peuple, mais qui entraînent l'Etat dans des positions d'indignité diffi-

lement compatibles avec une société moderne".

"Nous exigeons que le gouvernement espagnol assume sa responsabilité politique et historique, afin que les Sahraouis retournent dans leur pays, le Sahara occidental", soulignent-ils, rappelant que "l'autodétermination est en suspens depuis plus de quarante ans".

L'organisation d'un référendum ne peut être prolongée dans le temps sans avoir un horizon en vue".

La manifestation s'est tenue dans le cadre des actions de soutien annuelles initiées par le mouvement andalou de solidarité avec le peuple sahraoui.

TUNISIE

Ennahdha charge Ghannouchi d'entamer des négociations pour une nouvelle formation gouvernementale

Le Conseil de la Choura du mouvement Ennahdha a décidé, lors de sa 41e session tenue dimanche à Tunis, de charger le président du mouvement, Rached Ghannouchi, d'entamer les négociations et les concertations nécessaires avec le président de la République, les partis politiques et les forces politiques et sociales "afin de décider d'une nouvelle formation gouvernementale", rapporte l'agence TAP.

Dans une déclaration à l'agence TAP, Imed Khémiri, porte-parole du mouvement Ennahdha, a estimé que cette nouvelle formation gouvernementale est "de nature à mettre fin à la crise politique actuelle, aggravée par la situation économique et sociale générée par la pandémie de Coronavirus et par l'éventuelle implication du chef du gouvernement, Elyes Fakhfakh, dans une affaire de conflit d'intérêts". "Chercher à forer une nouvelle équipe gouvernementale représente la nouvelle position d'Ennahdha à l'égard des conséquences de la pandémie", déclare Khémiri, estimant que la situation générale



en Tunisie ne peut plus supporter davantage de lenteur. Khémiri a, sur un autre plan, indiqué que la réunion du Conseil de la Choura intervient suite à la demande du bureau exécutif de reconsidérer la position du mouvement à l'égard du gouvernement et de la coalition au pouvoir qui en fait partie.

Les travaux de la 41e session du Conseil de la Choura du mouvement Ennahdha (54 députés) se poursuivent. Les débats sont axés sur un point bien défini: "continuer de soutenir le gouvernement Fakhfakh ou opter pour un retrait de confiance de celui-ci, face à la polémique suscitée par l'affaire de conflit d'intérêts à laquelle Fakh-

fakh fait face". Ennahdha devrait organiser, lundi une conférence de presse pour annoncer sa position définitive du gouvernement Fakhfakh.

Le mouvement Ennahdha avait fait part, dans une déclaration le 5 juillet, de sa préoccupation à l'égard de "l'état de désintégration" que connaît la coalition gouvernementale et l'absence de "la solidarité requise". Il s'est, aussi, dit préoccupé par les tentatives de certains de ses partenaires, dans plusieurs occasions, "de prendre le mouvement pour cible et de s'aligner avec les forces d'extrémisme politique pour faire passer des choix parlementaires suspects".

PALESTINE

Cisjordanie occupée : des dizaines d'oliviers détruits par des colons à El Khalil

Des colons israéliens ont détruit lundi 70 oliviers dans le nord-est d'El Khalil en Cisjordanie occupée, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa.

"Des dizaines de colons ont coupé ces oliviers qui ont plus de 20 ans, a précisé l'agence. Le propriétaire de ces oliviers et des terres palestiniennes dans la région a indiqué que ces agressions se sont répétées durant les dernières années dans une tentative de saisir ses terres par les colons israéliens.

Il a appelé les institutions nationales, juridiques et internationales à "intervenir immédiatement pour mettre fin à ces pratiques".

La violence des colons contre les Palestiniens et leurs biens est courante en Cisjordanie occupée, dont notamment des incendies de biens et de mosquées, des jets de pierres, le déracinement des cultures et des oliviers et des attaques contre des habitations.



JORDANIE

La pandémie de coronavirus "sous contrôle", selon le roi Abdallah II

La pandémie de nouveau coronavirus est "sous contrôle" en Jordanie, a déclaré dimanche le roi Abdallah II, estimant que le pays devait désormais donner la priorité à la reprise économique.

"Nous avons géré avec succès le coronavirus, qui est aujourd'hui sous contrôle en Jordanie", a-t-il affirmé lors d'une réunion dimanche avec de hauts responsables.

"Mais comme tous les pays du monde, nous en avons payé le prix économique, et il est temps de se concentrer (...) sur la situation économique", a-t-il déclaré,

selon un communiqué du palais. La Jordanie, dont le taux de chômage a atteint 19,3% dans le royaume au premier trimestre 2020, "sortira plus forte (de la crise) comparé à d'autres pays de la région", a-t-il assuré.

Le royaume continue de rapporter presque quotidiennement de nouveaux cas, que ce soit des Jordaniens ou des étrangers entrés sur le territoire.

Les autorités ont rapporté officiellement 1.179 infections au total, dont 10 décès, et imposé un couvre-feu strict contre la propagation du nouveau coronavirus,

avant d'alléger ces mesures début juin.

Les consignes de distanciation physique sont cependant maintenues et le port du masque reste obligatoire dans la plupart des lieux publics.

Les voyageurs arrivant en Jordanie doivent porter un bracelet électronique pour vérifier qu'ils respectent bien leur période de quarantaine.

La Jordanie accueille en temps normal cinq millions de touristes par an, notamment sur le site de la célèbre cité antique de Petra (sud) et dans le désert du Wadi Rum (sud).

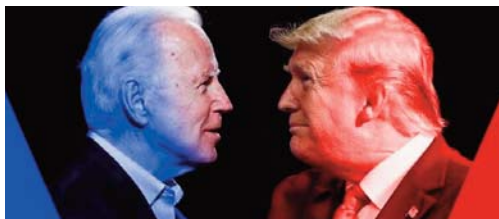
USA

Biden devance Trump en Floride, les deux candidats ex-aequo au Texas et en Arizona

Le candidat démocrate présumé à la présidentielle, Joe Biden, devance le président Donald Trump en Floride, selon un nouveau sondage, et est ex-aequo avec le président dans deux autres Etats cruciaux de la présidentielle que Trump avait remportés en 2016: l'Arizona et le Texas.

Biden détient une avance de 6 points sur Trump en Floride, selon le sondage CBS News publié dimanche.

L'ancien vice-président est ainsi accrédité de 48% des intentions de vote, contre 42% pour Trump dans le Sunshine State. Au Texas, les deux can-



didats sont en situation de quasi égalité avec Trump à 46% et Biden à 45%.

Ils sont également à égalité en Arizona avec 46% chacun.

Cette enquête a été réalisée au moment où ces trois Etats subissent une flambée des in-

fections au coronavirus. Le sondage a révélé que les électeurs les plus concernés par la COVID-19 étaient plus susceptibles de soutenir Biden.

Biden a reçu un soutien écrasant, à 72% en Arizona, 67% en Floride et 68% au

Texas, parmi les électeurs qui sont "très préoccupés" par la COVID-19, selon le même sondage. Le sondage a aussi révélé que Biden a plus de soutien parmi les électeurs probables que Trump dans chacun des trois Etats pivots.

Biden fait également mieux avec les femmes que la candidate démocrate à la présidentielle Hillary Clinton en 2016, a noté CBS.

Un autre sondage de Dallas Morning News/University of Texas publié le même jour donne 46% des intentions de vote à Biden au Texas contre 41% pour Trump.

ALLEMAGNE

Des dizaines de policiers déployés pour tenter de retrouver un fugitif armé

Plusieurs dizaines de policiers se sont déployés lundi en Allemagne pour la deuxième journée consécutive pour tenter de retrouver un fugitif armé caché dans la Forêt Noire et habillé d'un treillis, rapportent des médias.

La police locale d'Oppenau, dans le sud-ouest du pays, où les faits ont débuté dimanche matin, a diffusé lundi une photo du fugitif, un sans domicile fixe

armé d'un arc, d'un couteau et d'une ou plusieurs armes à feu, connu des forces de l'ordre pour divers délits de "port d'armes illégal et conflits avec les forces de l'ordre".

L'homme a réussi dimanche à désarmer une patrouille de police venu le déloger d'un abri de fortune où il avait été aperçu. Mais il a réussi à désarmer les agents et à s'enfuir dans la Forêt Noire,

où il est depuis recherché par une centaine d'agents, dont des forces spéciales, et des hélicoptères, selon les médias.

Lors de l'arrivée de la patrouille à son abri, "il a soudainement sorti une arme à feu et menacé les agents qui n'ont pas eu le temps de réagir", a indiqué la police, soulignant que l'homme avait "probablement" pris la fuite avec leurs armes de service.

POLOGNE

Le président Duda réélu

Le président sortant de Pologne, Andrzej Duda, a été réélu pour un nouveau mandat de cinq ans, a annoncé, lundi, la Commission électorale.

Après le dépouillement de 99,97% des bulletins, Andrzej Duda a obtenu 51,21% des voix, contre 48,79% pour son rival pro-européen et libéral, le maire de Varsovie Rafal Trzaskowski.

"Les résultats des cinq dernières circonscriptions que nous attendons encore ne changeront pas le résultat final des élections", a déclaré à la presse le chef de la Commission électorale, Sylwester Marciniak. Le résultat conforte la position du parti Droit et Justice (PiS), au pouvoir depuis 2015.

M. Duda est soutenu par le parti conservateur nationaliste PiS alors que le maire de Varsovie représente le principal parti d'opposition centriste Plateforme civique (PO), qui promettait d'améliorer les relations avec l'Union européenne tendues depuis l'arrivée du PiS au pouvoir.

ARMÉNIE

Affrontements à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan : quatre morts

Des affrontements aux tirs d'artillerie entre soldats azerbaïdjanais et arméniens, survenus lundi, pour la seconde journée consécutive à la frontière commune entre leurs deux pays ont fait quatre morts, selon les médias.

Trois soldats azerbaïdjanais ont été tués dimanche et un quatrième lundi dans la région de Tavouch, à la frontière entre les deux ex-républiques soviétiques, selon le ministère de la Défense de l'Azerbaïdjan.

De son côté, le ministère arménien de la Défense a indiqué que la partie azerbaïdjanaise avait "repris lundi matin ses tirs d'obus sur des positions arméniennes, après des premiers affrontements par artillerie interposée dans la journée et la nuit précédente", sans faire état de victimes de son côté.

Erevan et Bakou s'accusent mutuellement d'avoir déclenché ces hostilités.

Le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, a déclaré lors d'un Conseil des ministres que "les provocations ne resteront pas sans réponse" et son ministre de la Défense, David Tonoïan a prévenu que "ses forces étaient prêtes aussi à prendre des positions en territoire ennemi si nécessaire".

Une réunion de l'Organisation du traité de sécurité collective, un bloc dirigé par la Russie et auquel l'Arménie appartient, doit discuter lundi de ce regain de violences.

Le présidence azerbaïdjanaise a accusé dimanche Erevan de vouloir "entraîner (cette) alliance politico-militaire dans le conflit".

Le ministère turc des Affaires étrangères a exprimé, par ailleurs, son soutien à l'Azerbaïdjan, pays allié et turcophone.

"La Turquie va rester, avec tous ses moyens, au côté de l'Azerbaïdjan dans sa lutte pour préserver son intégrité territoriale", a-t-il dit.

COMMUNICATION

Belhimer : «les médias publics doivent se réorganiser de manière profonde»

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer a appelé les médias publics audiovisuels et écrits à s'organiser de "manière profonde" selon les nouvelles exigences qui impliquent leur modernisation et leur transformation en entreprises organisées en portails numériques offrant des produits variés.

"Les médias publics audiovisuels et écrits sont appelés à être réorganisés de manière profonde.

C'est l'époque qui l'exige et qui implique de les moderniser et de les transformer en entreprises organisées en portails numériques offrant des produits variés.

C'est-à-dire une offre basée sur le texte, le son et l'image, ce qui est une règle valable pour tout le monde : presse écrite imprimée, sites électroniques, radios et télévisions", a indiqué le ministre dans un entretien au quotidien la Sentinelle.

Il a affirmé que "cette évolution nécessaire est parfaitement conforme à la volonté et à la vision du Président de la République lui-même qui a fait de son 6ème engagement pour la fondation de la Nouvelle République un pilier essentiel".

"Sur la base de ce sixième engagement républicain, le chef de l'Etat, alors candidat libre de toute attache partisane à la magistrature suprême, a promis de s'investir pleinement pour l'avènement d'une presse libre et indépendante, respectueuse des règles du professionnalisme, de l'éthique et de la déontologie, érigée en vecteur de l'exercice démocratique et protégée de toute forme de dérive", a-t-il rappelé.

Interrogé sur un chantier de restructuration des groupes publics de communication, M. Belhimer a indiqué "qu'il n'est pas encore question d'un nouveau chantier de restructuration des groupes publics de communication qui aurait été lancé en bonne et due forme".

Pour lui, "il s'agit à l'heure actuelle de la nomination de nouveaux DG et PDG d'entreprises du secteur économique de la Communication.

Des responsables chargés d'assainir des sociétés assises actuellement sur des déséquilibres structurels, financiers et humains, et qui accumulent déficits de



tous genres et pertes d'argent".

"Ces nouveaux dirigeants sont chargés de la préparer à constituer à terme des groupes économiques autonomes sous l'égide du CPE, le Conseil des participations de l'Etat qui dépend du Premier ministre.

Sont ainsi concernés l'ANEP, les Imprimeries et les six titres de la presse écrite publique", a-t-il dit, tout en signalant, à ce propos, que le secteur de la Communication "est aujourd'hui le seul à ne pas avoir opéré cette mutation".

Il a expliqué qu'"une fois assainies, ces entreprises devraient se diversifier et produire de la richesse pour ne plus avoir à dépendre du budget du ministère de la Communication ou de la manne providentielle de l'ANEP qui maintient notamment les six journaux publics sous perfusion financière permanente". "En attendant, la publicité publique continuera effectivement à constituer l'essentiel des aides de l'Etat à la presse nationale dans son ensemble", a-t-il ajouté.

Le ministre a annoncé en outre la réactivation du Fonds d'aide à la presse, gelé en 2015. "Indépendamment des futurs ressources du Fonds d'aide à la presse qui a été gelé en 2015 et vu ses réserves transférées au Trésor Public.

Ce Fonds, et c'est là une vraie bonne nouvelle, a été réactivé sur décision du Premier ministre et à ma de-

mande", s'est-il félicité, indiquant que la presse "bénéficiera donc de deux sources de subvention directes ou indirectes, via l'ANEP et ce Fonds d'aide".

Sur le chantier de réformes relatif aux médias digitaux, il a annoncé qu'"un texte réglementaire, et non une loi, sera promulgué au sujet de la presse numérique dont nous voulons légaliser l'existence de fait, afin de lui permettre notamment de bénéficier légalement de la publicité et de tout autre forme d'aide publique à la presse", faisant savoir que "les observations et autres préconisations des professionnels ont été prises en compte dans leur ensemble". Interrogé sur les constats de dépassements de la part des chaînes de télévision offshore, M. Belhimer a indiqué que l'Autorité de régulation de la presse audiovisuelle (ARAV) et le ministère de la Communication avaient été contraints plus d'une fois à réagir pour rappeler à l'ordre certaines télévisions offshore pour les exhorter au respect de l'éthique, de la loi, de la vie privée et de l'honneur des personnes.

Il a rappelé, dans ce sens, que "faire preuve d'esprit de tolérance et d'ouverture n'est pas se montrer faible ou permissif à l'excès", faisant remarquer qu'"en cas de récidives et de dépassements intolérables, force restera donc à la loi et des mesures coercitives seraient prises certainement".

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DES RESSOURCES EN EAU DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU DE LA WILAYA D'ADRAR AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°11/2020

NIF : 099001019033631

Opération : Réalisation d'une Adduction pour le Ksar Oudghagh Commune Tinerkouk et Ksar Zaouiet Lahchef Commune Sali

Dans le cadre de l'opération de Réalisation d'une Adduction pour le Ksar Oudghagh Commune Tinerkouk et Ksar Zaouiet Lahchef Commune Sali, la direction des ressources en eau de la Wilaya d'Adrar lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales en vue de la réalisation du projet suivant :

- Lot N°05 : Achèvement de l'adduction pour ksar Oudghagh à partir du Nouveau champ captant Tinerkouk

Les soumissionnaires ayant :

- une qualification et de classification professionnelle en Hydraulique, catégorie Quatre (IV) ou plus, activité principale en cours de validité;
- réalisés durant les dix dernières années 3000 ml de conduite d' AEP;

et intéressés peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction des ressources en eau de la wilaya d'Adrar (bureau des marchés), Tél : 049/36-46-22 Fax :049/36-46-23.

Les soumissionnaires doivent joindre à leurs offres les documents légalisés, exigés par la réglementation en vigueur en trois (03) enveloppes :

1) Plis contenant dossier de candidature : contient :

- La déclaration de candidature dûment renseignée, cachetée, signée et datée ;
- La déclaration de probité dûment renseignée, signée, cachetée et datée ;
- Statut (en cas de société) ;
- Protocole d'accord pour les groupements momentanés d'entreprises en précisant le président du groupement
- Délégation de pouvoir (le cas échéant).
- Tout document permettant d'évaluer les capacités des soumissionnaires :

- a- Capacités professionnelles : Certificat de qualification et de classification professionnelle en Hydraulique, catégorie Quatre (IV) ou plus, activité principale,
- b- Capacités financières : moyens financiers justifiés par les attestations d'activités et les références bancaires (les Copies des attestations d'activités des 03 dernières années étagées par les comptes de Résultats, certifiées par un commissaire au compte agréé et visées par les services fiscaux Concernés).

c- Capacités techniques :

- Liste détaillée des moyens humains à utiliser pour le projet ;
- Liste détaillée des moyens matériels ;
- Liste des références professionnelles (Projets Réalisés) du soumissionnaire en matière de réalisation des travaux (Conduite d' AEP) réalisés durant les dix (10) dernières années, avec justification (les attestations de bonne exécution signées par les Services contractants) ;

L'ensemble des pièces énumérées, ci-dessus, devront être ensuite insérées dans une 1^{ère} enveloppe Cachetée sur laquelle seront portées les mentions suivantes :

Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n° 11/ 2020.

" Dossier de candidature "

2.) Plis contenant l'offre technique, contient :

- Instruction aux Soumissionnaires signée, cachetée et paraphée par le soumissionnaire
- La déclaration à souscrire dûment renseignée, signée, et cachetée ;
- Planning et Délai d'exécution
- La mémoire technique justificatif ;
- Liste des moyens matériels à mettre en œuvre au Chantier avec justification (carte grise + Assurances pour les moyens roulants, facture d'achat et PV de constant fait par un huissier pour les moyens non roulants);
- Liste des Moyens Humains à mettre en œuvre au Chantier avec justification (diplômes + Attestations d'Affiliation de la CNAS) ;
- Copie des attestations de bonnes exécutions (signées par les Services contractants) des projets similaires (Conduite d' AEP) réalisés durant les dix (10) dernières années.
- Le présent cahier des charges (CPS, CPC et CPT) dûment renseigné, paraphé, signé et cacheté aux endroits de signature du cocontractant avec la mention manuscrite « lu et accepté ».

L'ensemble des pièces énumérées, ci-dessus, devront être ensuite insérées dans une 2^{ème} enveloppe Cachetée sur laquelle seront portées les mentions suivantes :

Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n° 11/ 2020.

" Offre Technique "

3.) Plis contenant l'offre financière, contient :

- La lettre de soumission dûment renseignée, signée, cachetée et signée ;
- Le bardeau des prix unitaires soigneusement remplis, signé, cacheté et daté (BPU) ;
- Les détails quantitatifs et estimatifs soigneusement remplis, signé, cacheté et daté (DQE)

L'ensemble des pièces énumérées, ci-dessus, devront être ensuite insérées dans une 3^{ème} enveloppe, Cachetée sur laquelle seront portées les mentions, ci-après :

Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n° 11/ 2020.

" Offre Financière "

Les trois enveloppes seront introduites dans une enveloppe extérieure anonyme ne portant que les mentions :

« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°11/2020 »

Opération :

Réalisation d'une Adduction pour le Ksar Oudghagh Commune Tinerkouk et Ksar Zaouiet Lahchef Commune Sali

Projet:

Lot N°05 : Achèvement de l'adduction pour ksar Oudghagh à partir du Nouveau champ captant Tinerkouk

(À ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres)

Les offres seront déposées au bureau du secrétariat du service contractant à l'adresse ci-dessus.

à Monsieur :

Le directeur des ressources en eau de la wilaya d'Adrar (secrétariat).

Route de l'ancien Aéroport - Adrar

Tél 049/36/46/22 Fax 049/36-46-23.

Le délai de préparation des offres est fixé à vingt un (21) jours à compter du premier jour de la publication de l'avis d'appel d'offres aux quotidiens nationaux et/ou au bulletin officiel de l'opérateur public (BOMOP). La date et l'heure limite du dépôt des offres est fixé au vingt unième (21ème) jour de la durée de préparation des offres du 08h :00 matin au midi (12h00).

Ouverture des offres technique et financière :

L'ouverture des plis se déroulera en séance publique au siège de la direction des ressources en eau de la wilaya d'Adrar (salle de réunion) au même jour du dépôt des offres à 14h : 30, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, l'ouverture aura lieu le jour ouvrable qui suit à la même heure.

Cet avis sera considéré comme une invitation aux soumissionnaires pour assister à la séance d'ouverture des plis techniques et financiers.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours en plus de la durée de préparation des offres à compter de la 1ère publication de l'avis dans la presse sur quotidiens nationaux et BOMOP.

DÉCÈS

L'acteur Abdelkader Boudjadja n'est plus

L'acteur algérien Abdelkader Boudjadja est décédé dimanche à Alger à l'âge de 76 ans des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de l'Association cinématographique "Adwaa" (Lumières). Le défunt a entamé sa carrière d'acteur dans les années soixante à la Radio, avant de passer à la Télévision puis au cinéma. Il était surtout connu pour sa participation à des œuvres religieuses ramadanesques et sa passion pour l'histoire islamique. L'artiste a par-

ticipé à plusieurs films de cinéma, des téléfilms et des films documentaires, notamment "Hanine" (Nostalgie), les feuilletons sur "Ahmed Bey" et "Aïssat Idir" et "Dhakirat Al-Jasad" (Mémoires de la chair) et le film documentaire sur "Sidi Boumediene". Membre actif de l'Association cinématographique "Adwaa", le défunt a également travaillé comme relecteur-correcteur sur plusieurs productions.

APS

UNIVERSITÉ DE SÉTIF-COVID-19 Conception et réalisation d'un appareil d'assistance respiratoire d'urgence pareil d'aide à la respiration d'urgence

L'université Farhat Abbas de Sétif a pu concevoir et réaliser un appareil médical d'assistance respiratoire d'urgence, actuellement en attente d'homologation par les services compétents, a-t-on appris dimanche, du recteur de l'université le professeur, Abdelkrim Beniaïche.



Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la contribution de l'université de Sétif aux efforts nationaux de lutte contre le coronavirus (Covid-19) et la détermination de l'université à mobiliser ses moyens et ses compétences dans cette conjoncture sanitaire actuelle pour contribuer aux efforts déployés pour endiguer la propagation de l'épidémie", a précisé le même responsable, au cours d'une conférence de presse consacrée à la présentation du bilan des contributions de cette université au processus national de lutte contre la Covid-19.

Cet appareil conçu et fabriqué, dans le cadre d'un partenariat entre l'université Ferhat Abbas et une expertise étrangère, est destiné aux malades souffrant de complications respiratoires par mi les cas atteints du coronavirus, a souligné le même responsable, précisant que l'appareil, après réglage, dotera les poumons en oxygène sans avoir besoin de l'intervention de l'infirmier ou de l'agent de réanimation".

Cet appareil peut être utilisé en cas de saturation des appareils de respiration et de réanimation intelligents utilisés actuellement dans les hôpitaux pour réanimer le malade souffrant de complications sanitaires et difficultés respiratoires causés par le coronavirus, selon le professeur Beniaïche.

Le même responsable a fait part de la constitution d'un "groupe composé de chercheurs, médecins et spécialistes de l'université de Sétif et d'ailleurs chargé de développer cet appareil du point de vue mécanique, électronique et programmation, en plus d'un autre groupe scientifique de consultation scientifique".

Cette initiative "d'urgence" proposée par l'université de Sétif en cette période de crise sanitaire

"reflète la qualité des compétences que comprennent l'université qui œuvre encore une fois à démontrer qu'elle (l'université) est un établissement de proximité qui s'intéresse aux préoccupations de la société et participe activement aux efforts nationaux de lutte contre cette épidémie", selon le même responsable.

Cette initiative vient s'ajouter à d'autres menées par l'université de Sétif dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, comme la production de 34.000 flacons de gel hydro alcoolique par le laboratoire de pharmacie galénique de la faculté de médecine et de l'éthanol fabriqué localement par un groupe d'enseignants et chercheurs de la faculté des sciences de la nature et de la vie à partir de matières premières locales, a ajouté le même responsable.

Aussi, plus de 20.000 visières ont été également fabriquées et distribués au profit de différents établissements de santé et employés de l'université, a encore souligné le même responsable, faisant état également de la conception et la fabrication d'adaptateurs de masques de réanimation médicale pour les services de réanimation de la wilaya.

L'unité de recherche nanoscience et nanotechnologie (URNN) de Sétif a confectionné un gant désinfecteur des surfaces touchées du coronavirus et réducteur du risque des contaminations, a ajouté le même responsable, précisant que ce gant fait l'objet de dépôt de brevet auprès de l'Institut national de propriété industrielle (INPI).

L'URNN a également développé un modèle mathématique pour l'estimation du risque de contamination par wilaya en période de déconfinement et une application mobile gratuite pour la prévision du risque de conta-

mination par rapport à la densité effective de la population, a-t-on indiqué.

Parallèlement, une équipe de chercheurs des sciences de la nature et de la vie a réussi à extraire 3 molécules dont la quercétine, flavonoïde hespéridine et silymarine disposant d'activité biologiques anti-covid, selon le même responsable.

L'université de Sétif se projette déjà dans l'après coronavirus à travers la création de "pôles technologiques avec le Groupement Algeria Corporate Universities (GACU) relevant du ministère de l'Industrie, la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT) et l'université Farhat Abbas", selon le même responsable.

Selon le professeur Beniaïche, le staff de l'université de Sétif, mobilisé depuis mars dernier, date de l'apparition en Algérie de cette épidémie, n'a pas cessé d'étudier les meilleures solutions et moyens pour lutter contre le coronavirus.

PUBLICITÉ EN LIGNE

Le parti travailliste britannique se joint au boycott publicitaire de Facebook

Le parti travailliste britannique a décidé de se joindre au boycott publicitaire lancé contre Facebook pour exiger du réseau social qu'il fasse davantage pour lutter contre les contenus haineux, a annoncé dimanche l'une de ses responsables. "Tous les députés du parti travailliste utilisent Facebook pour faire passer notre message", a déclaré Rachel Reeves sur la BBC, "mais ce que nous ne faisons plus pour le moment, c'est la publicité sur Facebook". Selon le Sunday Times, le chef du parti travailliste Keir Starmer a décidé de mettre en place un "boycott total" de la publicité de la formation politique

TAXE GAFA

Les US annoncent des droits de douane supplémentaires sur les produits français

Les Etats-Unis ont annoncé en fin de semaine leur intention d'appliquer des taxes supplémentaires de 25% à une gamme de produits français, tels que cosmétiques et sacs à main, évaluée à 1,3 milliards de dollars (1,1 milliards d'euros) en réponse à la taxe française sur le numérique, tout en repoussant leur entrée en vigueur de 180 jours pour "laisser la place aux négociations".

La France a instauré l'an dernier sa propre taxe sur les bénéfices des entreprises du numérique, mais sa perception a été suspendue jusqu'à la fin 2020, dans l'attente d'un accord international sous l'égide de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

L'OCDE a annoncé en mai que la crise du coronavirus avait ralenti les discussions et qu'un "processus par étapes" pourrait être nécessaire, mais le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, a décidé en juin de quitter la table des négociations, en dénonçant le manque de résultats.

Bruno Le Maire, ministre français de l'Economie, des Finances et de la Relance, s'est entretenu vendredi avec Steven Mnuchin et Robert Lighthizer, le rep représentant américain au Commerce.

"La seule issue par le haut est un accord à l'OCDE pour une solution internationale", dit-on dans l'entourage du ministre.

"Nous voulons une solution internationale et appelons les Etats-Unis à continuer la négociation à l'OCDE sur la taxation des géants du numérique, sachant qu'une très large majorité d'Etats de l'OCDE sont favorables à la proposition qui est sur la table", rappelle par ailleurs la France dans un communiqué.

"En tout état de cause, s'il n'y avait pas de solution internationale qui se dégageait à la fin de l'année 2020, comme nous l'avons toujours indiqué, nous appliquerions notre taxe nationale en France (qui a été perçue en 2019 déjà) comme d'ailleurs beaucoup d'autres Etats européens", ajoute-t-il.

IRAN

L'aviation de l'armée de terre bientôt dotée de nouveaux missiles d'une portée de 100 km

Les forces aériennes de l'armée de Terre iranienne seront bientôt équipées de missiles dont les portées seront de 20 km et 100 km, a annoncé dimanche le commandant Iran/armée/équipement en chef, Youssef Ghorbani.

"Nous aurons bientôt des missiles d'une portée de 100 km", a déclaré le commandant en chef des forces aériennes de l'armée de Terre iranien, ajoutant que "les missiles de huit kilomètres et demi ont obtenu d'excellents résultats, et j'espère que nous aurons bientôt des missiles d'une portée de 20 et 100 kilomètres".

"Tire et oublie" est la traduction de l'anglais "Fire and forget" pour désigner un missile de troisième génération dont le guidage après lancement ne requiert plus l'intervention du servent de la plate-forme de tir. C'est donc un missile autonome après lancement.



sur Facebook en solidarité avec le mouvement "Black lives matter". Selon le journal, le parti a dépensé plus d'1,2 million de livres en publicités sur le réseau social lors de la dernière campagne pour les législatives du 12

décembre dernier. Il s'agit d'une manière de "mettre la pression sur Facebook" pour que le réseau social fasse davantage contre "délinquance et discours haineux", a déclaré Rachel Reeves.

TENNIS

Berettini remporte la 1^{ère} édition de l'UTS face à Tsitsipas

L'Italien Matteo Berettini a battu le Grec Stephanos Tsitsipas en finale de la première édition de l'Ultimate Tennis Showdown, dimanche à Biot, près de Cannes (sud-est de la France).

Contre toute attente, le grec classé 6^e à l'ATP, et tête d'affiche de ce tournoi d'un nouveau genre imaginé par son entraîneur, le Français Patrick Mouratoglou, s'est incliné face au 8^e meilleur joueur mondial à l'issue d'une mort subite, comme le veulent les règles de l'UTS lorsque deux joueurs remportent chacun deux quarts-temps.

Celui que les organisateurs de la compétition avaient surnommé "le Dieu grec" a laissé échapper les deux premiers quarts temps, avant de revenir sur "le Marteau" italien.

Mais le Romain, qui avait disposé de Richard Gasquet en demi-finale sur le score de 3 quart-temps à 2 (24-8, 12-14, 16-12, 10-13, 2-1), a su concrétiser sa deuxième balle de match pour remporter cette toute première édition d'un tennis qui se veut plus moderne avec des règles innovantes.

Joué à huis clos, à Biot (sud-est de la France) l'Ultimate Tennis Showdown (UTS) a pour objectif, selon ses organisateurs, de capter un jeune public qui ne connaît pas forcément le tennis mais qui est accro aux écrans, en utilisant les codes du e-sport et des formats courts diffusés sur les plate-formes internet.

Un match se déroulait en une succession de quatre quart-temps de 10 minutes, chaque quart-temps étant en réalité un compte à rebours à l'issue duquel le joueur qui a marqué le plus de points remporte la séquence.

Les joueurs avaient 15 secondes pour servir, et échangeaient à chaque pause avec leurs coaches ou avec des commentateurs via des casques équipés de micros, donnant l'occasion aux téléspectateurs d'entendre leurs dialogues.

En cas d'égalité lors de la finale c'est le format de la mort subite (deux points gagnants consécutifs) qui a été retenu.

En outre, un peu comme dans certains jeux de société familiaux, des cartes bonus venaient aussi pimenter la rencontre.

Avant la partie, chaque joueur pouvait choisir quatre "jokers" parmi sept disponibles, et c'est à l'entraîneur du joueur de les jouer au bon moment.

Une carte pourra par exemple empêcher un adversaire d'avoir un deuxième service ou bien donner trois services au lieu de deux à son propriétaire.

A terme, Patrick Mouratoglou espère faire de l'UTS une "2^e ligue de tennis", en parallèle du circuit professionnel ATP avec lequel il assure ne pas vouloir entrer en concurrence.

"Je ne dis pas qu'il faut changer le tennis, mais apporter une 2^e ligue, plus moderne, pour une autre clientèle", expliquait avant le tournoi le Français, entraîneur de Serena Williams.

APS

HANDISPORT

«La reprise des entraînements doit être minutieusement préparée»

Les athlètes algériens des sports individuels, qualifiés aux Jeux Paralympiques de Tokyo-2020 et ceux en voie de qualification, ont été autorisés à reprendre les entraînements mais cela "doit se faire progressivement et sous conditions", a indiqué la Fédération algérienne handisport (FAH).

Dans une note adressée jeudi aux fédérations nationales possédant des athlètes "qualifiés et qualifiables" aux prochains Jeux de Tokyo, reportés à l'été 2021 en raison de la pandémie de coronavirus, le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a autorisé leurs athlètes à reprendre les entraînements "avec le strict respect des mesures de protection", mettant un terme à plus de quatre mois d'inactivité suite à la fermeture des infrastructures sportives.

"On se réjouit de cette décision qui vient soulager quelque peu nos athlètes qualifiés et ceux en voie de qualification pour les Jeux Paralympiques de Tokyo", a réagi le président de la FAH, Mohamed Hacheffa, estimant néanmoins que cette reprise doit se faire "en douceur et selon les conditions requises, à savoir le respect total du protocole sanitaire et le contrôle médical de toutes les personnes concernées".

Personne ne peut nier le fait que l'arrêt des activités pour plus de quatre mois, suivi du report d'une année de rendez-vous paralympique, a énormément affecté non seulement le physique des athlètes, mais aussi leur moral.



Une reprise "sérieuse" des entraînements est devenue plus que nécessaire, selon l'avis des techniciens, mais elle exige "une feuille de route bien étudiée et ficelée par les différentes parties", à savoir la Direction technique avec les entraîneurs nationaux et surtout le staff médical qui doit accompagner l'opération.

A cet effet, une réunion de travail regroupant le médecin fédéral, le directeur technique national et le président de la FAH s'est tenue dimanche.

Il était question de discuter du protocole sanitaire exposé par le médecin fédéral, Abder-

rahmane Ghlaïmi. "Avant de permettre une reprise des entraînements, une batterie de tests doivent être effectués sur l'athlète en raison de la longue période d'inactivité mais aussi de la pandémie de Covid-19", a expliqué à l'APS le docteur Ghlaïmi Le MJS avait invité le Centre national de médecine du sport (CNMS) à mettre en oeuvre le protocole sanitaire relatif aux athlètes suscités, en coordination avec le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19.

De son côté, Mohamed Hacheffa a appelé à la désinfection

"obligatoire" des différentes infrastructures devant accueillir les athlètes, lesquels doivent respecter les mesures de prévention durant les entraînements.

La fédération songe même à engager un psychologue afin d'aider les athlètes avant de reprendre le travail physique.

Avant l'interruption des qualifications pour les Jeux Paralympiques, le handisport algérien avait réussi à qualifier 15 athlètes en sports individuels (14 en athlétisme et 1 en powerlifting), sans oublier les sélections (messieurs et dames) de goal-ball et handi-basket. Si la reprise des entraînements des athlètes des disciplines individuelles est actée, celle des sports collectifs a été renvoyée aux calendes grecques.

Une situation que les entraîneurs et joueurs de handi-basket et goal-ball ont déploré d'autant plus qu'ils sont aussi concernés par la préparation des Jeux de Tokyo.

"On ne sait pas quel est le sort réservé à nos sélections de sports collectifs, qualifiées aussi aux Joutes de Tokyo.

On va poser ce problème à la tutelle et on s'en tiendra à sa décision", a souligné le président de la FAH.

BASKET / CHAMPIONNAT DE TUNISIE (PLAY-OFFS)

Reprise de la compétition mercredi

Le championnat tunisien de basket-ball, suspendu depuis mars dernier en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), reprendra ses droits mercredi avec au programme les demi-finales aller des play-offs. L'ES Radès re-

cevra Dahlia Gromballia sport à partir de 17h45 et l'US Monastir sera l'hôte de la JS Kairouan à partir de 20h00. Les demi-finales retour se dérouleront le 22 juillet et en cas d'égalité, un match décisif (la belle) est programmé pour le 25 juillet.

La finale aller est fixée au 8 août et la manche retour au 12 du même mois. Outre le basket-ball, la Ligue 1 tunisienne de football sera également concernée par la reprise, prévue le 2 août prochain et devant se clôturer le 20 septembre.

MOTO GP / TRANSFERT

Espargaro chez Honda et Marquez chez LCR

L'équipe Honda a annoncé lundi la signature du pilote espagnol Pol Espargaro, dont le compatriote Alex Marquez est allé rejoindre la formation Satellite LCR, au moment où l'Italien Franco Morbidelli a été prolongé chez Yamaha-SRT, ont également annoncé leurs équipes respectives.

Pol Espargaro, actuellement chez KTM, "rejoindra l'équipe Respol Honda (l'écurie officielle de la marque japonaise, ndr) avec un contrat de deux ans, pour 2021 et 2022", est-il précisé sur le compte Twitter de l'écurie.

Il remplacera Alex Marquez, transféré vers l'équipe satellite

LCR en 2021 et 2022, au sein de laquelle il pilotera toutefois "une moto d'usine", la même qu'Espargaro et son grand frère Marc Marquez, l'autre pilote officiel Honda, engagé jusqu'en 2024, alors que chez Honda-LCR, Alex Marquez prendra le guidon, qui jusque-là avait été confié au Britan-

nique Cal Crutchlow. Retardé par la pandémie du nouveau coronavirus, la saison 2020 de MotoGP débutera par deux Grands Prix à Jerez de la Frontera, en Espagne, les 19 et 26 juillet. Malgré cela, quinze des vingt-deux guidons à pourvoir pour 2021 ont déjà été attribués.

DOPAGE

UK Sport dément avoir utilisé des sportifs comme cobayes aux JO de Londres

UK Sport, l'instance suprême du sport au Royaume-Uni, n'a pas mis des sportifs en danger en leur faisant tester une substance expérimentale en amont des Jeux olympiques de Londres en 2012, a-t-elle réagi dimanche à un article du Daily Mail.

Selon l'édition dominicale du tabloïd britannique, de l'argent public a été utilisé pour administrer à 91 sportifs, dans huit sports, une boisson énergétique appelée DeltaG, alors sans garantie que cette substance ne produirait pas d'effets secondaires ou n'entraînerait pas de contrôles antidopage positifs.

Les sportifs auraient même signé des décharges pour éviter que UK Sport soit mise en cause et ils se seraient aussi en-

gagés à ne pas parler en public de ce projet.

Ce produit aurait originellement été destiné à alimenter les forces spéciales britanniques, au niveau militaire, afin de leur permettre d'évaluer derrière les lignes ennemies en ayant besoin de moins d'alimentation. UK Sport a réagi en expliquant qu'elle avait consulté l'Agence mondiale antidopage (AMA) et les autorités britanniques de lutte contre le dopage pour s'assurer que ce produit respectait les règles en vigueur et ne mettait pas en danger les sportifs.

Team GB a remporté 29 médailles d'or aux Jeux de Londres et terminé troisième au tableau des médailles. "UK Sport ne finance pas des projets de recherche destinés

à donner à nos équipes nationales un avantage en performance au dépens du bien-être des athlètes", explique UK Sport dans un communiqué.

Elle ajoute que des décharges de responsabilité et des engagements de discrétion sont une pratique courante pour ce genre d'essais.

Selon l'enquête du Mail on Sunday, 40% des sportifs ayant testé ce produit ont été victimes d'effets secondaires au niveau gastro-intestinal. Sur les 91 sportifs sélectionnés, 28 ont arrêté le test pour cette raison-là, puis 24 autres se sont retirés du programme parce qu'ils estimaient que ce produit ne leur apportait aucun avantage.

ANGLETERRE (DIV.2) CLASSEMENT DES BUTEURS Benrahma (17 buts) remonte à la 6^e place

L'attaquant international algérien de Brentford Saïd Benrahma, auteur samedi d'un doublé avec son club Brentford, victorieux 3-1 sur le terrain de Derby County en match comptant pour la 43^e journée de Championship (2^e div. anglaise de football), occupe désormais la 6^e place avec un total de 17 buts, à l'issue de cette journée clôturée dimanche.

Le goleador de Brentford crache le feu depuis quelques journées en inscrivant pas moins de 7 buts dont un triplé, lors des quatre dernières sorties de son club Brentford, qui a enregistré hier son 7^e succès consécutif, et qui vise l'accession directe en Premier League, et cela à trois journées de la fin du championnat.

Avec 17 buts et 9 offrandes depuis le début de la saison, l'enfant d'Ain-Témouchent est désormais 6^e du classement des buteurs, dont le podium est occupé par Aleksandar Mitrovic (Fulham) et son co-équipier du club, Ollie Watkins (24 buts pour chacun) et Lewis Grabban (Nottingham Forest) 20 buts.

À l'issue de la 43^e journée, Brentford est bien placé dans la course à l'accession en occupant la 3^e place avec 78 pts, derrière le leader Leeds (84 pts) et West Bromwich



Albion (81 pts). À l'issue du championnat, les deux premières équipes iront directement au palier supérieur, alors que les 3^e, 4^e, 5^e et 6^e joueront les play-offs d'accession pour l'élite.

À Brentford avec lequel son contrat court jusqu'en 2022, le jeune international

algérien est devenu l'une des pièces maîtresses du Onze entrant, contribuant grandement à la 3^e place que son équipe occupe en Championship. L'attaquant algérien (25 ans) continue d'attirer les convoitises des grands clubs anglais dont Arsenal, Chelsea et Manchester United, dési-

reux de s'attacher ses services lors du prochain mercato estival. Arsenal, Leicester City ou encore Aston Villa sont aussi intéressés par son profil. D'après plusieurs indiscretions, Brentford demandera "au moins" 20 millions d'euros pour céder le joueur algérien.

La DTN organisera des stages de formation pour l'obtention des licences CAF A et CAF B (FAF)

La Direction technique nationale (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF), en collaboration avec la Confédération africaine (CAF), organisera des stages de formation pour l'obtention des licences CAF A et CAF B d'entraîneurs pour la saison 2020-2021, rapporte dimanche l'instance fédérale sur son site.

Les sessions de formation comprendront 25 stagiaires maximum pour la licence CAF A et 30 maximum pour la licence CAF B, et ce, conformément aux directives de la CAF "Convention

Coaching", précise la même source, sans dévoiler la date du début des stages.

Parmi les conditions exigées pour postuler aux deux licences, la nécessité de "cumuler trois saisons d'activité durant les cinq dernières années".

"Toute fausse déclaration ou falsification des données ou documents entraînera non seulement le rejet de la candidature, mais également des poursuites pénales



et une suspension selon la réglementation", prévient la FAF.

PREMIER LEAGUE

Le 5^e n'est plus qualifié en Ligue des champions

L'annulation de la suspension de Manchester City pour deux ans de toutes compétitions européennes, lundi par le Tribunal arbitral du sport, va priver le cinquième du Championnat d'Angleterre d'une place automatique parmi les 32 qualifiés pour la phase de groupes 2020-2021 que lui aurait à l'inverse

garanti le maintien de la sanction par le TAS.

Le seul cas où le titulaire de cette place (Manchester United avant son match contre Southampton ce lundi soir) pourrait être invité au festin européen la saison prochaine, serait celui où Manchester City, actuel 2^e de la Premier League, gagnerait

le trophée aux grandes oreilles à l'issue du "Final 8" de la C1, du 12 au 23 août à Lisbonne.

Sinon, les quatre premiers du Championnat (Liverpool, Manchester City, Chelsea et Leicester à ce stade) seraient qualifiés, comme d'habitude, comme le seront les quatre premiers en Espagne, en Al-

lemagne et en Italie. L'Angleterre pourrait quand même avoir un 5^e club en Ligue des champions la saison prochaine si Manchester United ne termine pas dans le "Big Four" mais remporte la Ligue Europa, son vainqueur étant directement qualifié pour la C1.

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE

Le Cameroun renonce officiellement à abriter le "Final Four"

Le président de la Fédération camerounaise de football (Fécafoot), Seidou Mbombo Njoya, a annoncé lundi la décision du gouvernement de son pays de ne pas donner son accord pour abriter les demi-finales et finale de la Ligue des champions en septembre prochain sous la formule d'un "Final Four", en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19). "En ma qualité de président de la Fécafoot, j'ai saisi la Confédération africaine de football (CAF) à propos de l'organisation du Final Four, qui devait se jouer au stade Japoma de Douala. J'ai fait connaître à la CAF que le gouvernement n'a pas donné son accord pour l'accueil de cette pres-

tigieuse compétition en raison des risques sanitaires liés au Covid-19, et les incertitudes à court terme de cette pandémie", a indiqué Seidou Mbombo Njoya lors d'un point de presse tenu à Douala. Le 30 juin, à l'issue de son comité exécutif, la CAF annonçait que les demi-finales et finale de la Ligue des champions, perturbées par la pandémie de coronavirus, se tiendront sous la forme d'un "Final Four" au mois de septembre. Si le communiqué officiel de l'instance se gardait bien de mentionner le nom du pays-hôte qui doit accueillir ce tournoi, le président Ahmad Ahmad, lui, avait évoqué ensuite en conférence de presse le Cameroun et

le Stade Japoma comme le lieu où doit se dérouler le "Final Four". Selon la presse égyptienne, le ministère de la Jeunesse et des Sports de son pays a autorisé la Fédération de football à déposer sa candidature pour l'organisation des demi-finales et finale de la Ligue africaine des champions. Seulement, le souhait des Égyptiens pourrait se heurter à la présence de deux clubs du pays encore en lice, le Zamalek (contre le Raja Casablanca) et Al-Ahly (face au Wydad Casablanca). Concernant le "Final Four" de la Coupe de la Confédération, l'instance continentale avait déjà annoncé qu'il se jouait au stade Moulay-Abdallah de Rabat (Maroc).

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE L'Égypte candidate pour accueillir les demi-finales et la finale

Le ministère égyptien de la Jeunesse et des Sports a autorisé la Fédération de football de son pays à déposer sa candidature pour l'organisation des demi-finales et finale de la Ligue africaine des champions, rapporte la presse locale.

"La Fédération égyptienne de football annonce qu'elle fera acte de candidature dans les prochaines 48 heures", indique la même source. La Confédération africaine de football (CAF) avait annoncé, à l'occasion de la dernière réunion de son comité exécutif, sa volonté de faire jouer les demi-finales et finale de la Ligue africaine des champions au stade Japoma de Douala, en septembre prochain.

Pour lutter contre la pandémie de Covid-19, l'instance dirigeante du football africain avait décidé de délocaliser ses compétitions en un lieu unique : le reste des matchs de la Coupe de la Confédération au Maroc et ceux de la Ligue des champions au Cameroun. Mais des sources médiatiques ont rapporté samedi que le Cameroun a décliné l'offre, invoquant la forte pluviométrie et la pandémie de Covid-19.

MANCHESTER CITY BLANCHI PAR LE TAS L'UEFA prend note de la décision

L'Union européenne de football (UEFA), a réagi lundi à la décision prise lundi par le Tribunal arbitral du Sport (TAS), ce dernier a autorisé Manchester City (Premier league anglaise) de prendre part aux prochaines coupes européennes, alors qu'il était initialement condamné depuis février à deux ans de suspension pour manquements aux règles du fair-play financier. "L'UEFA prend note de la décision prise par le Tribunal arbitral du sport de réduire la sanction imposée à Manchester City (...)" L'UEFA note que le panel du TAS a constaté qu'il n'y avait pas suffisamment de preuves concluantes pour confirmer toutes les conclusions de la CFCB dans ce cas spécifique et que de nombreuses infractions présumées étaient prescrites en raison de la période de 5 ans prévue par le règlement de l'UEFA", indique l'instance européenne dans un communiqué.

Man City, où évolue l'ailier international algérien Riyad Mahrez, est donc condamné à verser une amende de seulement 10 millions d'euros à l'UEFA, au lieu des 30 millions d'euros, initialement décidés en février par cette même instance, qui accusait le club anglais d'avoir surévalué ses revenus publicitaires, portant sur la période 2012-2016. Selon plusieurs médias, "le coup est dur pour le fair-play financier".

Alors que la règle imposée par l'UEFA visant à surveiller et potentiellement sanctionner les clubs accusés de gonfler de manière inéquitable leur budget avait décidé de frapper fort en annonçant l'exclusion de Manchester City de toute compétition européenne pendant les deux prochaines années, voilà que sa "crédibilité" a été largement entamée ce lundi matin. "Au cours des dernières années, le fair-play financier a joué un rôle important en protégeant les clubs et en les aidant à devenir financièrement viables (...)" L'UEFA ne fera aucun autre commentaire à ce sujet", conclut l'instance présidée par le Slovène Aleksander Ceferin.

LIGA ESPAGNOLE Le Real Madrid abandonne définitivement la piste Neymar

Le Real Madrid, actuel leader de la Liga espagnole de football, n'a pas l'intention de faire signer l'attaquant brésilien du Paris SG (Ligue 1/ France) Neymar, longtemps dans le viseur du club merengue, rapporte lundi le quotidien Marca.

L'année dernière, en même temps que son rival du FC Barcelone, le Real Madrid a tenté de s'attacher les services de la star du PSG, Neymar.

Les exigences des responsables parisiens ont été trop élevées et les Merengue n'ont, de fait, pas cherché à aller trop loin. Des bruits ont laissé penser qu'une nouvelle approche de leur part pourrait se produire cet été, mais il n'en est rien. Marca a coupé court en indiquant qu'il n'y a aucun désir de la part du géant de la capitale ibérique de mettre la main sur l'international auriverde. Selon la même source, il y a de nombreuses raisons qui empêchent le Real de faire signer Neymar, à commencer par le coût de l'opération.

Contrairement aux précédentes intersaisons, les Madrilènes ne disposent plus de surface financière illimitée pour agir sur le marché des transferts. En outre, l'entraîneur français du Real Zinedine Zidane n'est pas certain que "Ney" puisse propulser son équipe dans une autre dimension, vu qu'il possède déjà suffisamment d'atouts importants en attaque.

Pour Marca, le passif d'ancien blaugrana du joueur ne plaide pas en faveur d'une arrivée à Madrid. L'attaquant champion de France privilégierait d'ailleurs toujours un retour à Barcelone plutôt qu'un nouveau défi à Madrid.

TRANSFERT N'Golo Kanté priorité de l'Inter Milan

Le milieu international français de Chelsea (Premier League), N'Golo Kanté serait devenu l'une des priorités de recrutement de l'Inter Milan (Serie A), rapporte lundi le quotidien sportif italien La Gazzetta dello Sport.

"L'Inter Milan se serait positionné pour le recrutement de N'Golo Kanté, le milieu de terrain français de Chelsea.

Les responsables lombards seraient décidés de faire venir le champion du monde dans leurs rangs.

Une première offre devrait très vite être transmise aux Blues dans l'optique d'un deal, et ces derniers sont prêts à écouter", a écrit la même source. Le milieu de terrain est sous contrat avec l'équipe londonienne jusqu'en 2023 et sa valeur marchande se situerait aux alentours de 80 millions d'euros (source trans-fermarkt).

Selon la même source, c'est Antonio Conte qui pousserait en faveur de la venue de Kanté à San Siro.

Sur la liste des joueurs à recruter pendant l'été, l'entraîneur italien aurait également coché les noms de Jan Vertonghen, l'arrière central de Tottenham, et d'Edin Dzeko, le buteur de l'AS Rome.

APS

AFFAIRE MAN CITY - UEFA Le TAS autorise les "Cityzens" à participer aux compétitions européennes

Le club anglais de Manchester City a été autorisé lundi par le Tribunal arbitral du sport (TAS) à participer aux prochaines coupes d'Europe de football, alors qu'il était initialement condamné à deux ans de suspension pour "manquements aux règles du fair-play financier".

"Manchester City n'a pas déguisé ses contrats de sponsoring, mais a échoué à coopérer avec l'UEFA", l'instance qui gère le football européen, explique dans sa décision le TAS, considéré comme la juridiction suprême du monde sportif.

Le club, dirigé par des propriétaires émiratis et entraîné par l'Espagnol Pep Guardiola, est donc condamné à verser une amende de seulement 10 millions d'euros à l'UEFA, au lieu des 30 millions d'euros, initialement décidés en février par cette même instance, qui accusait le club anglais d'avoir surévalué ses revenus publicitaires, portant sur la période 2012-2016.

Les Anglais contestaient leur exclusion des Coupes d'Europe par l'UEFA "pour non-respect du fair-play financier", une règle mise en place depuis 2011 par la confédération européenne du football afin de limiter les déficits des clubs.

La décision du TAS constitue donc un énorme soulagement pour les "Cityzens", car les pertes financières encourues



par une absence de la scène européenne auraient largement dépassé les 100 millions d'euros par an, et n'aurait pas été sans conséquences sur le train de vie du club anglais, d'autant que la Ligue des champions fait office de vitrine pour les propriétaires émiratis

de City. Des joueurs majeurs auraient ainsi pu être tentés de quitter le club pour participer à la Ligue des champions, une menace qui n'est désormais plus d'actualité.

Dans un communiqué rendu public quasiment en même temps que la décision

du TAS, Manchester City "se félicite des implications de la décision d'aujourd'hui, qui valide sa position et l'ensemble des preuves qu'il a pu présenter", précisant que ses conseillers juridiques doivent encore examiner l'intégralité du verdict.

MLS Un match reporté en raison de deux cas suspects de coronavirus

Un match du tournoi de reprise du Championnat nord-américain de football (MLS), prévu dimanche entre DC United et le FC Toronto, a été reporté à une date ultérieure en raison de deux cas suspects de coronavirus chez des joueurs, a annoncé la Ligue.

Les résultats des tests pour les deux équipes, dévoilés samedi, ont fait apparaître un premier test positif chez un joueur, qui doit encore être confirmé, et un autre cas suspect, alors que d'autres tests doivent être effectués dimanche, pour confirmer ou infirmer ces cas.

Le report de ce match est le dernier coup dur en date pour la MLS, qui a repris cette semaine après quatre mois d'arrêt

en raison de la pandémie. "La santé de toutes les personnes concernées par la reprise du tournoi "MLS Is Back" reste la priorité absolue, donc nous continuerons à prendre des décisions en conséquence", a encore souligné la Ligue dans un communiqué.

Deux équipes, le FC Dallas et Nashville, ont été obligées de déclarer forfait en raison des nombreux cas de COVID-19 parmi les joueurs et membres de l'encadrement.

L'attaquant mexicain du Los Angeles FC, Carlos Vela, l'un des joueurs vedettes du championnat nord-américain, a quant à lui préféré ne pas participer au tournoi.

En attendant d'éventuellement pouvoir reprendre le cours de son championnat,

suspendu après deux journées depuis miamars, la MLS a opté pour l'option "bulle" pour renouer avec la compétition.

Ce tournoi consiste, comme une Coupe du monde de foot, en une phase de groupes, dont les résultats compteront d'ailleurs pour le championnat, suivie de matchs à élimination directe.

Un vainqueur sera couronné le 12 août.

Les 24 équipes participantes sont placées dans la "bulle" de Disney World à Orlando (Floride), comme les joueurs de NBA, qui y finiront la saison de basket, et ceux de NHL, qui espèrent en faire de même cet été à priori à Toronto ou Edmonton au Canada.

ITALIE Tous les tests sont négatifs à Parme

Le club de Parme, au sein duquel un cas de coronavirus a été détecté samedi, a annoncé dimanche qu'une nouvelle série de tests avait donné des résultats intégralement négatifs.

Le match prévu ce dimanche face à Bologne pour

le compte de la 32e journée de Serie A devrait donc se tenir normalement.

Samedi, le club, 12e de Serie A, avait annoncé avoir détecté un cas positif au sein de son staff. Il s'agit du premier cas de coronavirus recensé dans

le football italien depuis la reprise de la compétition il y a un mois. "Tout le groupe a été testé négatif, y compris la personne en question, qui restera à l'isolement et pour qui des examens approfondis sont en cours", a fait savoir le club di-

manche. Conformément au protocole en vigueur, les joueurs et le staff reviendront au centre d'entraînement après le match pour y poursuivre une quarantaine de 14 jours lors de laquelle des tests seront effectués régulièrement.

PARAGUAY La justice rejette une nouvelle demande de libération de Ronaldinho

La justice paraguayenne a de nouveau rejeté une demande de libération de Ronaldinho, l'ancienne star du football brésilien détenue depuis quatre mois pour usage d'un faux passeport.

L'ancienne vedette du FC Barcelone, du Milan et du Paris Saint-Germain fait également l'objet d'une enquête pour liens présumés avec un réseau de paris sportifs.

La cour d'appel a confirmé ainsi la dé-

cision du juge des garanties pénales, Mirko Valinotti, qui a rejeté le 6 mars une demande initiale visant à ce que Ronaldinho et son frère Roberto bénéficient d'un "traitement de faveur".

Ronaldinho et son frère Roberto ont été arrêtés le 6 mars pour avoir présenté des passeports paraguayens falsifiés.

Les deux hommes, qui sont depuis leur arrestation détenus dans un hôtel dans la capitale Asunción, risquent une

peine de prison pouvant aller jusqu'à cinq ans.

Quelque 18 personnes ont déjà été arrêtées dans le cadre de cette affaire, pour la plupart des fonctionnaires des services d'immigration ou des policiers.

Parmi les suspects figure notamment Dalia López désigné par le procureur comme le chef présumé d'un réseau s'activant dans "la préparation et l'utilisation de faux documents d'identité".

OM : Sarr fait le point sur son avenir

Présenté dans le viseur de plusieurs formations espagnoles comme le FC Séville ou encore l'Atletico Madrid, le latéral droit de l'Olympique de Marseille Bouna Sarr (28 ans) représente un sérieux candidat au départ sur ce mercato d'été. Mais de son côté, l'ancien Messin compte bien avoir son mot à dire. "Il faudra voir comment va fonctionner le marché, s'il y a des opportunités, mais je ne suis pas dans l'obsession de partir. Pour une fois qu'on joue la Ligue des Champions, j'ai vraiment envie de la découvrir ici. A côté de ça, j'arrive à un âge où les opportunités se feront plus rares. Si le club est amené à me demander de partir, j'aurais mon mot à dire", a assuré Sarr dans les colonnes du quotidien régional La Provence ce lundi.



TREZEGUET RASSURE ASTON VILLA

Aston Villa croit toujours au maintien. Cet espoir a été rendu possible par une victoire contre Crystal Palace ce dimanche après-midi (2-0). Trezeguet a marqué les deux buts du match.

Lourdement battu jeudi par Manchester United (0-3), Aston Villa a réagi ce dimanche, toujours à domicile, en s'imposant face à Crystal Palace (2-0). Un succès qui doit tout à Trezeguet, l'ailier formé à Al-Ahly. L'international égyptien a le profité d'un cafouillage pour ouvrir le score dans le temps additionnel de la première période (45ème+4), avant de s'offrir un doublé juste avant l'heure de jeu pour mettre son équipe à l'abri (59ème). Cette victoire permet aux Villans de se maintenir à quatre points de Watford, premier non-relégable, alors qu'il reste trois journées à disputer. Pour le Pharaon, il s'agit des quatrième et cinquième réalisations de la saison, faisant de lui le deuxième meilleur scoreur de l'effectif, derrière Jack Grealish (7 buts) et à égalité avec le Brésilien Wesley.

RONALDO, DU JAMAIS-VU DEPUIS 1960 !

Cristiano Ronaldo n'en finit plus de marquer avec la Juventus Turin...

Contraint au match nul par l'Atalanta Bergame (2-2), la Juventus Turin a perdu une belle occasion de faire encore un peu plus le trou en tête de la Serie A. Cristiano Ronaldo n'a pas laissé passer l'occasion, lui, de soigner un peu plus ses statistiques. Le Portugais y est en effet allé d'un doublé, alignant un sixième match de Serie A avec au moins une réalisation. Fort de ses 28 buts, CR7 ne pointe plus qu'à une longueur de Ciro Immobile au classement des meilleurs buteurs du championnat italien et est un peu plus entré dans les annales de la Juventus. Il faut en effet remonter à la saison 1959-1960 pour trouver un attaquant aussi prolifique. Omar Simov comptait lui aussi 28 buts au terme de la 32e journée et avait terminé l'exercice avec 32 buts...

Jovic finalement trop gourmand ?

Alors qu'il est entré en discussions avec les agents de Luka Jovic, le Milan AC ne souhaiterait pas s'aligner sur les demandes salariales du Serbe.

Transféré au Real Madrid l'été dernier après une saison étincelante à l'Eintracht Francfort, Luka Jovic n'a pas réussi sa première saison en Espagne. Son entraîneur Zinedine Zidane serait déçu du rendement de l'attaquant. En effet, l'ancien du Benfica Lisbonne a inscrit 2 buts en 24 rencontres disputées et souhaiterait quitter le club merengue cet été.

Alors que ses agents discutent avec le Milan AC, un point majeur des négociations pourrait bloquer le transfert...

Selon les informations révélées par Calciomercato, le Serbe souhaiterait garder le même salaire qu'au Real Madrid, soit 5M€ nets par saison. Une demande sur laquelle les dirigeants du Milan AC n'ont pas l'intention de s'aligner. Reste à voir si les différentes parties pourront faire des efforts dans les prochaines semaines, alors que le futur manager milanais Ralf Rangnick souhaiterait absolument s'attacher les services de Jovic.



STEVEN GERRARD BIENTÔT EN CHAMPIONSHIP ?

L'ancienne star de Liverpool est présentée pour prendre les commandes de la formation de Bristol City. Après deux années de coaching au FC Rangers, Steven Gerrard pourrait peut-être connaître sa première expérience sur le banc dans son pays, en Angleterre. D'après The Express, le Scouser fait partie des techniciens susceptibles de prendre en main la formation de Bristol City. Bristol City évolue actuellement en Championship (D2 anglaise). A trois journées de la fin, l'équipe se situe dans le ventre mou (11e sur 24). Son objectif est d'accéder en élite en 2021 et ses dirigeants pensent pouvoir y arriver s'ils font appel à un technicien de renom. Il y a une semaine, le club s'était séparé de son ancien manager Lee Johnson. Et, c'est un intérimaire qui a été désigné jusqu'à la fin de la saison. Gerrard n'est pas le seul entraîneur à figurer sur la shortlist des « Robins ». C'est aussi le cas de Christoph Daum, le

DORTMUND FAIT MONTER LE PRIX DE SANCHO

En instance de départ avec le club du Borussia Dortmund, Jadon Sancho (20 ans) est toujours dans le viseur de Manchester United. Malgré tout, son prix aurait augmenté.

Comme l'explique le "Manchester Evening News", les dirigeants allemands réclameraient aujourd'hui près de 130 millions d'euros pour l'ancien membre de Man City. Les Red Devils seraient notamment refroidis par les exigences du BVB, alors que leur budget paraît réduit pour le mercato. Cette saison, Sancho a marqué 21 buts et délivré 19 passes décisives en 47 apparitions, toutes compétitions confondues. Affaire à suivre...

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE-RUSSIE Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de son homologue russe Vladimir Poutine

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu lundi un appel téléphonique de son homologue russe, Vladimir Poutine, lors duquel ils ont échangé les informations sur les efforts consentis par leurs pays respectifs en matière de lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus et passé en revue les relations bilatérales privilégiées, indique un communiqué de la Présidence de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu lundi matin un appel téléphonique de son homologue russe, M. Vladimir Poutine, Président de la Fédération de Russie, lors duquel ils ont échangé les informations sur les efforts consentis par leurs pays respectifs en matière de lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus, passé en revue les relations bilatérales privilégiées et convenu d'œuvrer à leur élargissement et approfondissement dans tous les domaines", lit-on dans le communiqué.

A cette occasion, "le Président russe a renouvelé son invitation à effectuer une visite en Russie au Président Tebboune qui l'a acceptée en le remerciant, tout en convenant d'en fixer la date ultérieurement", ajoute le même source.

"Au plan international, les deux parties ont évoqué le rôle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), dont la présidence tournante est assurée actuellement par l'Algérie". A ce propos, le Président de la République a salué "le rôle de la Russie en sa qualité de membre hors Opep en vue de préserver la stabilité des cours des hydrocarbures", précise le même source.

Les deux parties ont convenu de "poursuivre la concertation et la coordination avec les autres membres de l'Opep et ses partenaires pour la stabilisation du marché pétrolier international".

Concernant les derniers développements en Libye, les deux Présidents ont décidé "d'intensifier la concertation permanente afin de faciliter l'instauration de la paix et de la sécurité dans ce pays frère, dans le cadre d'une solution politique garantissant l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale de la Libye", conclut le communiqué.

FÊTE DE L'INDÉPENDANCE ET DE LA JEUNESSE Le Président Tebboune reçoit les vœux des présidents de plusieurs pays

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu de nouveaux messages de vœux des présidents de plusieurs pays, à l'occasion du 58e anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse, indique dimanche un communiqué de la Présidence de la République.

"A l'occasion du 58e anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse, le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu de nouveaux messages de vœux émanant de : - Mme Sahle-Work Zewde, présidente de la République démocratique fédérale d'Éthiopie, - M. Ram Nath Kovind, président de la République de l'Inde, - M. Hassan Rohani, président de la République islamique d'Iran, - M. Daniel Ortega, président de la République du Nicaragua et Mme Rosario Murillo, sa vice-présidente, - M. Nicolas Maduro Moros, président de la République bolivarienne du Venezuela, et -



M. Idriss Déby Itno, président de la République du Tchad et chef de l'Etat, précise la même source. Après avoir adressé ses remerciements à ses homologues, le Président de la République "s'est félicité des bonnes relations d'amitié et de solidarité existant entre l'Algérie et ces pays frères et amis", réaffirmant sa volonté de "poursuivre les efforts communs pour leur renforcement et la consécration du dialogue et de la concertation avec leurs dirigeants".

PANDÉMIE DE COVID-19 Le Président Tebboune ordonne la mise en place d'une commission d'évaluation de l'impact économique

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné la mise en place d'une commission d'évaluation des incidences de la pandémie du Coronavirus (Covid-19) sur l'économie nationale, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République, rendu public à l'issue de la réunion du Conseil des ministres tenue dimanche. M. Tebboune a donné des instructions pour "la mise en place d'une commission présidée par le Premier ministre et regroupant les partenaires sociaux et les opérateurs écono-

miques", a précisé la même source. Cette commission élaborera un rapport qui sera présenté à la prochaine réunion du Conseil des ministres. Le Président Tebboune avait exprimé, à maintes reprises, l'engagement de l'Etat à soutenir toutes les entreprises et les professions impactées par la pandémie, tout en invitant les opérateurs concernés à faire preuve d'honnêteté en sollicitant l'aide de l'Etat. "Nous sommes prêts à aider les entreprises qui présentent des chiffres clairs", avait-il promis.

ANP

Installation du Général-major Omar Tlemsani à la tête du Commandement de la 4^{ème} Région militaire

Le Général de corps d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a présidé, lundi, la cérémonie d'installation officielle du Général-major Omar Tlemsani dans les fonctions de Commandant de la 4^{ème} Région militaire à Ouargla, en succession du défunt Général-major Hassan Alaïmia, décédé il y a quelques jours, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. "Au nom de Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Monsieur le Général de corps d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a présidé, ce lundi 13 juillet 2020, la cérémonie d'installation officielle du Général-major Omar Tlemsani dans les fonctions de Commandant de la 4^{ème} Région militaire à Ouargla, en succession du défunt Général-major Hassan Alaïmia dé-

cedé il y a quelques jours", précise le MDN. "A l'entame et après la cérémonie d'accueil, le Général de corps d'Armée a observé un moment de recueillement à la mémoire du Chahid Chihani Bachir, Chef de la tête wilaya Historique, dont le nom est porté par le siège de la Région, et a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative, avant de réciter la Fatiha du Saint Coran à sa mémoire et à celle de nos valeureux Chouhada", souligne le communiqué.

Le Chef d'état-major de l'ANP a, par la suite, passé en revue les carrés des cadres et personnels du Commandement de la Région, alignés au niveau de la Place d'Armes, avant de procéder à l'installation officielle du Général-major Omar Tlemsani, nouveau Commandant de la Région, en succession du défunt Général-major Hassan Alaïmia.

"Au nom de Monsieur le président de la République, Chef Suprême des Forces ar-

mées, ministre de la Défense nationale, et conformément au décret présidentiel du 09 juillet 2020, j'installe officiellement le Général-major Omar Tlemsani dans les fonctions de Commandant de la 4^{ème} Région militaire, en succession du défunt Général-major Hassan Alaïmia", a déclaré M. Chanegriha avant de donner des instructions "fermes" aux cadres et personnels du Commandement de la Région, note le communiqué du MDN. "A cet effet, je vous ordonne d'exercer sous son autorité et d'exécuter ses ordres et ses instructions dans l'intérêt du service, conformément au règlement militaire et aux lois de la République en vigueur, et par fidélité aux sacrifices de nos vaillants Chouhada et aux valeurs de notre Glorieuse Révolution, qu'Allah nous aide", a-t-il ordonné. Le Général de corps d'Armée a, par la suite, supervisé la cérémonie de passation de l'emblème national.

ALGÉRIE-LIBYE Boukadoum : "Alger œuvre pour l'intégrité territoriale de la Libye"

L'Algérie poursuit ses efforts pour préserver l'intégrité territoriale de la Libye au moment où la médiation algérienne est sollicitée par toutes les parties libyennes, a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, à l'agence turque Anadolu.

"Nous ne voulons pas séparer (les Libyens) ou prendre une position qui pourrait compromettre l'intégrité territoriale, l'avenir, la paix et l'unité de la Libye", a insisté le ministre, dans cet entretien accordé à Anadolu, en marge de sa rencontre à Rome avec son homologue italien, Luigi Di Maio.

L'Algérie œuvre pour "l'intégrité territoriale, l'unité et la stabilité de la Libye (...) ce sont (des questions) absolument cruciales pour nous", a-t-il enchaîné.

Le ministre des Affaires étrangères a réitéré l'objectif de l'Algérie de rassembler tous les Libyens, réaffirmant également sa position qui se tient à l'équidistance des belligérants libyens. Il a ajouté que l'Algérie travaillait à "éviter la partition" de la Libye, soulignant qu'"une telle éventualité serait dangereuse pour tous, en particulier pour les pays du voisinage". "Au-delà de la question de la sécurité de l'Algérie (...) nous devons les aider. Et tous les Libyens nous ont demandé de jouer ce rôle et nous sommes prêts bien entendu à l'assumer", a indiqué le ministre. M. Boukadoum n'a pas manqué de rappeler le soutien de l'Algérie aux conclusions de la Conférence de Berlin sur la Libye, citant également la coopération et l'échange de vues sur le dossier libyen avec les pays voisins, la Tunisie et l'Égypte.

Dans le même contexte, il a appelé à hâter la nomination d'un émissaire onusien pour la Libye, un poste de-

meurant vacant depuis la démission en mars du médiateur libanais, Ghassan Salamé. "Nous insistons sur la nomination d'un représentant spécial du secrétaire général dès que possible", a-t-il déclaré à Anadolu. Mercredi, M. Boukadoum a soutenu devant le Conseil de sécurité des Nations unies que cette nomination constituera "un signal très positif" à la reprise des négociations, exprimant l'espoir que le SG de l'ONU "aura enfin son mot à dire sur cette désignation". Evoquant le dialogue inter-libyen, il a précisé que "les pourparlers ne devraient pas se limiter uniquement à Benghazi et Tripoli", en référence au Gouvernement d'entente nationale libyen (GNA) basé à Tripoli et aux forces du maréchal Khalifa Haftar, mais devraient aussi inclure le sud de la Libye. Dans ce cette région, "des milliers de familles et de tribus partagent des traditions communes avec les Algériens des régions transfrontalières", a signalé le ministre qui n'a pas manqué de rappeler l'enracinement des liens familiaux entre Algériens et Libyens. Réitérant son rejet de toute solution militaire en Libye, le chef de la diplomatie a expliqué que le règlement de la crise dans ce pays doit inclure trois points fondamentaux à savoir "un cessez le feu, le respect de l'embarco sur les armes et la poursuite du dialogue" inter-libyen. Dans son entretien à Anadolu, M. Boukadoum a mis en relief "les bonnes relations" que l'Algérie entretient avec la Turquie, ainsi que les nombreuses discussions entre responsables des deux pays, citant en cela l'entretien à Alger en janvier entre le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune et son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan.

ALGÉRIE-TUNISIE Boukadoum en visite de travail en Tunisie

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum effectuera ce lundi une visite de travail en République Tunisienne, consacrée à l'examen des voies et moyens à même de développer les relations bilatérales dans divers domaines, indique un communiqué du ministère. La visite du chef de la diplomatie algérienne en Tunisie sera l'occasion de poursuivre les discussions avec la partie tunisienne sur les voies et moyens à même de développer les relations bilatérales dans divers domaines, notamment la préparation de la visite d'Etat du Président de la République prévue en Tunisie", précise le communiqué. Les entretiens avec les responsables tunisiens porteront également sur les "derniers développements de la situation dans la région", conclut le communiqué.

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

3 casemates pour terroristes et une bombe artisanale détruites à Médéa et Boumerdes

Trois casemates pour terroristes et une bombe de confection artisanale ont été découvertes et détruites dimanche par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) à Médéa et Boumerdes, alors que deux pistolets automatiques et une quantité de munitions ont été découverts à Djelfa, indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'Armée nationale populaire ont dé-

couvert et détruit, le 12 juillet 2020, trois (03) casemates pour terroristes et une (01) bombe de confection artisanale, et ce, lors d'opérations de recherche et de ratissage menées à Médéa et Boumerdes (le Région militaire), alors qu'un autre détachement de l'ANP a découvert deux (02) pistolets automatiques et une quantité de munitions à Djelfa/le RM", précise le MDN. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement combiné

de l'ANP a arrêté, en coordination avec les services de la Sûreté nationale, à Barika, wilaya de Batna/5e RM, trois (03) narcotrafiants et saisi 5000 comprimés psychotropes et un somme d'argent s'élevant à 20 millions de centimes, tandis qu'un autre détachement de l'ANP a saisi, en coordination avec les services des Douanes à Ouargla/4e RM, deux (02) véhicules tout-terrain chargés de 5386 comprimés psychotropes et 4000 paquets de cigarettes". Par ail-

leurs, des détachements de l'ANP ont appréhendé, à Djanel/4e RM et Tamanrasset/ 6e RM, 43 individus et saisi 52 groupes électrogènes, 42 marteaux piqueurs, deux (02) détecteurs de métaux et divers outils servant dans les opérations illégales d'orpaillage, tandis que des Gardes-côtes ont mis en échec une tentative d'émigration clandestine de sept (07) personnes à bord d'une embarcation de construction artisanale, à Annaba/5e RM", ajoute le même source.